



Troisième trimestre de 2011 • Rapport aux actionnaires • *Trois et neuf mois terminés le 31 juillet 2011*

## Le Groupe Banque TD présente les résultats du troisième trimestre de 2011

L'information financière dans le présent document est présentée en dollars canadiens et repose sur nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, sauf indication contraire.

### POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent :

- Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 1,58 \$, contre 1,29 \$.
- Le bénéfice dilué par action rajusté a été de 1,72 \$, par rapport à 1,43 \$.
- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 1 450 millions de dollars, par rapport à 1 177 millions de dollars.
- Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 1 578 millions de dollars, par rapport à 1 304 millions de dollars.

### POINTS SAILLANTS FINANCIERS CUMULATIFS des neuf mois terminés le 31 juillet 2011 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 4,72 \$, contre 4,03 \$.
- Le bénéfice dilué par action rajusté a été de 5,05 \$, par rapport à 4,40 \$.
- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 4 323 millions de dollars, par rapport à 3 650 millions de dollars.
- Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 4 617 millions de dollars, par rapport à 3 968 millions de dollars.

Les résultats rajustés sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion pour obtenir une description des résultats comme présentés et rajustés.

### RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du bénéfice comme présenté pour le troisième trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- Amortissement d'actifs incorporels de 102 millions de dollars après impôts (11 cents l'action), comparativement à 117 millions de dollars après impôts (12 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Gain de 3 millions de dollars après impôts attribuable à la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance disponibles à la vente reclassés, par rapport à une perte de 14 millions de dollars après impôts (2 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Frais d'intégration et de restructuration de 28 millions de dollars après impôts (3 cents l'action) liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, comparativement à 5 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Gain de 5 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) attribuable à la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, par rapport à un gain de 9 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Frais d'intégration de 6 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler.

**TORONTO, le 1<sup>er</sup> septembre 2011** – Le Groupe Banque TD (la TD ou la Banque) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2011. Dans l'ensemble, les résultats pour le trimestre ont témoigné de la grande vigueur des bénéfices tirés des activités de détail, de même que d'un contexte difficile pour le secteur Services bancaires de gros.

«Le trimestre écoulé a été formidable pour la TD, compte tenu du rendement vraiment impressionnant de nos activités de détail des deux côtés de la frontière, le total des bénéfices tirés des activités de détail rajustés marquant un nouveau record, a déclaré Ed Clark, président du groupe et chef de la direction, TD. Nous sommes également heureux d'annoncer une deuxième augmentation des dividendes cette année, soit une hausse de 2 cents par action ordinaire. La décision du conseil d'administration d'augmenter les dividendes démontre la confiance dans le modèle d'affaires de la TD qui est axé sur les clients et dans notre capacité constante de dégager une croissance rentable à long terme.»

### Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont produit des bénéfices de 954 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 13 % en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les volumes de TD Canada Trust (TDCT) ont affiché une solide croissance pour ce qui est des dépôts d'entreprises, des prêts aux entreprises, des prêts immobiliers garantis et des prêts indirects, ainsi qu'une baisse de la provision pour pertes sur créances. Au cours du trimestre, et ce, pour la sixième année de suite, TDCT a été classée au premier rang sur le plan de la satisfaction de la clientèle bancaire au Canada par J.D. Power and Associates.

Après la fin du trimestre, la TD et la Bank of America Corporation ont annoncé la conclusion d'une entente définitive selon laquelle la TD fera l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de la Banque MBNA Canada ainsi que de certains autres actifs et passifs. Sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires et de la satisfaction des modalités de clôture usuelles, l'acquisition devrait se conclure au cours du premier trimestre de l'exercice 2012.

«Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont encore une fois établi un record trimestriel, grâce au solide rendement de nos services bancaires aux entreprises et de notre secteur de l'assurance, de même que grâce à la résistance de nos activités de prêts immobiliers garantis, à la baisse des pertes sur prêts et à l'importance qui ne cesse d'être accordée à la gestion des dépenses. Les marges sont aussi demeurées relativement stables, malgré la concurrence qui ne cesse de faire pression sur les prix, a affirmé Tim Hockey, chef de groupe, Services bancaires canadiens et Financement auto, TD. Nous prévoyons que les résultats pour l'exercice complet seront excellents, même si la croissance des secteurs de l'assurance et des services bancaires commerciaux sera en partie neutralisée par un ralentissement dans le secteur des prêts à la consommation. Nous continuons à effectuer des placements stratégiques pour l'avenir et nous sommes également extrêmement satisfaits de notre entente visant l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de la Banque MBNA Canada, qui nous permettra d'offrir à la fois les cartes Visa et MasterCard à nos clients et nous classera parmi les émetteurs de cartes de crédit les plus importants du Canada.»

### Gestion de patrimoine

Le bénéfice net des activités mondiales de gestion de patrimoine, qui exclut la participation déclarée de la TD dans TD Ameritrade, s'est établie à 147 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 26 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable à la progression des revenus tirés des commissions compte tenu de l'augmentation des actifs des clients ainsi qu'à l'amélioration de la marge d'intérêt nette. L'apport de TD Ameritrade aux bénéfices du secteur s'est élevé à 48 millions de dollars, en baisse de 23 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

«Le trimestre considéré a été satisfaisant pour notre secteur, les volumes de négociation et la croissance des actifs sur douze mois, ayant été plutôt bons, a dit Mike Pedersen, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise, TD. Bien qu'il soit difficile de prédire le rendement à court terme en raison des récents soubresauts des marchés boursiers, nous sommes persuadés que l'exercice se terminera sur un excellent résultat.»

### Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont produit un bénéfice net comme présenté de 328 millions de dollars US pour le trimestre, en hausse de 21 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté du secteur s'est établi à 357 millions de dollars US, en hausse de 29 % sur le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les revenus en dollars américains ont augmenté de 30 % en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, poussés par une forte croissance interne des volumes et les acquisitions.

«TD Bank, America's Most Convenient Bank, a dégagé un rendement record pour le troisième trimestre, du fait de la forte croissance des volumes de dépôts ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts commerciaux. Nos acquisitions produisent de bons rendements et, grâce à notre engagement ferme à bien servir nos clients, nous avons été bien reçus sur les nouveaux marchés que nous avons percés l'an dernier, a affirmé Bharat Masrani, chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, TD. Nous espérons poursuivre notre essor d'ici la fin de 2011, même si nous demeurons prudents quant à la confiance à accorder à la reprise économique américaine et que nous continuons à faire face à un contexte réglementaire exigeant.»

### Services bancaires de gros

Les Services bancaires de gros ont produit un bénéfice net comme présenté de 108 millions de dollars, en baisse de 40 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats reflètent une baisse des revenus tirés des transactions sur les titres à revenu fixe et les monnaies étrangères, en partie contrebalancée par l'amélioration des honoraires de services de placement et des gains sur les valeurs mobilières.

«Le trimestre a été difficile. Les marchés ont subi une pression énorme en raison de crise de la dette en Europe et aux États-Unis, et du fait que les données économiques américaines ont été plus faibles que prévu. Ces facteurs ont eu une incidence importante sur nos activités de transaction de titres à revenu fixe, a dit Bob Dorrance, chef de groupe, Services bancaires de gros, TD. Nous prévoyons que même si les conditions sur les marchés demeurent difficiles, nous maintiendrons notre stratégie axée sur les clients et tirerons parti de la force de nos marques pour atténuer tout ralentissement de nos activités sur les marchés financiers.»

### Siège social

Le secteur siège social, qui comprend les autres activités de la Banque, a subi une perte nette comme présentée de 124 millions de dollars, contre 304 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, et une perte nette rajustée de 24 millions de dollars, par rapport à 182 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la perte s'explique surtout par la modification de la méthode de répartition appliquée pendant l'exercice en cours et par les résultats plus favorables produits par les activités de couverture et autres activités liées à la trésorerie.

### Capital

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la TD a été de 12,9 % pour le trimestre, en hausse par rapport à 12,7 % au trimestre précédent. La qualité du capital est demeurée très élevée, les fonds propres de première catégorie représentant plus de 80 % de l'avoire corporel en actions ordinaires. La TD prévoit dépasser amplement l'exigence de 7 % de Bâle III, sur une base entièrement intégrée, d'ici le deuxième trimestre de l'exercice 2012.

### Conclusion

«Ces résultats sont excellents et nous demeurons confiants que la TD est en voie de dégager ses meilleurs résultats annuels à vie, a déclaré M. Clark. Cela étant dit, nous sommes prudents dans nos perspectives pour 2012 et prévoyons que l'économie mettra un certain temps à se redresser. Nous continuons à contrôler le rythme de croissance de nos dépenses, mais nous voulons aussi continuer à faire des placements intelligents afin de renforcer la TD dans l'avenir. Malgré le contexte incertain, nous croyons avoir la bonne stratégie et la bonne combinaison de résultats pour continuer à dégager de solides résultats et faire en sorte que la TD soit en bonne position pour soutenir la croissance.»

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>POINTS SAILLANTS FINANCIERS et RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)</b>	<b>40</b>	Conventions comptables et estimations
		<b>47</b>	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
	<b>RAPPORT DE GESTION</b>	<b>48</b>	<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES</b>
<b>4</b>	Faits saillants financiers	<b>48</b>	Bilan consolidé intermédiaire
<b>5</b>	Notre rendement	<b>49</b>	État des résultats consolidé intermédiaire
<b>10</b>	Aperçu des résultats financiers	<b>50</b>	État des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires consolidé intermédiaire
<b>15</b>	Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD	<b>51</b>	État du résultat étendu consolidé intermédiaire
<b>27</b>	Revue du bilan	<b>52</b>	État des flux de trésorerie consolidé intermédiaire
<b>28</b>	Qualité du portefeuille de crédit	<b>53</b>	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
<b>31</b>	Situation du capital		
<b>32</b>	Gestion des risques		
<b>37</b>	Arrangements hors bilan		
<b>39</b>	Résultats trimestriels	<b>68</b>	<b>RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS</b>

### **Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs**

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, des énoncés formulés dans le présent document au paragraphe «Perspectives» pour chacun des secteurs d'exploitation, à la rubrique «Sommaire du rendement» et dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2011 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment, de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, des changes et des instruments à taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques et environnementaux et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2010 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives aux États-Unis, comme il est mentionné à la rubrique «Événements importants en 2010» de la section «Notre rendement» du rapport de gestion de 2010; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et la liquidité, et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur nouvelle interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information. Veuillez noter que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les risques possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Facteurs de risque et gestion des risques» du rapport de gestion de 2010. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document figurent dans le rapport annuel 2010 de la Banque sous les rubriques «Sommaire et perspectives économiques» et, pour chacun des secteurs d'activité, «Perspectives et orientation pour 2011», en leur version modifiée dans le présent rapport, sous les rubriques «Perspectives», et pour le secteur Siège social dans le présent rapport, sous la rubrique «Perspectives».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les investisseurs de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités et les résultats financiers prévus de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable l'exige.

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Banque TD (la TD ou la Banque) pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2011, comparativement aux périodes correspondantes. Il doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport aux actionnaires et avec notre rapport annuel 2010. Le présent rapport de gestion est daté du 1<sup>er</sup> septembre 2011. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement du rapport annuel 2010 de la Banque ou de ses états financiers consolidés intermédiaires et des notes y afférentes dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Des renseignements additionnels concernant la Banque, y compris la notice annuelle 2010 de la Banque, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à <http://www.td.com/francais/index.jsp>, de même que sur le site SEDAR, à l'adresse <http://www.sedar.com>, et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR Filers).

### TABLEAU 1 : FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Résultats d'exploitation</b>					
Total des revenus	<b>5 347 \$</b>	5 122 \$	4 744 \$	<b>15 929 \$</b>	14 548 \$
Provision pour pertes sur créances	<b>374</b>	343	339	<b>1 131</b>	1 221
Frais autres que d'intérêts	<b>3 207</b>	3 201	2 966	<b>9 601</b>	8 900
Bénéfice net – comme présenté	<b>1 450</b>	1 332	1 177	<b>4 323</b>	3 650
Bénéfice net – rajusté <sup>1</sup>	<b>1 578</b>	1 451	1 304	<b>4 617</b>	3 968
Profit économique <sup>2</sup>	<b>533</b>	466	208	<b>1 551</b>	771
Rendement de l'avoir en actions ordinaires – comme présenté	<b>14,4 %</b>	14,0 %	12,2 %	<b>14,6 %</b>	13,1 %
Rendement du capital investi <sup>2</sup>	<b>13,8 %</b>	13,4 %	12,0 %	<b>13,8 %</b>	12,5 %
<b>Situation financière</b>					
Total de l'actif	<b>664 812 \$</b>	629 867 \$	603 467 \$	<b>664 812 \$</b>	603 467 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques	<b>207 805</b>	202 669	189 190	<b>207 805</b>	189 190
Total de l'avoir des actionnaires	<b>43 275</b>	41 330	41 336	<b>43 275</b>	41 336
<b>Ratios financiers</b>					
Ratio d'efficience – comme présenté	<b>60,0 %</b>	62,5 %	62,5 %	<b>60,3 %</b>	61,2 %
Ratio d'efficience – rajusté <sup>1</sup>	<b>56,5</b>	59,4	58,8	<b>57,4</b>	57,6
Fonds propres de première catégorie par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	<b>12,9</b>	12,7	12,5	<b>12,9</b>	12,5
Provision pour pertes sur créances en % des prêts moyens nets	<b>0,51</b>	0,50	0,51	<b>0,54</b>	0,63
<b>Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars)</b>					
Bénéfice par action					
De base	<b>1,59 \$</b>	1,46 \$	1,30 \$	<b>4,75 \$</b>	4,05 \$
Dilué	<b>1,58</b>	1,46	1,29	<b>4,72</b>	4,03
Dividendes par action	<b>0,66</b>	0,66	0,61	<b>1,93</b>	1,83
Valeur comptable d'une action ordinaire	<b>44,87</b>	42,81	43,41	<b>44,87</b>	43,41
Cours de clôture	<b>76,49</b>	81,92	73,16	<b>76,49</b>	73,16
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	<b>886,6</b>	883,1	870,2	<b>883,0</b>	864,4
Nombre moyen – dilué	<b>891,2</b>	888,3	875,1	<b>887,7</b>	869,6
Fin de période	<b>888,8</b>	886,1	874,1	<b>888,8</b>	874,1
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	<b>68,0 \$</b>	72,6 \$	63,9 \$	<b>68,0 \$</b>	63,9 \$
Rendement de l'action	<b>3,1 %</b>	3,1 %	3,4 %	<b>3,2 %</b>	3,5 %
Ratio de distribution sur actions ordinaires	<b>41,6 %</b>	45,1 %	47,2 %	<b>40,7 %</b>	45,2 %
Ratio cours/bénéfice	<b>13,2</b>	14,9	14,2	<b>13,2</b>	14,2
<b>Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars)<sup>1</sup></b>					
Bénéfice par action					
De base	<b>1,73 \$</b>	1,60 \$	1,44 \$	<b>5,08 \$</b>	4,42 \$
Dilué	<b>1,72</b>	1,59	1,43	<b>5,05</b>	4,40
Ratio de distribution sur actions ordinaires	<b>38,1 %</b>	41,3 %	42,4 %	<b>38,0 %</b>	41,4 %
Ratio cours/bénéfice	<b>11,9</b>	13,3	12,5	<b>11,9</b>	12,5

<sup>1</sup> Les mesures rajustées sont non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations sur les résultats comme présentés et les résultats rajustés, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

<sup>2</sup> Le profit économique et le rendement du capital investi sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique «Profit économique et rendement du capital investi».

## NOTRE RENDEMENT

### Aperçu de la société

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la TD). La TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et elle offre ses services à environ 20 millions de clients. Ces services sont regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust, TD Assurance et Financement auto TD au Canada; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et une participation dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, America's Most Convenient Bank, et Financement auto TD aux États-Unis; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. En outre, la TD figure parmi les principales sociétés de services financiers par Internet du monde, avec plus de 7 millions de clients en ligne. Le 31 juillet 2011, les actifs de la TD totalisaient 665 milliards de dollars canadiens. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

### Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les PCGR et désigne les résultats dressés selon les PCGR «comme présentés». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats «rajustés», afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retire les «éléments à noter», déduction faite des impôts sur les bénéfices, des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement de l'entreprise sous-jacente. La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue le rendement de la Banque. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau de la page suivante. Comme expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats comme présentés selon les PCGR. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des PCGR et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

Le tableau qui suit donne les résultats d'exploitation comme présentés de la Banque.

**TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – COMME PRÉSENTÉS**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
Revenu d'intérêts net	<b>3 303 \$</b>	3 079 \$	2 921 \$	<b>9 547 \$</b>	8 560 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>2 044</b>	2 043	1 823	<b>6 382</b>	5 988
Total des revenus	<b>5 347</b>	5 122	4 744	<b>15 929</b>	14 548
Provision pour pertes sur créances	<b>374</b>	343	339	<b>1 131</b>	1 221
Frais autres que d'intérêts	<b>3 207</b>	3 201	2 966	<b>9 601</b>	8 900
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée</b>	<b>1 766</b>	1 578	1 439	<b>5 197</b>	4 427
Charge d'impôts sur les bénéfices	<b>348</b>	287	310	<b>978</b>	888
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>27</b>	25	26	<b>78</b>	79
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>59</b>	66	74	<b>182</b>	190
<b>Bénéfice net – comme présenté</b>	<b>1 450</b>	1 332	1 177	<b>4 323</b>	3 650
Dividendes sur actions privilégiées	<b>43</b>	40	49	<b>132</b>	146
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>1 407 \$</b>	1 292 \$	1 128 \$	<b>4 191 \$</b>	3 504 \$

**TABLEAU 3 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE NET RAJUSTÉ ET DU BÉNÉFICE NET COMME PRÉSENTÉ**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Résultats d'exploitation – rajustés</b>					
Revenu d'intérêts net	3 303 \$	3 079 \$	2 921 \$	9 547 \$	8 560 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>1</sup>	2 033	2 034	1 861	6 269	5 971
Total des revenus	5 336	5 113	4 782	15 816	14 531
Provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	374	343	339	1 131	1 281
Frais autres que d'intérêts <sup>3</sup>	3 014	3 036	2 811	9 078	8 376
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 948	1 734	1 632	5 607	4 874
Charge d'impôts sur les bénéfices <sup>4</sup>	415	340	392	1 140	1 072
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	27	25	26	78	79
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>5</sup>	72	82	90	228	245
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>1 578</b>	<b>1 451</b>	<b>1 304</b>	<b>4 617</b>	<b>3 968</b>
Dividendes sur actions privilégiées	43	40	49	132	146
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>1 535</b>	<b>1 411</b>	<b>1 255</b>	<b>4 485</b>	<b>3 822</b>
<b>Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>					
Amortissement des actifs incorporels <sup>6</sup>	(102)	(108)	(117)	(322)	(352)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente <sup>7</sup>	3	6	(14)	90	13
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis <sup>8</sup>	(28)	(16)	(5)	(57)	(51)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances <sup>9</sup>	5	2	9	4	–
Économie d'impôts due à la modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi <sup>10</sup>	–	–	–	–	11
Reprise de provision pour réclamations d'assurance <sup>11</sup>	–	–	–	–	17
Reprise (augmentation) des provisions générales pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros <sup>12</sup>	–	–	–	–	44
Frais d'intégration liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler <sup>13</sup>	(6)	(3)	–	(9)	–
<b>Total des rajustements pour les éléments à noter</b>	<b>(128)</b>	<b>(119)</b>	<b>(127)</b>	<b>(294)</b>	<b>(318)</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>1 407 \$</b>	<b>1 292 \$</b>	<b>1 128 \$</b>	<b>4 191 \$</b>	<b>3 504 \$</b>

<sup>1</sup> Les revenus autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2011* – gain de 7 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, comme expliqué à la note 9 ci-dessous; gain de 1 million de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente, comme expliqué à la note 7 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2011* – gain de 3 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; gain de 9 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *premier trimestre de 2011* – perte de 6 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; gain de 99 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *troisième trimestre de 2010* – gain de 15 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 53 millions de dollars attribuable à la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *deuxième trimestre de 2010* – perte de 5 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; gain de 34 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *premier trimestre de 2010* – perte de 11 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; gain de 12 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; recouvrement de 25 millions de dollars de réclamations d'assurance, comme expliqué à la note 11 ci-dessous.

<sup>2</sup> La provision pour pertes sur créances rajustée exclut les éléments à noter suivants : *deuxième trimestre de 2010* – reprise de 60 millions de dollars des provisions générales pour pertes sur créances dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros.

<sup>3</sup> Les frais autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 135 millions de dollars, comme expliqué à la note 6 ci-dessous; frais d'intégration de 46 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, comme expliqué à la note 8 ci-dessous; frais d'intégration de 9 millions de dollars liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler, comme expliqué à la note 13 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 138 millions de dollars; frais d'intégration de 26 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; frais d'intégration de 4 millions de dollars liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler; *premier trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 144 millions de dollars; frais d'intégration de 21 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; *troisième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 147 millions de dollars; frais d'intégration de 8 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; *deuxième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 149 millions de dollars; *premier trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 149 millions de dollars; frais d'intégration et de restructuration de 71 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

<sup>4</sup> Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge rajustée» à la rubrique «Impôts et taxes» du présent document.

<sup>5</sup> La quote-part du bénéfice net d'une société liée rajustée exclut les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 13 millions de dollars, comme expliqué à la note 6 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 16 millions de dollars; *premier trimestre de 2011* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars; *troisième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 16 millions de dollars; *deuxième trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 22 millions de dollars; *premier trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars.

<sup>6</sup> L'amortissement des actifs incorporels se rapporte principalement à l'acquisition de Canada Trust en 2000, à l'acquisition de TD Banknorth en 2005 et à sa privatisation en 2007, à l'acquisition de Commerce en 2008, ainsi qu'à l'amortissement des actifs incorporels compris dans la quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, l'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des actifs incorporels; toutefois, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter, qui ne comprennent que l'amortissement des actifs incorporels acquis par suite de regroupements d'entreprises.

<sup>7</sup> En date du 1<sup>er</sup> août 2008, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction en raison de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit. La Banque n'a plus l'intention de négocier activement cette catégorie de titres de créance. Par conséquent, la Banque a reclassé certains titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponibles à la vente, conformément aux modifications du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation

et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Dans le cadre de la stratégie de négociation de la Banque, ces titres de créance sont couverts sur le plan économique, principalement avec des swaps sur défaillance de crédit et des contrats de swaps de taux d'intérêt. Cela comprend le risque lié à la conversion des monnaies étrangères pour le portefeuille de titres de créance et les dérivés qui le couvrent. Ces dérivés ne sont pas admissibles au reclassement et sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant passées en résultat de la période. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des dérivés et celui du portefeuille de titres de créance reclassés, entraîne une volatilité périodique des profits et des pertes qui n'est pas représentative des caractéristiques économiques de la performance de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. À compter du deuxième trimestre de 2011, la Banque peut à l'occasion remplacer des titres dans le portefeuille pour mieux utiliser le financement à échéance déterminée initial. Par conséquent, les dérivés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le secteur Services bancaires de gros, et les gains et les pertes sur les dérivés, en sus des montants comptabilisés, sont constatés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés de la Banque excluent les gains et les pertes relatifs aux dérivés qui dépassent le montant comptabilisé.

<sup>8</sup> Par suite des acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et des initiatives d'intégration et de restructuration connexes entreprises, la Banque peut engager des frais d'intégration et de restructuration. Les frais de restructuration se composent principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de primes de certains dirigeants, des frais liés à la résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Les frais d'intégration se composent des frais relatifs au maintien de l'effectif, des honoraires de consultation externes, des coûts de marketing (notamment pour les communications avec la clientèle et la nouvelle marque) et des frais de déplacement liés à l'intégration. À partir du deuxième trimestre de 2010, le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a choisi de ne plus inclure d'autres frais d'intégration et de restructuration liés à Commerce dans cet élément à noter étant donné que les efforts dans ces domaines tirent à leur fin et que la restructuration et l'intégration de Commerce sont pratiquement achevées. Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2011, les frais d'intégration ont résulté de l'acquisition de South Financial. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, les frais d'intégration ont découlé des acquisitions facilitées par la FDIC et de l'acquisition de South Financial. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés pour les trois et neuf mois terminés le 31 juillet 2011.

<sup>9</sup> La Banque achète des swaps sur défaillance de crédit pour couvrir le risque de crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises des Services bancaires de gros. Ces swaps ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture et sont évalués à la juste valeur, et les variations de juste valeur sont constatées dans les résultats de la période considérée. Les prêts connexes sont comptabilisés au coût après amortissement. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des swaps sur défaillance de crédit et celui des prêts entraînerait une volatilité périodique des profits et des pertes, qui n'est représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ni du rendement de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les swaps sur défaillance de crédit sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le secteur Services bancaires de gros, et les gains et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés, sont constatés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés excluent les gains et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés. Lorsqu'un incident de crédit se produit dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises qui comporte des swaps sur défaillance de crédit comme couverture connexe, la provision pour pertes sur créances liée à la portion qui était couverte au moyen des swaps sur défaillance de crédit est portée en diminution de cet élément à noter.

<sup>10</sup> Cet élément représente l'incidence des modifications prévues des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi sur les soldes d'impôts futurs nets.

<sup>11</sup> La Banque a inscrit dans les activités d'assurances de ses filiales un passif actuariel additionnel au titre des pertes éventuelles au premier trimestre de 2008 relativement à une décision d'un tribunal de l'Alberta. La législation du gouvernement de l'Alberta qui a pour effet de limiter les montants de réclamation pour les blessures mineures causées par des accidents de la route a été contestée et jugée inconstitutionnelle. Au troisième trimestre de 2009, le gouvernement de l'Alberta a gagné son appel de la décision. Les requérants ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision devant la Cour suprême du Canada, et au premier trimestre de 2010, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande des requérants. Par suite de cette issue favorable, la Banque a repris sa provision pour litige relative à la limite des réclamations pour les blessures mineures en Alberta.

<sup>12</sup> Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2009, les Services de financement TD ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant du changement de méthode est incluse dans ce poste.

<sup>13</sup> La Banque a engagé des frais d'intégration par suite de l'acquisition de Services financiers Chrysler au Canada et aux États-Unis et des initiatives d'intégration connexes ont été entreprises. Les frais d'intégration se composent de frais relatifs à la technologie informatique et au maintien de l'effectif, des honoraires de consultation externes, des frais de marketing (notamment pour les communications avec la clientèle et la nouvelle marque) et des frais de déplacement liés à l'intégration. Bien que les frais d'intégration liés à cette acquisition aient été engagés au Canada et aux États-Unis, la plus grande partie de ces frais devraient être liés aux initiatives d'intégration entreprises pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

**TABLEAU 4 : RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE PAR ACTION COMME PRÉSENTÉ ET DU BÉNÉFICE PAR ACTION RAJUSTÉ<sup>1</sup>**

(en dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Bénéfice de base par action – comme présenté</b>	<b>1,59 \$</b>	1,46 \$	1,30 \$	<b>4,75 \$</b>	4,05 \$
Rajustements pour les éléments à noter <sup>2</sup>	<b>0,14</b>	0,14	0,14	<b>0,33</b>	0,37
<b>Bénéfice de base par action – rajusté</b>	<b>1,73 \$</b>	1,60 \$	1,44 \$	<b>5,08 \$</b>	4,42 \$
<b>Bénéfice dilué par action – comme présenté</b>	<b>1,58 \$</b>	1,46 \$	1,29 \$	<b>4,72 \$</b>	4,03 \$
Rajustements pour les éléments à noter <sup>2</sup>	<b>0,14</b>	0,13	0,14	<b>0,33</b>	0,37
<b>Bénéfice dilué par action – rajusté</b>	<b>1,72 \$</b>	1,59 \$	1,43 \$	<b>5,05 \$</b>	4,40 \$

<sup>1</sup> Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

<sup>2</sup> Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la rubrique «Notre rendement» du présent document.

**TABLEAU 5 : AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES<sup>1</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
Canada Trust	<b>42 \$</b>	42 \$	40 \$	<b>126 \$</b>	118 \$
TD Bank, N.A.	<b>41</b>	42	49	<b>128</b>	151
TD Ameritrade (compris dans la quote-part du bénéfice net d'une société liée)	<b>13</b>	16	16	<b>46</b>	55
Divers <sup>2</sup>	<b>36</b>	32	12	<b>97</b>	28
<b>Total</b>	<b>132 \$</b>	132 \$	117 \$	<b>397 \$</b>	352 \$

<sup>1</sup> L'amortissement des actifs incorporels est inclus dans le secteur Siège social.

<sup>2</sup> Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, l'amortissement des logiciels de respectivement 30 millions de dollars et 75 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2011 est inclus dans l'amortissement des actifs incorporels.

### Profit économique et rendement du capital investi

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour l'actionnaire. Le profit économique représente le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires moins une imputation au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires pour la période plus le montant moyen cumulatif des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, déduction faite des impôts, amortis à la date du bilan. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût du capital calculé à l'aide du modèle d'évaluation des actifs financiers. L'imputation représente un rendement minimum présumé exigé par les actionnaires ordinaires sur le capital investi de la Banque. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est obtenu en divisant le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires par le capital investi moyen. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût du capital. Le RCI et le coût du capital sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Si le RCI excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le RCI sont des mesures financières non conformes aux PCGR, puisque ce ne sont pas des termes définis par les PCGR. Les lecteurs doivent prendre note que les bénéfices et d'autres mesures rajustés par rapport à une base autre que les PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et qu'ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

**TABLEAU 6 : PROFIT ÉCONOMIQUE ET RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	<b>38 809 \$</b>	37 773 \$	36 564 \$	<b>38 310 \$</b>	35 898 \$
Montant cumulatif moyen de l'amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>5 374</b>	5 283	4 994	<b>5 282</b>	4 893
Capital investi moyen	<b>44 183 \$</b>	43 056 \$	41 558 \$	<b>43 592 \$</b>	40 791 \$
Coût du capital investi	<b>9,0 %</b>	9,0 %	10,0 %	<b>9,0 %</b>	10,0 %
Imputation au titre du capital investi moyen	<b>1 002 \$</b>	945 \$	1 047 \$	<b>2 934 \$</b>	3 051 \$
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>1 407 \$</b>	1 292 \$	1 128 \$	<b>4 191 \$</b>	3 504 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>1</sup>	<b>128</b>	119	127	<b>294</b>	318
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>1 535 \$</b>	1 411 \$	1 255 \$	<b>4 485 \$</b>	3 822 \$
<b>Profit économique</b>	<b>533 \$</b>	466 \$	208 \$	<b>1 551 \$</b>	771 \$
<b>Rendement du capital investi</b>	<b>13,8 %</b>	13,4 %	12,0 %	<b>13,8 %</b>	12,5 %

<sup>1</sup> Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la rubrique «Notre rendement» du présent document.



## Événements importants en 2011

### **Acquisition du portefeuille de cartes de crédit de la Banque MBNA Canada**

Le 15 août 2011, la Banque a annoncé avoir conclu une entente définitive selon laquelle la Banque fera l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de la Banque MBNA Canada, filiale en propriété exclusive de la Bank of America Corporation, ainsi que de certains autres actifs et passifs. La Banque versera une prime d'environ 100 millions de dollars pour un portefeuille de cartes de crédit dont les comptes clients sont estimés à 8,5 milliards de dollars à la conclusion de l'entente.

Cette acquisition devrait se conclure au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, une fois qu'elle aura obtenu les approbations réglementaires et satisfait aux modalités de clôture usuelles. Avant la clôture, la Banque prévoit émettre jusqu'à 8 millions d'actions ordinaires aux fins de la gestion prudente des fonds propres, sous réserve des options de surallocation usuelles et des conditions de marché. L'incidence attendue sur les fonds propres de première catégorie de la Banque à la conclusion de la transaction sera négative de 20 pdb sur une base pro forma, en date du 30 avril et après l'émission d'actions ordinaires prévue.<sup>1</sup>

### **Acquisition de Services financiers Chrysler**

Le 1<sup>er</sup> avril 2011, la Banque a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Services financiers Chrysler pour une contrepartie au comptant d'environ 6,3 milliards de dollars. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de Services financiers Chrysler depuis la date de l'acquisition jusqu'au 31 juillet 2011 ont été inclus dans les résultats consolidés de la Banque pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011. Les résultats de Services financiers Chrysler aux États-Unis sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les résultats de Services financiers Chrysler au Canada sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Au 1<sup>er</sup> avril 2011, l'acquisition a ajouté un montant net de 3,1 milliards de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, 7,3 milliards de dollars de prêts, 2,3 milliards de dollars d'autres actifs et 6,6 milliards de dollars de passifs. Les prêts comprennent 1,0 milliard de dollars de prêts douteux acquis. La juste valeur estimative des prêts reflète les pertes sur créances prévues à la date d'acquisition. L'excédent de la juste valeur des actifs identifiables acquis par rapport à celle des passifs pris en charge d'environ 0,2 milliard de dollars a été attribué à l'écart d'acquisition, lequel a diminué par rapport au montant estimatif de 0,4 milliard de dollars, en date de l'annonce, le 21 décembre 2010, surtout en raison de l'augmentation des actifs nets. La répartition du prix d'acquisition pourra être rectifiée à mesure que la Banque terminera l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

### **Nouveautés législatives aux États-Unis**

Le 21 juillet 2010, le président des États-Unis a ratifié la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la «loi Dodd-Frank») qui déclenche une vaste réforme du secteur financier aux États-Unis. Couvrant plus de 2 300 pages, la loi Dodd-Frank a une incidence sur toutes les institutions financières des États-Unis et sur de nombreux établissements financiers, y compris la Banque, qui mènent des activités en dehors des États-Unis. La loi Dodd-Frank entraîne d'importants changements, entre autres pour ce qui est de la supervision des services bancaires et des banques, d'un mécanisme de résolution visant les institutions financières d'importance systémique, de la protection des consommateurs, des valeurs mobilières, des dérivés et de la rémunération des cadres. La loi Dodd-Frank sera aussi complétée par de nombreuses dispositions réglementaires, et un grand nombre d'études et de rapports continus dans la foulée de sa mise en œuvre. Par conséquent, même si la loi Dodd-Frank a une incidence sur les affaires de la Banque, particulièrement sur ses activités aux États-Unis, les conséquences ultimes pour la Banque ne seront pas connues tant que les règlements de mise en œuvre n'auront pas été rendus publics et finalisés.

Le *Durbin Amendment* est une disposition de la loi Dodd-Frank et autorise le conseil de la Réserve fédérale à adopter des règlements fixant des frais d'interchange qui sont «raisonnables et proportionnels» aux coûts de traitement des transactions. En juin 2011, le conseil de la Réserve fédérale a adopté des règles définitives limitant les frais d'interchange sur les cartes de débit, et a fixé la date de mise en œuvre au 1<sup>er</sup> octobre 2011.

Les autres changements réglementaires comprennent les modifications apportées à la loi intitulée *Electronic Funds Transfer Act* («Regulation E»), laquelle interdit aux institutions financières d'imposer des frais aux consommateurs sur les opérations de paiement effectuées à un guichet automatique bancaire ou à un point de vente qui donnent lieu à un découvert, et à la loi intitulée *Credit Card Act*, qui, entre autres, limitera considérablement la capacité de la Banque à appliquer des taux d'intérêt et à imposer des frais basés sur le risque propre à un client.

Pour plus d'informations sur l'incidence du *Durbin Amendment* et de la *Regulation E*, se reporter à «Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis» sous la rubrique «Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD» du présent rapport.

La Banque continue de surveiller de près l'évolution de ces questions et d'autres faits législatifs nouveaux et analysera l'incidence que pourraient avoir ces changements réglementaires et législatifs sur ses activités.

<sup>1</sup> Les estimations sont assujetties aux risques et aux incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante; et les prévisions de la TD sont fondées sur un nombre de facteurs et d'hypothèses. Se reporter à la «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs» comprise dans le communiqué de presse de la Banque du 15 août 2011 qui est disponible sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com/francais/index.jsp> de même que sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site Web de la SEC à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR filers).

## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

### Sommaire du rendement

Un aperçu du rendement de la Banque, sur une base rajustée, pour le troisième trimestre de 2011 en regard des indicateurs de rendement financiers pour les actionnaires indiqués dans le rapport annuel 2010 est présenté ci-après. Les indicateurs de rendement pour les actionnaires servent de guides et de points de repère quant aux réalisations de la Banque. Aux fins de cette analyse, la Banque utilise le bénéfice rajusté, lequel exclut les éléments à noter des résultats comme présentés qui ont été préparés selon les PCGR. Les résultats et les éléments à noter comme présentés et rajustés sont expliqués à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

- Le bénéfice dilué par action rajusté pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 a augmenté de 15 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la vigueur des bénéfices tirés des activités de détail. La Banque vise une croissance à long terme du bénéfice par action rajusté de 7 % à 10 %.
- Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, le rendement rajusté des actifs pondérés en fonction des risques s'est établi à 3,0 %, comparativement à 2,7 % pour la période correspondante de 2010.
- Pour les douze mois terminés le 31 juillet 2011, le total du rendement pour les actionnaires a atteint 8,1 %, soit un rendement plus élevé que le rendement moyen de 4,1 % des établissements financiers canadiens comparables.

### Incidence du taux de change sur les bénéfices convertis des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de TD Ameritrade

Les bénéfices provenant du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et la quote-part de la Banque des bénéfices de TD Ameritrade sont touchés par les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

L'appréciation du dollar canadien a eu un effet défavorable sur notre bénéfice consolidé pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2011, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice 2010, tel qu'il est présenté dans le tableau ci-après.

**TABLEAU 7 : INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES BÉNÉFICES CONVERTIS DES SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AUX ÉTATS-UNIS ET DE TD AMERITRADE**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>	<i>Neuf mois terminés les</i>
	<b>31 juillet 2011 par rapport au 31 juillet 2010</b>	<b>31 juillet 2011 par rapport au 31 juillet 2010</b>
<b>Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis</b>		
Diminution du total des revenus rajusté	110 \$	250 \$
Diminution des frais autres que d'intérêts rajusté	63	142
Diminution du bénéfice net rajusté, après impôts	26	59
Diminution du bénéfice net comme présenté, après impôts	24	55
<b>TD Ameritrade</b>		
Diminution de la quote-part des bénéfices, après impôts	3 \$	9 \$
<b>Diminution du bénéfice de base par action rajusté</b>	<b>0,03 \$</b>	<b>0,07 \$</b>
<b>Diminution du bénéfice de base par action comme présenté</b>	<b>0,03 \$</b>	<b>0,07 \$</b>

### Sommaire et perspectives économiques

Les turbulences des dernières semaines sur les marchés ont avivé l'incertitude économique mondiale. L'inertie de l'activité économique dans la plupart des pays avancés, la crise de la dette en Europe et la décote de la dette du gouvernement américain par S&P ont tous été d'importants facteurs qui ont contribué à ce malaise financier. Au Canada, ces événements ont assombri les perspectives à court terme. Le Canada s'est révélé incapable de freiner l'affaiblissement de l'économie au cours du deuxième trimestre et, d'ailleurs, le PIB réel n'aura probablement enregistré aucune croissance lorsque les données seront publiées à la fin d'août. Bien que nous prévoyions que les États-Unis éviteront de justesse une récession en cascade, la croissance économique américaine demeurera anémique et comprimera la croissance des exportations canadiennes. Les exportateurs de ressources naturelles sont sans doute en partie protégés par la force de la demande continue de la Chine et par les prix encore relativement élevés de nombreux produits de base. Même si les ménages canadiens sont restés les gagnants d'une création d'emplois nette et de faibles taux d'intérêt, les événements internationaux et les soubresauts des marchés financiers ne seront pas sans conséquence sur leur confiance et, par ricochet, sur leurs habitudes de dépenses. Les Services économiques TD prévoient que la croissance du PIB réel ralentira pour s'établir à un taux inférieur à la normale d'environ 1,5 % en moyenne pour le deuxième semestre, tandis que la récente tendance à la baisse du taux de chômage se résorbera. Quand les soubresauts des marchés financiers commenceront à se dissiper dans une certaine mesure en 2012, la croissance économique du Canada devrait quelque peu s'accélérer, en même temps que celle des États-Unis. Compte tenu de cette perspective de croissance préoccupante, la Banque du Canada devrait rester prudente à l'égard de toute hausse des taux d'intérêt. Selon toute vraisemblance, la banque centrale maintiendra son taux de financement à un jour à 1 % au moins jusqu'au deuxième semestre de 2012. Comme la Réserve fédérale américaine devrait vraisemblablement maintenir sa position en matière de taux d'intérêt jusqu'au milieu de 2013, l'écart entre les taux canadiens et américains devraient se creuser encore au cours des prochains 12 à 18 mois, poussant le dollar canadien à la hausse à environ 1,05 \$ US.

**Bénéfice net**Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 1 450 millions de dollars, soit une hausse de 273 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a été de 1 578 millions de dollars, marquant une hausse de 274 millions de dollars ou 21 %. La hausse du bénéfice net rajusté s'explique par la croissance des bénéfices de tous les secteurs de détail et par la perte nette moins élevée subie par le secteur Siège social, lesquelles ont été en partie contrebalancées par une baisse des bénéfices dans le secteur Services bancaires de gros. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a monté surtout sous l'effet de la forte croissance des volumes, de la diminution de la provision pour pertes sur créances et des revenus d'assurance plus solides, le tout en partie contrebalancé par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. La hausse du bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'explique par une forte croissance interne des volumes, l'amélioration de la qualité des actifs et les acquisitions, partiellement neutralisées par la hausse des frais, la baisse des frais de découvert et l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement sous l'effet de la hausse des revenus tirés des commissions attribuable à la croissance des actifs des clients et de l'augmentation des prêts sur marge et des soldes des dépôts, de même que de l'amélioration de la marge d'intérêt nette, le tout en partie contrebalancé par la hausse des frais et la diminution des bénéfices de TD Ameritrade. La perte nette dans le secteur Siège social a diminué surtout en raison de l'amélioration des résultats tirés des activités de couverture et des autres activités touchant la trésorerie, et des éléments fiscaux défavorables comptabilisés au cours de la période de l'exercice précédent. Le bénéfice net du secteur Services bancaires de gros a diminué du fait de la baisse des revenus tirés des transactions sur les titres à revenu fixe et les monnaies étrangères, en partie compensée par l'amélioration des honoraires de services de placement et les gains sur valeurs mobilières.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Le bénéfice net comme présenté pour le trimestre a enregistré une hausse de 118 millions de dollars, ou 9 %, en regard du trimestre précédent. Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a augmenté de 127 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'accroissement des bénéfices dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de la baisse de la perte nette du secteur Siège social, en partie contrebalancés par une diminution des bénéfices dans le secteur Services bancaires de gros. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a augmenté essentiellement en raison du nombre plus élevé de jours civils compris dans le trimestre considéré, de la croissance des volumes et de revenus d'assurance plus solides. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'est accru du fait surtout de l'acquisition de Services financiers Chrysler. La perte nette subie par le secteur Siège social a diminué essentiellement par suite de la baisse des frais nets du Siège social et du calendrier des revenus nets liés à la trésorerie. Le bénéfice net du secteur Services bancaires de gros a diminué principalement du fait de la baisse des revenus tirés des transactions sur les titres à revenu fixe, les instruments de crédit et les monnaies étrangères, en partie contrebalancée par les gains sur valeurs mobilières et la hausse des honoraires de services de placement.

Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Pour la période depuis le début de l'exercice, le bénéfice net comme présenté a totalisé 4 323 millions de dollars, en hausse de 673 millions de dollars, ou 18 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté pour la période depuis le début de l'exercice s'est inscrit à 4 617 millions de dollars, en hausse de 649 millions de dollars, ou 16 %. La hausse du bénéfice net rajusté s'explique par la croissance des bénéfices de tous les secteurs de détail et par une perte nette moins élevée subie par le secteur Siège social, lesquelles ont été en partie contrebalancées par la baisse des bénéfices dans le secteur Services bancaires de gros. Les bénéfices des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté sous l'effet de la forte croissance des volumes et de la baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par une diminution de la marge sur les actifs productifs moyens. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a progressé surtout en raison des acquisitions, de la croissance interne et de la diminution de la provision pour pertes sur créances (compte non tenu de l'incidence des acquisitions et des prêts acquis), qui ont été en partie contrebalancées par la hausse des frais attribuable aux investissements effectués dans l'entreprise principale et par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Le secteur Siège social a constaté une baisse de sa perte nette en raison du calendrier des revenus liés à la trésorerie. Les bénéfices de Gestion de patrimoine se sont accrus, entraînés par la hausse des revenus tirés des commissions attribuable à la croissance des actifs des clients, l'amélioration de la marge d'intérêt nette, l'accroissement des dépôts des clients et des prêts sur marge et l'augmentation des volumes de négociation, le tout en partie neutralisé par la hausse des frais. En partie compensée par les gains sur valeurs mobilières plus élevés, la diminution du bénéfice net du secteur Services bancaires de gros est principalement attribuable aux conditions de marché difficiles survenues au cours de la période considérée, lesquelles ont donné lieu à une baisse du bénéfice de transaction, par rapport aux conditions très favorables pour la période de l'exercice précédent.

**Revenu d'intérêts net**Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le revenu d'intérêts net pour le trimestre s'est établi à 3 303 millions de dollars, soit une hausse de 382 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, qui s'explique par la progression dans la plupart des secteurs. La croissance du revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'explique par une forte croissance des prêts et des dépôts et par les acquisitions, qui ont été en partie neutralisées par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'est accru surtout sous l'effet de la forte croissance des volumes, en partie contrebalancée par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. Le revenu d'intérêts net du secteur Gestion de patrimoine a été entraîné à la hausse surtout par l'augmentation des prêts sur marge consentis aux clients et des soldes des dépôts, de même que par l'amélioration de la marge d'intérêt nette.

#### Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Le revenu d'intérêts net pour le trimestre a augmenté de 224 millions de dollars, ou 7 %, en regard du trimestre précédent. Cette augmentation s'explique par la progression dans la plupart des secteurs. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a monté essentiellement en raison du nombre plus élevé de jours civils compris dans le trimestre considéré et de la croissance des volumes. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros s'est accru, essentiellement en raison de la hausse du revenu d'intérêts net lié aux activités de transaction. L'accroissement du revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada fait suite à l'acquisition de Services financiers Chrysler, en partie contrebalancée par le calendrier prévu de génération des flux de trésorerie sur les prêts acquis.

#### Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Pour la période depuis le début de l'exercice, le revenu d'intérêts net, de 9 547 millions de dollars, a augmenté de 987 millions de dollars, ou 12 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte de la progression enregistrée dans la plupart des secteurs, contrebalancée en partie par une baisse dans le secteur Services bancaires de gros. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a augmenté du fait des acquisitions et de la croissance interne, dont l'incidence a été en partie annulée par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a monté surtout sous l'effet de la forte croissance des volumes, en partie contrebalancée par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. Le revenu d'intérêts net du secteur Gestion de patrimoine a été entraîné à la hausse principalement par l'amélioration de la marge d'intérêt nette et par l'augmentation des prêts sur marge et des dépôts de clients. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros a diminué essentiellement du fait de la baisse du revenu d'intérêts net lié aux activités de transaction et aux activités autres que de transaction.

#### **Revenus autres que d'intérêts**

##### Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Les revenus autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 2 044 millions de dollars, soit une hausse de 221 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre se sont établis à 2 033 millions de dollars, soit une hausse de 172 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse résulte de la progression enregistrée dans la plupart des secteurs, contrebalancée par une baisse dans le secteur Services bancaires de gros. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis se sont accrus surtout du fait des acquisitions et de la croissance interne, dont l'incidence a été en partie annulée par la baisse des frais de découvert et par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté surtout en raison du raffermissement des revenus d'assurance. Les revenus autres que d'intérêts du secteur Gestion de patrimoine se sont accrus par suite de la hausse des revenus tirés des commissions attribuable à l'accroissement des actifs de clients. Les revenus autres que d'intérêts du secteur Services bancaires de gros ont diminué principalement du fait de la baisse des revenus tirés des transactions, en partie compensée par la hausse des honoraires de services de placement et les gains sur valeurs mobilières.

##### Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Les revenus autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 1 million de dollars par rapport au trimestre précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés ont baissé de 1 million de dollars en regard du trimestre précédent. Cette baisse tient à une diminution enregistrée dans les secteurs Services bancaires de gros et Gestion de patrimoine, en partie compensée par la progression dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

##### Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Pour la période depuis le début de l'exercice, les revenus autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 6 382 millions de dollars, en hausse de 394 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés depuis le début de l'exercice se sont établis à 6 269 millions de dollars, soit une hausse de 298 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse résulte principalement de la progression enregistrée dans la plupart des secteurs, contrebalancée par une baisse dans le secteur Services bancaires de gros. Les revenus autres que d'intérêts du secteur Gestion de patrimoine ont monté par suite de l'augmentation des revenus tirés des commissions attribuable à l'accroissement des actifs de clients et la croissance des volumes de transactions. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada se sont accrus surtout sous l'effet de l'augmentation des revenus d'assurance. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont augmenté essentiellement en raison de la croissance et des acquisitions, en partie contrebalancées par la baisse des frais de découvert et l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires de gros ont diminué du fait surtout de la baisse des revenus liés aux transactions.

#### **Provision pour pertes sur créances**

##### Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Au cours du trimestre, la Banque a comptabilisé une provision pour pertes sur créances totalisant 374 millions de dollars, soit une hausse de 35 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des provisions constituées pour le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, attribuable surtout aux prêts acquis, et par le fait que les recouvrements de l'exercice précédent dans le secteur Services bancaires de gros ne se sont pas répétés cette année. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une baisse de 32 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 31 millions de dollars, ou 9 %, comparativement au trimestre précédent. L'augmentation s'explique par la hausse des provisions dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et par le fait que les recouvrements comptabilisés au trimestre précédent dans le secteur Siège social ne se sont pas répétés au trimestre considéré.

Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Pour la période depuis le début de l'exercice, la provision pour pertes sur créances s'est inscrite à 1 131 millions de dollars, en baisse de 90 millions de dollars, ou 7 %. Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution des provisions constituées dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

**TABLEAU 8 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Provisions pour pertes sur créances – spécifiques<sup>1</sup></b>					
Provisions pour pertes sur créances (déduction faite des reprises)	<b>408 \$</b>	368 \$	380 \$	<b>1 210 \$</b>	1 389 \$
Recouvrements	<b>(38)</b>	(55)	(35)	<b>(127)</b>	(105)
Total des provisions spécifiques	<b>370</b>	313	345	<b>1 083</b>	1 284
<b>Provision pour pertes sur créances – générale<sup>1</sup></b>					
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros	–	–	–	–	(60)
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	<b>3</b>	29	(7)	<b>45</b>	(10)
Divers	<b>1</b>	1	1	<b>3</b>	7
	<b>4</b>	30	(6)	<b>48</b>	(63)
<b>Total</b>	<b>374 \$</b>	343 \$	339 \$	<b>1 131 \$</b>	1 221 \$

<sup>1</sup> Le trimestre considéré comprend des nouvelles provisions spécifiques nettes pour pertes sur créances de néant (néant au deuxième trimestre de 2011; 27 millions de dollars au troisième trimestre de 2010) et une nouvelle provision générale pour pertes sur créances de 3 millions de dollars (3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011; (28) millions de dollars au troisième trimestre de 2010) liées aux titres de créance classés comme prêts.

**Frais autres que d'intérêts et ratio d'efficience**Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 3 207 millions de dollars, soit une hausse de 241 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont été de 3 014 millions de dollars, en hausse de 203 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse des frais autres que d'intérêts rajustés s'explique par l'augmentation enregistrée dans la plupart des secteurs. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, la hausse des frais est attribuable aux acquisitions et aux investissements faits dans l'entreprise principale, y compris les nouvelles succursales, le tout en partie contrebalancé par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Les frais du secteur Gestion de patrimoine ont monté en raison de la hausse de la rémunération de l'effectif et de l'accroissement des investissements dans les infrastructures afin de soutenir la croissance de l'entreprise. La montée des frais du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est imputable à la hausse de la rémunération de l'effectif.

Le ratio d'efficience de la Banque comme présenté s'est amélioré pour s'établir à 60,0 % alors qu'il avait été de 62,5 % au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience de la Banque rajusté s'est établi à 56,5 % alors qu'il avait été de 58,8 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Les frais autres que d'intérêts comme présentés se sont accrues de 6 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont baissé de 22 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution des frais autres que d'intérêts rajustés résulte d'une baisse des frais dans les secteurs Services bancaires de gros et Gestion de patrimoine, qui a été contrebalancée en partie par une hausse des frais dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les frais du secteur Services bancaires de gros ont baissé en raison de la diminution de la rémunération variable. Les frais du secteur Gestion de patrimoine ont diminué surtout du fait de la baisse des coûts variables attribuable principalement au recul des volumes de transactions. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont monté sous l'effet de l'acquisition de Services financiers Chrysler et du nombre plus élevé de jours civils compris dans le trimestre considéré. La montée des frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est attribuable à l'augmentation des coûts liés à l'effectif en raison du nombre plus élevé de jours civils compris dans le trimestre considéré.

Le ratio d'efficience comme présenté s'est amélioré pour s'établir à 60,0 %, contre 62,5 % au trimestre précédent. Le ratio d'efficience rajusté a atteint 56,5 %, par rapport à 59,4 %.

Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 9 601 millions de dollars, en hausse de 701 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont été de 9 078 millions de dollars, soit une hausse de 702 millions de dollars, ou 8 %. L'augmentation des frais autres que d'intérêts rajustés s'explique par la progression enregistrée dans tous les secteurs. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, la hausse des frais s'explique par les acquisitions, les dépenses des nouvelles succursales et les investissements faits dans l'entreprise principale; le tout étant en partie contrebalancé par l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Les frais du secteur Gestion de patrimoine ont été plus élevés du fait de l'augmentation de la rémunération de l'effectif reflétant la croissance des revenus, et du fait de l'augmentation des investissements dans les infrastructures afin de soutenir la croissance de

l'entreprise et des coûts non récurrents liés à des projets. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont monté sous l'effet de l'augmentation de la rémunération de l'effectif, dont l'effet a été annulé en partie par la baisse des frais de marketing.

Le ratio d'efficacité comme présenté s'est amélioré, atteignant 60,3 %, par rapport à 61,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté a atteint 57,4 %, par rapport à 57,6 %.

### Impôts sur les bénéficiaires

Comme il est expliqué à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du présent document, la Banque rajuste ses résultats comme présentés pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la charge d'impôts sur les bénéficiaires est inscrite comme présentée et rajustée.

Le taux d'imposition réel comme présenté de la Banque a été de 19,7 % pour le troisième trimestre, contre 21,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 18,2 % pour le trimestre précédent. La baisse sur douze mois est due surtout à une diminution du taux d'imposition des sociétés canadien prévu par la loi.

### TABLEAU 9 : IMPÔTS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	<i>Trois mois terminés les</i>						<i>Neuf mois terminés les</i>			
	31 juillet 2011		30 avril 2011		31 juillet 2010		31 juillet 2011		31 juillet 2010	
Impôts au taux d'impôt sur les bénéficiaires canadien prévu par la loi	497	\$ 28,1 %	443	\$ 28,1 %	439	\$ 30,5 %	1 461	\$ 28,1 %	1 349	\$ 30,5 %
<b>Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :</b>										
Dividendes reçus	(44)	(2,5)	(38)	(2,4)	(64)	(4,4)	(149)	(2,9)	(202)	(4,6)
Écarts de taux liés aux activités internationales	(98)	(5,5)	(100)	(6,3)	(87)	(6,1)	(325)	(6,3)	(273)	(6,2)
Divers	(7)	(0,4)	(18)	(1,2)	22	1,5	(9)	(0,1)	14	0,4
<b>Charge d'impôts sur les bénéficiaires et taux d'impôt sur les bénéficiaires effectif – comme présenté</b>	<b>348</b>	<b>\$ 19,7 %</b>	<b>287</b>	<b>\$ 18,2 %</b>	<b>310</b>	<b>\$ 21,5 %</b>	<b>978</b>	<b>\$ 18,8 %</b>	<b>888</b>	<b>\$ 20,1 %</b>

Le taux d'imposition réel rajusté de la Banque a été de 21,3 % pour le trimestre, contre 24,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 19,6 % pour le trimestre précédent. La baisse sur douze mois est due surtout à une diminution du taux d'imposition des sociétés canadien prévu par la loi.

### TABLEAU 10 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – RAPPROCHEMENT DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICIAIRES COMME PRÉSENTÉE ET DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICIAIRES RAJUSTÉE<sup>1</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>						
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010					
<b>Charge d'impôts sur les bénéficiaires – comme présentée</b>	<b>348</b>	<b>\$</b>	<b>287</b>	<b>\$</b>	<b>310</b>	<b>\$</b>	<b>978</b>	<b>\$</b>	<b>888</b>	<b>\$</b>
<b>Rajustements pour les éléments à noter : Économie (charge) d'impôts sur les bénéficiaires<sup>2</sup></b>										
Amortissement des actifs incorporels	46		46		46		141		148	
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	2		(3)		39		(19)		20	
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	18		10		3		36		28	
Juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(2)		(1)		(6)		–		1	
Impôts sur les bénéficiaires dus à la modification des taux d'impôt sur les bénéficiaires prévus par la loi	–		–		–		–		11	
Réclamations d'assurance	–		–		–		–		(8)	
Provision générale dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros	–		–		–		–		(16)	
Frais d'intégration liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler	3		1		–		4		–	
<b>Total des rajustements pour les éléments à noter</b>	<b>67</b>		<b>53</b>		<b>82</b>		<b>162</b>		<b>184</b>	
<b>Charge d'impôts sur les bénéficiaires – rajustée</b>	<b>415</b>	<b>\$</b>	<b>340</b>	<b>\$</b>	<b>392</b>	<b>\$</b>	<b>1 140</b>	<b>\$</b>	<b>1 072</b>	<b>\$</b>
<b>Taux d'impôt sur les bénéficiaires effectif – rajusté<sup>3</sup></b>	<b>21,3</b>	<b>%</b>	<b>19,6</b>	<b>%</b>	<b>24,0</b>	<b>%</b>	<b>20,3</b>	<b>%</b>	<b>22,0</b>	<b>%</b>

<sup>1</sup> Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la rubrique «Notre rendement» du présent document.

<sup>2</sup> L'effet fiscal pour chaque élément à noter est calculé au moyen du taux d'impôt effectif prévu par la loi de la personne morale en question.

<sup>3</sup> Le taux d'impôt sur les bénéficiaires effectif rajusté correspond à la charge d'impôts sur les bénéficiaires rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net rajusté avant impôts.

## RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour de quatre principaux secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust, TD Assurance et Financement auto TD au Canada; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et une participation dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, America's Most Convenient Bank, et Financement auto TD aux États-Unis; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, les résultats d'exploitation et les prêts connexes pour les activités américaines de cartes de crédit ont été transférés des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada aux Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis aux fins de la présentation sectorielle. En outre, la Banque a apporté une modification à ses méthodes de répartition qui fait en sorte que certains éléments auparavant présentés dans le secteur Siège social sont maintenant attribués à d'autres secteurs. Ces changements n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Ces changements sont désignés comme «transferts entre les secteurs» partout dans le présent document. Se reporter à la rubrique «Transferts entre les secteurs» du présent document pour plus de détails.

Avec prise d'effet le 4 juillet 2011, la responsabilité des affaires de TD Assurance, qui incombait auparavant au chef de groupe, Services bancaires canadiens et Financement auto TD, a été confiée au chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise, TD. La Banque procède actuellement à la mise au point du format futur de présentation de l'information financière et mettra à jour ces résultats pour les fins de la présentation sectorielle à partir du premier trimestre de l'exercice 2012. Ces changements seront appliqués de manière rétroactive aux résultats comparatifs de 2011.

Les résultats de chaque secteur reflètent les revenus, les frais et les actifs du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés, le cas échéant, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. L'amortissement des frais liés aux actifs incorporels est compris dans le secteur Siège social. Par conséquent, le bénéfice net des secteurs d'exploitation est présenté avant l'amortissement des actifs incorporels, ainsi que tout autre élément à noter non attribué aux secteurs d'exploitation. Pour de l'information détaillée, consulter la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la rubrique «Description des activités» du rapport de gestion 2010 et la note 33 afférente aux états financiers consolidés de 2010. Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement du capital investi de la Banque, lesquelles sont des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique «Notre rendement» du présent document.

Le revenu d'intérêts net au sein des Services bancaires de gros est présenté en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéfices non imposables ou exonérés d'impôt, tels que les dividendes, est rajustée à la valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle fournit en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. La hausse en équivalence fiscale du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts sur les bénéfices présentée dans le secteur Services bancaires de gros est reprise dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 67 millions de dollars, en regard de 92 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et de 63 millions de dollars pour le trimestre précédent.

La Banque titrise des prêts de détail et des débiteurs et comptabilise un gain ou une perte à la vente, y compris la constatation d'un actif lié aux droits conservés. Les pertes sur créances subies à l'égard des droits conservés après titrisation sont comptabilisées à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Aux fins de la présentation sectorielle, la provision pour pertes sur créances liée aux volumes titrisés est incluse dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, mais est renversée dans le secteur Siège social et reclassée à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts afin de respecter les PCGR.

**TABLEAU 11 : SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
Revenu d'intérêts net	<b>1 865 \$</b>	1 765 \$	1 819 \$	<b>5 452 \$</b>	5 280 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>903</b>	811	827	<b>2 556</b>	2 423
Total des revenus	<b>2 768</b>	2 576	2 646	<b>8 008</b>	7 703
Provision pour pertes sur créances	<b>204</b>	191	236	<b>608</b>	807
Frais autres que d'intérêts	<b>1 258</b>	1 229	1 222	<b>3 699</b>	3 603
<b>Bénéfice net</b>	<b>954 \$</b>	847 \$	841 \$	<b>2 706 \$</b>	2 322 \$
<b>Principaux volumes et ratios</b>					
Rendement du capital investi	<b>40,7 %</b>	37,5 %	35,5 %	<b>39,1 %</b>	33,5 %
Marge sur les actifs productifs moyens (y compris les actifs titrisés)	<b>2,77 %</b>	2,78 %	2,92 %	<b>2,79 %</b>	2,92 %
Ratio d'efficience	<b>45,4 %</b>	47,7 %	46,2 %	<b>46,2 %</b>	46,8 %
Nombre de succursales de détail au Canada	<b>1 134</b>	1 131	1 116	<b>1 134</b>	1 116
Nombre moyen d'équivalents temps plein	<b>34 881</b>	34 281	34 573	<b>34 494</b>	33 860

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a été de 954 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 113 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 40,7 %, contre 35,5 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada proviennent des services bancaires aux particuliers, des services bancaires aux entreprises et des activités d'assurance. Les revenus pour le trimestre ont atteint 2 768 millions de dollars, soit une progression de 122 millions de dollars, ou 5 % (7 % compte non tenu des transferts entre les secteurs), comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison d'une forte croissance des volumes, principalement pour les dépôts des entreprises, les prêts aux entreprises, les prêts immobiliers garantis et les prêts indirects, et de revenus d'assurance plus solides. Cette progression a été en partie neutralisée par une baisse de la marge sur les actifs productifs moyens. Par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, s'est accru de 14,5 milliards de dollars, ou 8 %, celui des prêts indirects, de 2,7 milliards de dollars, ou 25 %, grâce à l'apport de 0,7 milliard de dollars résultant de l'acquisition de Services financiers Chrysler, et celui des prêts aux entreprises et des acceptations, de 4,1 milliards de dollars, ou 13 %. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 3,5 milliards de dollars, ou 3 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 6,2 milliards de dollars, ou 11 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont grimpé de 39 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les revenus d'assurance ont profité du meilleur niveau des réclamations. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé de 15 pdb pour s'établir à 2,77 %, dont 5 pdb sont attribuables aux transferts entre les secteurs et le reste, essentiellement à une montée de la concurrence sur les prix et à la composition du portefeuille.

La provision pour pertes sur créances a été de 204 millions de dollars pour le trimestre considéré, soit un repli de 32 millions de dollars, ou 14 % (7 % compte non tenu des transferts entre les secteurs), par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux particuliers s'est établie à 196 millions de dollars, soit une baisse de 26 millions de dollars, ou 12 %, qui s'explique principalement par une amélioration du contexte d'affaires et des transferts entre les secteurs. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux entreprises a atteint 9 millions de dollars, en baisse de 5 millions de dollars en raison de la hausse des recouvrements auprès des clients. La provision annualisée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,30 %, en baisse de 7 pdb en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets ont atteint 567 millions de dollars, en baisse de 32 millions de dollars, ou 6 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets exprimés en pourcentage ont représenté 0,21 % du total des prêts, ce qui se compare au niveau du 31 juillet 2010.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 1 258 millions de dollars, en hausse de 36 millions de dollars, ou 3 % (4 % compte non tenu des transferts entre les secteurs), par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de la rémunération de l'effectif. Le nombre moyen d'équivalents temps plein (ETP) a augmenté de 308 par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui traduit les investissements soutenus dans nos activités et l'incidence sur un trimestre complet de l'acquisition de Services financiers Chrysler. Le ratio d'efficacité pour le trimestre s'est amélioré pour atteindre 45,4 %, comparativement à 46,2 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre a enregistré une hausse de 107 millions de dollars, ou 13 %, comparativement au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 40,7 %, contre 37,5 % pour le trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont grimpé de 192 millions de dollars, comparativement au trimestre précédent, en raison surtout du nombre plus élevé de jours civils compris dans le trimestre considéré, de la croissance des volumes et de revenus d'assurance plus solides. La marge sur actifs productifs moyens s'est repliée de 1 pdb pour s'établir à 2,77 %. Par rapport au trimestre précédent, le volume des prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, s'est accru de 4,2 milliards de dollars, ou 2 %, les prêts indirects ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 10 %, grâce surtout à l'acquisition de Services financiers Chrysler, les prêts aux entreprises et les acceptations ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 3 %, alors que le volume des dépôts des particuliers a augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 1 %, et que celui des dépôts d'entreprises a augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 3 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont augmenté de 115 millions de dollars, ou 14 %.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 13 millions de dollars, ou 7 %, la provision pour pertes sur créances annualisée, en pourcentage du volume de prêts, étant demeurée relativement stable à 0,30 %. La provision pour pertes sur créances des services aux particuliers a augmenté de 8 millions de dollars, et la provision pour pertes sur créances au titre des services bancaires commerciaux a monté de 5 millions de dollars en raison d'une baisse des recouvrements auprès des clients au troisième trimestre. Les prêts douteux nets ont reculé de 7 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les prêts douteux nets, exprimés en pourcentage, ont représenté 0,21 % du total des prêts comparativement à 0,22 % au 30 avril 2011.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont monté de 29 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de charges salariales plus élevées du fait du nombre plus élevé de jours civils. Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 600, sous l'effet notamment du nombre plus élevé de jours civils, des besoins accrus de personnel saisonnier et de l'acquisition de Services financiers Chrysler. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 45,4 %, contre 47,7 % au trimestre précédent.



#### Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 s'est élevé à 2 706 millions de dollars, en hausse de 384 millions de dollars, ou 17 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent (19 %, compte non tenu des transferts entre les secteurs). Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi a atteint 39,1 %, contre 33,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 8 008 millions de dollars, en hausse de 305 millions de dollars, ou 4 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent (6 %, compte non tenu des transferts entre les secteurs). Cette hausse est principalement attribuable à la forte croissance générale des volumes. Le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les actifs titrisés, s'est accru de 14,9 milliards de dollars, ou 8 %, celui des prêts indirects, de 2,5 milliards de dollars, ou 25 %, alors que le volume des prêts aux entreprises et des acceptations a augmenté de 3,3 milliards de dollars, ou 11 %. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 5,4 milliards de dollars, ou 4 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 6,2 milliards de dollars, ou 11 %. Les revenus d'assurance ont été portés par le meilleur niveau des réclamations. Les primes brutes d'assurance souscrites ont augmenté de 123 millions de dollars, ou 5 %. Pour la période depuis le début de l'exercice, la marge sur les actifs productifs moyens a reculé de 13 pdb pour s'établir à 2,79 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, dont 6 pdb sont attribuables aux transferts entre les secteurs et le reste, essentiellement à une montée de la concurrence pour la fixation des prix et à la composition du portefeuille.

Pour la période depuis le début de l'exercice, la provision pour pertes sur créances a totalisé 608 millions de dollars, en baisse de 199 millions de dollars, ou 25 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent (19 %, compte non tenu des transferts entre les secteurs), ce qui reflète l'amélioration du contexte d'affaires. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux particuliers a atteint 590 millions de dollars, soit une diminution de 139 millions de dollars, et la provision pour pertes sur créances des services bancaires aux entreprises s'est élevée à 18 millions de dollars, soit un recul de 60 millions de dollars. Les prêts douteux nets ont baissé de 32 millions de dollars, ou 6 %.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont atteint 3 699 millions de dollars, soit une hausse de 96 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de l'augmentation de la rémunération de l'effectif, en partie contrebalancée par une baisse des frais de marketing et des pertes autres que sur créances.

Pour la période depuis le début de l'exercice, le nombre moyen de postes ETP a monté de 634, ou 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant un investissement soutenu dans nos secteurs. Le ratio d'efficience pour la période depuis le début de l'exercice s'est amélioré pour s'établir à 46,2 %, contre 46,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

#### Perspectives

Bien que nous continuions de profiter de notre position de chef de file pour les heures d'ouverture des succursales et les investissements soutenus dans notre réseau, nous prévoyons une croissance modérée des bénéfices au cours des prochains trimestres du fait d'un ralentissement de la croissance des volumes et de la pression constante sur les marges. La provision pour pertes sur créances devrait demeurer relativement stable dans l'avenir prévisible. Nous prévoyons que les frais au quatrième trimestre augmenteront de manière relativement importante par rapport au troisième trimestre en raison de facteurs saisonniers et du moment où des investissements seront faits dans des initiatives stratégiques visant à soutenir la croissance future. Malgré cette augmentation anticipée, nous prévoyons que par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, le levier d'exploitation demeurera positif au quatrième trimestre et pour l'exercice complet.

**TABLEAU 12 : GESTION DE PATRIMOINE**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Division mondiale de gestion de patrimoine</b>					
Revenu d'intérêts net	<b>108 \$</b>	105 \$	93 \$	<b>317 \$</b>	239 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>581</b>	601	523	<b>1 765</b>	1 579
Total des revenus	<b>689</b>	706	616	<b>2 082</b>	1 818
Frais autres que d'intérêts	<b>485</b>	496	447	<b>1 482</b>	1 345
<b>Bénéfice net</b>					
Activités mondiales de gestion de patrimoine	<b>147</b>	150	117	<b>430</b>	329
TD Ameritrade	<b>48</b>	57	62	<b>153</b>	161
<b>Total – Gestion de patrimoine</b>	<b>195 \$</b>	207 \$	179 \$	<b>583 \$</b>	490 \$
<b>Principaux volumes et ratios – Division mondiale de gestion de patrimoine</b>					
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)	<b>242 \$</b>	248 \$	211 \$	<b>242 \$</b>	211 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	<b>191</b>	190	174	<b>191</b>	174
Rendement du capital investi (Total – Gestion de patrimoine)	<b>18,8 %</b>	20,1 %	16,2 %	<b>18,4 %</b>	14,8 %
Ratio d'efficacité	<b>70,4 %</b>	70,3 %	72,6 %	<b>71,2 %</b>	74,0 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	<b>7 243</b>	7 340	7 027	<b>7 272</b>	7 057

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net pour le secteur Gestion de patrimoine a été de 195 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 16 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités mondiales de gestion de patrimoine, compte non tenu de TD Ameritrade, a été de 147 millions de dollars, soit une hausse de 30 millions de dollars ou 26 %. La participation déclarée de la Banque dans TD Ameritrade a rapporté un bénéfice net de 48 millions de dollars pour le trimestre, soit 14 millions de dollars, ou 23 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse s'explique par un recul des bénéfices de TD Ameritrade, un dollar canadien plus fort et une participation directe moins élevée dans TD Ameritrade. Pour son troisième trimestre terminé le 30 juin 2011, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net de 157 millions de dollars US, soit une baisse de 22 millions de dollars US, ou 12 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable à un recul des revenus de négociation et à une hausse des frais liée principalement à la rémunération et aux services professionnels, compensés en partie par une progression des revenus tirés des écarts de taux. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 18,8 %, comparativement à 16,2 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus de Gestion de patrimoine proviennent des activités de courtage en ligne, des activités de conseil et des services de gestion d'actifs. Les revenus des activités mondiales de gestion de patrimoine ont atteint 689 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 73 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs administrés et des actifs gérés, qui a entraîné une forte croissance des revenus tirés des commissions dans les activités de conseil et les activités de gestion d'actifs. Le revenu d'intérêts net s'est aussi accru sous l'effet de la hausse des prêts sur marge consentis aux clients et des soldes des dépôts, ainsi que de l'accroissement de la marge d'intérêt nette.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont été de 485 millions de dollars, en hausse de 38 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation de la rémunération variable et des commissions de suivi entraînée par la croissance des revenus attribuable à l'augmentation des niveaux d'actifs dans les activités de gestion d'actifs et de conseil, à l'accroissement de la charge de rémunération associé à l'ajout de postes ETP et à l'augmentation des investissements dans les infrastructures afin de soutenir la croissance du secteur.

Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 216, ou 3 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des ETP de soutien pour assurer la croissance du secteur et des infrastructures et de l'augmentation des ETP en contact direct avec la clientèle. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 70,4 %, contre 72,6 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les actifs administrés, qui totalisaient 242 milliards de dollars au 31 juillet 2011, ont progressé de 31 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport au 31 juillet 2010. Les actifs gérés, qui totalisaient 191 milliards de dollars au 31 juillet 2011, ont progressé de 17 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport au 31 juillet 2010. Ces progressions reflètent l'appréciation des marchés et les nouveaux actifs nets de clients.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine, qui s'est établi à 195 millions de dollars pour le trimestre, a baissé de 12 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net des activités mondiales de gestion de patrimoine a reculé de 3 millions de dollars, ou 2 %. La participation déclarée de la Banque dans TD Ameritrade a reflété une diminution du bénéfice net de 9 millions de dollars, ou 16 %, en regard du trimestre précédent, attribuable au recul des bénéfices de TD Ameritrade et à une participation directe moins élevée de TD Ameritrade. Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2011, TD Ameritrade a affiché un recul de son bénéfice net de 14 millions de dollars US, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, qui s'explique par une baisse des activités de négociation et des commissions par transaction au cours du trimestre considéré, contrebalancée en partie par une hausse des revenus tirés des écarts de taux attribuable à la croissance des actifs des clients. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 18,8 %, comparativement à 20,1 % au trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont diminué de 17 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout d'une baisse des volumes de négociation dans les activités de courtage en ligne au Canada, d'un recul des revenus de négociation, ainsi que d'une diminution des nouvelles émissions dans les activités de conseil.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 11 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution tient surtout à la baisse des coûts variables attribuable principalement au repli du volume de transactions.

Le nombre moyen de postes ETP a diminué de 97, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, reflet surtout d'une baisse du volume d'affaires. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré a été de 70,4 %, contre 70,3 % au trimestre précédent.

Les actifs administrés, qui s'élevaient à 242 milliards de dollars au 31 juillet 2001, ont diminué de 6 milliards de dollars par rapport au 30 avril 2011. Les actifs gérés, qui s'élevaient à 191 milliards de dollars au 31 juillet 2001, sont demeurés relativement stables par rapport au 30 avril 2011.

#### Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 s'est élevé à 583 millions de dollars, soit une augmentation de 93 millions de dollars, ou 19 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités mondiales de gestion de patrimoine s'est établi à 430 millions de dollars, en hausse de 101 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation des honoraires attribuable à la croissance des actifs des clients, à la hausse du revenu d'intérêts net liée à l'amélioration de la marge d'intérêt nette et à l'augmentation des dépôts de clients et des prêts sur marge consentis aux clients, de même qu'à la montée des volumes de négociation. La participation déclarée de la Banque dans TD Ameritrade a généré un bénéfice net de 153 millions de dollars, en baisse de 8 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique par un léger recul des bénéfices de TD Ameritrade, un dollar canadien plus fort et une participation directe moins élevée dans TD Ameritrade. Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2011, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net de 474 millions de dollars US, soit 4 millions de dollars US de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine a atteint 18,4 %, contre 14,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 2 082 millions de dollars, soit une hausse de 264 millions de dollars, ou 15 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse tient essentiellement à l'augmentation des revenus tirés des commissions étant donné l'accroissement des actifs moyens de clients dans les activités de gestion d'actifs et de conseil, à la progression du revenu d'intérêts net amenée par la hausse des marges d'intérêt dans les activités au Canada, à l'augmentation des dépôts de clients et des prêts sur marge consentis aux clients et à la croissance des volumes de négociation. Cette hausse a été contrebalancée en partie par la baisse des commissions par opération dans nos activités de courtage en ligne au Canada.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 482 millions de dollars, en hausse de 137 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse résulte de l'augmentation des coûts variables attribuable à la croissance des revenus provenant des niveaux d'actifs plus élevés dans les activités de conseil et de gestion d'actifs, à l'augmentation des investissements dans les infrastructures pour soutenir la croissance de l'entreprise, à l'accroissement de la charge de rémunération associé à l'ajout de postes ETP et à des coûts non récurrents liés à des projets.

Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 215, ou 3 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, surtout du fait de la croissance des ETP pour soutenir la croissance des infrastructures et de l'entreprise, et de l'augmentation des ETP en contact direct avec la clientèle. Le ratio d'efficacité pour la période depuis le début de l'exercice s'est amélioré pour s'établir à 71,2 %, contre 74,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

#### Perspectives

Les problèmes liés à la dette souveraine et la lente reprise économique aux États-Unis ont une incidence sur les marchés des capitaux partout dans le monde, ébranlant la confiance des investisseurs. Malgré le climat actuel de grande incertitude, nous gardons bon espoir que les bénéfices pour l'exercice complet de 2011 seront solides.

#### **TD AMERITRADE HOLDING CORPORATION**

Au 31 juillet 2011, la participation déclarée de la Banque dans TD Ameritrade s'établissait à 43,76 % (43,31 % au 30 avril 2011; 45,95 % au 31 juillet 2010) des actions émises et en circulation de TD Ameritrade.

Le 6 août 2010, la convention des actionnaires a été modifiée de façon à ce que : i) la Banque ait jusqu'au 24 janvier 2014 pour ramener à 45 % sa participation dans TD Ameritrade; ii) la Banque soit tenue d'entreprendre la réduction de sa participation dans TD Ameritrade et de la poursuivre tant que la Banque pourra se prévaloir d'un cours par action de TD Ameritrade égal ou supérieur à la valeur comptable moyenne par action de TD Ameritrade alors applicable pour la Banque; et iii) dans le cadre d'un rachat d'actions par TD Ameritrade, la participation de la Banque dans TD Ameritrade ne dépasse pas 48 %.

Au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2011, la Banque n'a vendu aucune action de TD Ameritrade. Conformément à son intention déjà annoncée, la Banque a vendu 17,3 millions d'actions de TD Ameritrade au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2011 et a comptabilisé un gain de 8,1 millions de dollars sur cette vente.

Les états financiers condensés de TD Ameritrade, fondés sur ses états financiers consolidés déposés auprès de la SEC, sont présentés comme suit :

**TABLEAU 13 : BILAN CONSOLIDÉ CONDENSÉ**

(en millions de dollars américains)

	<i>Aux</i>	
	<b>30 juin 2011</b>	30 sept. 2010
<b>Actif</b>		
Montants à recevoir des courtiers et des organismes de compensation	<b>1 033 \$</b>	1 208 \$
Montants à recevoir des clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	<b>8 715</b>	7 394
Autres actifs	<b>5 943</b>	6 125
<b>Total de l'actif</b>	<b>15 691 \$</b>	14 727 \$
<b>Passif</b>		
Montants à payer aux courtiers et aux organismes de compensation	<b>2 083 \$</b>	1 934 \$
Montants à payer aux clients	<b>7 269</b>	6 810
Autres passifs	<b>2 164</b>	2 211
<b>Total du passif</b>	<b>11 516</b>	10 955
<b>Avoir des actionnaires</b>	<b>4 175</b>	3 772
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>15 691 \$</b>	14 727 \$

**TABLEAU 14 : ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ CONDENSÉ**

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>30 juin 2011</b>	30 juin 2010	<b>30 juin 2011</b>	30 juin 2010
<b>Revenus</b>				
Revenu d'intérêts net	<b>131 \$</b>	111 \$	<b>368 \$</b>	311 \$
Revenus tirés des commissions et autres revenus	<b>554</b>	581	<b>1 691</b>	1 641
Total des revenus	<b>685</b>	692	<b>2 059</b>	1 952
<b>Frais d'exploitation</b>				
Salaires et avantages sociaux	<b>169</b>	156	<b>501</b>	468
Divers	<b>254</b>	236	<b>778</b>	716
Total des frais d'exploitation	<b>423</b>	392	<b>1 279</b>	1 184
<b>Autres frais</b>	<b>8</b>	11	<b>27</b>	42
<b>Bénéfices avant impôts</b>	<b>254</b>	289	<b>753</b>	726
Charge d'impôts sur les bénéfices	<b>97</b>	110	<b>279</b>	248
<b>Bénéfice net<sup>1</sup></b>	<b>157 \$</b>	179 \$	<b>474 \$</b>	478 \$
Bénéfice par action – de base	<b>0,28 \$</b>	0,31 \$	<b>0,83 \$</b>	0,81 \$
Bénéfice par action – dilué	<b>0,27 \$</b>	0,30 \$	<b>0,82 \$</b>	0,80 \$

<sup>1</sup> La quote-part de la Banque du bénéfice net de TD Ameritrade est assujettie à des rajustements liés à l'amortissement des actifs incorporels.

**TABLEAU 15 : SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AUX ÉTATS-UNIS**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>					
	Dollars canadiens			Dollars américains		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Revenu d'intérêts net	1 062 \$	1 048 \$	909 \$	1 099 \$	1 077 \$	874 \$
Revenus autres que d'intérêts	410	322	314	424	335	302
Total des revenus	1 472	1 370	1 223	1 523	1 412	1 176
Provision pour pertes sur créances – prêts	165	168	132	171	173	127
Provision pour pertes sur créances – titres de créance classés comme prêts	3	3	(1)	3	3	(1)
Provision pour pertes sur créances – total	168	171	131	174	176	126
Frais autres que d'intérêts – comme présentés	887	820	724	918	843	696
Frais autres que d'intérêts – rajustés	841	794	716	870	816	688
<b>Bénéfice net – comme présenté</b>	<b>317</b>	<b>303</b>	<b>282</b>	<b>328</b>	<b>315</b>	<b>271</b>
<b>Rajustements pour les éléments à noter<sup>1</sup> :</b>						
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	28	16	5	29	16	5
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>345 \$</b>	<b>319 \$</b>	<b>287 \$</b>	<b>357 \$</b>	<b>331 \$</b>	<b>276 \$</b>
<b>Principaux volumes et ratios</b>						
Rendement du capital investi	8,0 %	7,4 %	6,4 %	8,0 %	7,4 %	6,4 %
Marge sur actifs productifs moyens (équivalence fiscale) <sup>2</sup>	3,58 %	3,68 %	3,47 %	3,58 %	3,68 %	3,47 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	60,3 %	59,9 %	59,2 %	60,3 %	59,9 %	59,2 %
Ratio d'efficacité – rajusté	57,1 %	58,0 %	58,5 %	57,1 %	58,0 %	58,5 %
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 283	1 285	1 100	1 283	1 285	1 100
Nombre moyen d'équivalents temps plein	25 033	23 447	20 181	25 033	23 447	20 181

	<i>Neuf mois terminés les</i>			
	Dollars canadiens		Dollars américains	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu d'intérêts net	3 187 \$	2 617 \$	3 249 \$	2 518 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 046	923	1 073	890
Total des revenus	4 233	3 540	4 322	3 408
Provision pour pertes sur créances – prêts	469	483	480	463
Provision pour pertes sur créances – titres de créance classés comme prêts	72	17	72	16
Provision pour pertes sur créances – total	541	500	552	479
Frais autres que d'intérêts – comme présentés	2 516	2 147	2 566	2 064
Frais autres que d'intérêts – rajustés	2 423	2 067	2 470	1 988
<b>Bénéfice net – comme présenté</b>	<b>940</b>	<b>708</b>	<b>962</b>	<b>684</b>
<b>Rajustements pour les éléments à noter<sup>1</sup> :</b>				
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions de Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	57	51	58	49
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>997 \$</b>	<b>759 \$</b>	<b>1 020 \$</b>	<b>733 \$</b>
<b>Principaux volumes et ratios</b>				
Rendement du capital investi	7,6 %	5,7 %	7,6 %	5,7 %
Marge sur actifs productifs moyens (équivalence fiscale) <sup>2</sup>	3,67 %	3,49 %	3,67 %	3,49 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	59,4 %	60,6 %	59,4 %	60,6 %
Ratio d'efficacité – rajusté	57,2 %	58,4 %	57,2 %	58,4 %
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 283	1 100	1 283	1 100
Nombre moyen d'équivalents temps plein	23 791	19 564	23 791	19 564

<sup>1</sup> Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» à la rubrique «Notre rendement» du présent document.

<sup>2</sup> Les dépôts moyens et la marge sur les actifs productifs moyens excluent l'incidence liée aux comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade.

**Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010**

Le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en dollars canadiens, pour le trimestre s'est établi à 317 millions de dollars, soit un bond de 35 millions de dollars, ou 12 %, et le bénéfice net rajusté a été de 345 millions de dollars, soit une progression de 58 millions de dollars, ou 20 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. En dollars américains, le bénéfice net comme présenté s'est établi à 328 millions de dollars US pour le trimestre, en hausse de 57 millions de dollars US, ou 21 %, et le bénéfice net rajusté a été de 357 millions de dollars US, soit une augmentation de 81 millions de dollars US, ou 29 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par la solide croissance interne des volumes, l'amélioration de la qualité des actifs et les acquisitions, partiellement neutralisées par la *Regulation E*.

En dollars américains, les revenus ont été de 1 523 millions de dollars US pour le trimestre, soit une hausse de 347 millions de dollars US, ou 30 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse reflète essentiellement la croissance vigoureuse des prêts et des dépôts, soit une croissance de 34 % des prêts moyens et une croissance de 17 % des dépôts moyens, y compris les acquisitions, partiellement contrebalancées par la baisse des frais de découvert en vertu de la *Regulation E*. Compte non tenu des acquisitions, la croissance interne a été robuste. Les prêts moyens ont augmenté de 12 % et les dépôts moyens, de 10 %. La marge sur les actifs productifs moyens a gagné 11 pdb pour s'établir à 3,58 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, étant donné que la baisse des marges sur les dépôts a été plus que compensée par l'incidence des acquisitions.

Le total des provisions pour pertes sur créances pour le trimestre considéré s'est établie à 174 millions de dollars US, soit une hausse de 48 millions de dollars US, ou 38 % qui est attribuable aux provisions relatives aux prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de Services financiers Chrysler et à l'incidence des transferts entre les secteurs. Le reste des provisions pour pertes sur créances sont restées au même niveau qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, puisque la baisse des provisions sur pertes sur créances dans l'entreprise sous-jacente a été compensée par des provisions additionnelles établies pour les prêts acquis de South Financial et dans le cadre des acquisitions facilitées par la FDIC. La performance de crédit des prêts acquis est stable et conforme aux attentes. Les provisions pour pertes sur créances annualisées liées aux prêts, exclusion faite des titres de créance classés comme prêts, en pourcentage du volume de crédit a été de 0,9 %, soit le même niveau qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets, exclusion faite des prêts acquis et des titres de créance classés comme prêts, exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 1,9 %, soit le même niveau qu'au 31 juillet 2010. Les prêts douteux nets acquis et les titres de créance classés comme prêts atteignaient respectivement 240 millions de dollars US et 1 471 millions de dollars US au 31 juillet 2011, soit des augmentations respectives de 200 millions de dollars US et 505 millions de dollars US par rapport au 31 juillet 2010.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 918 millions de dollars US, en hausse de 222 millions de dollars US, ou 32 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont été de 870 millions de dollars US, en hausse de 182 millions de dollars US, ou 26 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse reflète principalement les acquisitions, les investissements dans l'entreprise principale, y compris les frais liés aux nouvelles succursales, et les transferts entre les secteurs.

Le nombre moyen d'ETP s'est accru de 4 852, ou 24 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation tient aux acquisitions, aux transferts entre les secteurs et à l'ouverture de 37 nouvelles succursales depuis le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre s'est établi à 60,3 % alors qu'il avait été de 59,2 % au troisième trimestre de l'exercice précédent, surtout à cause des coûts d'intégration plus élevés. Le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre s'est établi à 57,1 %, comparativement à 58,5 %, marquant une amélioration par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent.

#### Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

En dollars canadiens, le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis pour le trimestre a enregistré une hausse de 14 millions de dollars, ou 5 %, et le bénéfice net rajusté a augmenté de 26 millions de dollars, ou 8 %, comparativement au trimestre précédent. En dollars américains, le bénéfice net comme présenté a augmenté de 13 millions de dollars US, ou 4 %, et le bénéfice net rajusté, de 26 millions de dollars US, ou 8 %. Les hausses sont principalement attribuables à l'acquisition de Services financiers Chrysler. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 8 %, soit une hausse de 55 pdb par rapport au trimestre précédent.

En dollars américains, les revenus pour le trimestre ont monté de 111 millions de dollars US, ou 8 %, comparativement au trimestre précédent. La marge sur les actifs productifs moyens s'est resserrée de 11 pdb par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 3,58 %, en raison surtout d'une compression des écarts sur les dépôts et de la comptabilisation d'une acquisition. Les prêts moyens ont augmenté de 5 milliards de dollars US, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de l'acquisition de Services financiers Chrysler, les prêts moyens se sont accrus de 1 milliard de dollars US, ou 2 %, la moyenne des prêts aux particuliers ayant grimpé de 3 % et la moyenne des prêts aux entreprises, de 2 %. Les dépôts moyens ont progressé de 3 milliards de dollars US, ou 2 %, en regard du trimestre précédent, y compris une hausse de 2 milliards de dollars US des dépôts moyens de TD Ameritrade. Le volume moyen des dépôts, compte non tenu de l'incidence des comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade, s'est accru de 1 milliard de dollars US, le volume des dépôts d'entreprises (à l'exception des dépôts des gouvernements) ayant enregistré une croissance de 4 % et le volume des dépôts de particuliers, une croissance de 2 %.

Le total des provisions pour pertes sur créances pour le trimestre a enregistré une baisse de 2 millions de dollars US par rapport au niveau des provisions du trimestre précédent. Le troisième trimestre de 2011 est le premier trimestre complet de comptabilisation de provisions relatives aux prêts acquis de Services financiers Chrysler, lesquelles ont été contrebalancées par une baisse des provisions pour pertes sur créances de l'entreprise sous-jacente (exclusion faite des prêts acquis de South Financial et dans le cadre des acquisitions facilitées par la FDIC). Les prêts douteux nets, exclusion faite des prêts acquis et des titres de créance classés comme prêts, exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 1,9 %, soit 1 pdb de moins qu'au 30 avril 2011. Les prêts douteux nets acquis s'établissaient à 240 millions de dollars US au 31 juillet 2011, en hausse de 134 millions de dollars US par rapport au trimestre précédent. Les titres de créance douteux nets classés comme prêts ont totalisé 1 471 millions de dollars US, soit une baisse de 47 millions de dollars US, ou 3 %, en regard du trimestre précédent. Au cours du trimestre considéré, aucun nouveau titre de créance classé comme prêt n'a perdu de valeur; de plus, dans l'ensemble, le rendement du crédit lié à ces titres dans l'ensemble demeure stable.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 75 millions de dollars US, ou 9 %, plus élevés qu'au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont augmenté de 54 millions de dollars US, ou 7 %, en regard du trimestre précédent. L'augmentation s'explique surtout par l'acquisition de Services financiers Chrysler, l'ouverture de nouvelles succursales et le nombre accru de jours civils compris dans le trimestre considéré.

Le nombre moyen d'ETP s'est accru de 1 586, ou 7 %, en regard du trimestre précédent, sous l'effet surtout de l'acquisition de Services financiers Chrysler et de la croissance interne. Le ratio d'efficacité pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 60,3 %, contre 59,9 % pour le trimestre précédent. Le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre s'est établi à 57,1 %, comparativement à 58,0 % pour le trimestre précédent, conséquence de l'acquisition de Services financiers Chrysler.

Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en dollars canadiens, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, a été de 940 millions de dollars, en hausse de 232 millions de dollars, ou 33 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 s'est élevé à 997 millions de dollars, en hausse de 238 millions de dollars, ou 31 %. En dollars américains, le bénéfice net comme présenté a augmenté de 278 millions de dollars US, ou 41 %, et le bénéfice net rajusté, de 287 millions de dollars US, ou 39 %. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi a été de 7,6 %, contre 5,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

En dollars américains, les revenus depuis le début de l'exercice ont totalisé 4 322 millions de dollars US, en hausse de 914 millions de dollars US, ou 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, conséquence des acquisitions et de la croissance interne, en partie contébalancée par la *Regulation E*. La marge sur les actifs productifs moyens pour la période depuis le début de l'exercice s'est élargie de 18 pdb pour s'établir à 3,67 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du resserrement des écarts de taux sur les prêts, y compris un changement dans le calendrier de génération des flux de trésorerie prévus sur les prêts acquis et les transferts entre les secteurs, en partie contrebalancé par une compression des écarts de taux sur les dépôts.

Pour la période depuis le début de l'exercice, le total des provisions pour pertes sur créances s'est établi à 552 millions de dollars US, soit 73 millions de dollars US, ou 15 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. La comptabilisation des prêts acquis, y compris les titres de créance classés comme prêts, a donné lieu à une augmentation des provisions pour pertes sur créances et à un revenu d'intérêts net plus élevé pour la période. Compte non tenu de ces répercussions sur les provision pour pertes sur créances et des transferts entre les secteurs, les provisions pour pertes sur créances à l'égard des prêts restants ont diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent malgré une solide croissance des prêts attribuables à l'amélioration de la qualité des actifs du portefeuille de prêts.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts comme présentés ont totalisé 2 566 millions de dollars US, en hausse de 502 millions de dollars US, ou 24 %, et les frais autres que d'intérêts rajustés ont totalisé 2 470 millions de dollars US, en hausse de 482 millions de dollars US, ou 24 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, conséquence des acquisitions, des transferts entre les secteurs, des frais liés aux nouvelles succursales et des investissements dans l'entreprise principale.

Pour la période depuis le début de l'exercice, le nombre moyen de postes ETP a bondi de 4 227, ou 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce bond tient aux acquisitions, aux transferts entre les secteurs et à l'ouverture de 37 nouvelles succursales depuis le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité comme présenté pour la période depuis le début de l'exercice s'est amélioré pour se situer à 59,4 %, contre 60,6 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté s'est amélioré pour s'établir à 57,2 %, comparativement à 58,4 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Perspectives

La croissance des prêts a cadré avec les attentes pour le trimestre, et la vigoureuse croissance des volumes devrait se poursuivre tout au long de l'exercice 2011, portée par les refinancements de prêts hypothécaires résidentiels et les prêts commerciaux. La croissance interne des dépôts devrait continuer d'être stimulée par les succursales bien établies. La provision pour pertes sur créances à l'égard des créances montées par la Banque devrait continuer à s'améliorer en 2011 du fait de la meilleure qualité de l'ensemble des actifs du portefeuille. Les frais seront gérés de près, sans pour autant restreindre les investissements dans les ressources et l'infrastructure pour favoriser la croissance.

L'incidence prévue du *Durbin Amendment* pour le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis sera une perte de revenus de 50 à 60 millions de dollars US avant impôts par trimestre, compte non tenu des stratégies d'atténuation. Le tiers de cette incidence devrait être subi au quatrième trimestre de l'exercice 2011 et l'incidence pour un premier trimestre complet est attendue au premier trimestre de l'exercice 2012. Nous élaborons des plans pour recouvrer cette perte de revenus au cours des deux prochains exercices, mais pas nécessairement dans les produits de débit.

**TABLEAU 16 : SERVICES BANCAIRES DE GROS**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
Revenu d'intérêts net (équivalence fiscale)	<b>419 \$</b>	384 \$	430 \$	<b>1 178 \$</b>	1 399 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>39</b>	201	146	<b>592</b>	798
Total des revenus	<b>458</b>	585	576	<b>1 770</b>	2 197
Provision pour pertes sur créances	<b>6</b>	7	(16)	<b>19</b>	2
Frais autres que d'intérêts	<b>333</b>	357	323	<b>1 081</b>	1 071
<b>Bénéfice net</b>	<b>108</b>	180	179	<b>525</b>	771
<b>Principaux volumes et ratios</b>					
Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars canadiens)	<b>32</b>	31	32	<b>32</b>	32
Rendement du capital investi	<b>12,8 %</b>	22,7 %	22,7 %	<b>21,5 %</b>	32,5 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	<b>72,7 %</b>	61,0 %	56,1 %	<b>61,1 %</b>	48,7 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	<b>3 612</b>	3 438	3 291	<b>3 480</b>	3 165

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre a été de 108 millions de dollars, en baisse de 71 millions de dollars, ou 40 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse reflète un recul des revenus tirés des transactions sur les titres à revenu fixe et des opérations sur monnaies étrangères, en partie contrebalancé par l'amélioration des frais de services de placement et les gains sur valeurs mobilières. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 12,8 %, contre 22,7 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus des Services bancaires de gros sont principalement tirés des activités relatives aux marchés financiers et aux prêts aux grandes entreprises. Les activités relatives aux marchés financiers génèrent des revenus de la prestation des services conseils et de prise ferme, ainsi que des services de négociation, de facilitation et d'exécution. Les revenus pour le trimestre ont été de 458 millions de dollars, soit 118 millions de dollars, ou 20 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le recul s'explique surtout par la diminution des revenus sur les transactions d'instruments à taux fixe et de monnaies étrangères. Les revenus autres que de transaction, qui sont tirés principalement des services de conseil en fusions et acquisitions, des activités de prise ferme d'actions et de titres de créance, des gains de placement et des revenus de prêts aux grandes entreprises, ont augmenté par rapport à l'exercice précédent. Les transactions d'instruments à taux fixe et de monnaies étrangères ont souffert de la faiblesse de l'économie aux États-Unis et des préoccupations que soulève en Europe la possibilité de défaut de paiement d'États souverains. Ces facteurs combinés ont entraîné une baisse des volumes sur les marchés, les participants ayant réduit leurs risques et accru leurs liquidités. Les écarts de taux se sont élargis sous l'effet des préoccupations ressenties à l'égard des interdépendances entre la dette souveraine et les banques, notamment en Europe, ce qui a entraîné une baisse des valeurs d'actifs. Vers la fin du trimestre, l'incertitude suscitée par le débat sur le relèvement du plafond de la dette américaine et par l'incapacité de résoudre la crise de la dette en Europe ont contribué à l'importante volatilité des taux d'intérêt à court terme, ce qui a eu une incidence négative sur nos activités de transaction d'instruments à taux fixe et de monnaies étrangères.

La provision pour pertes sur créances comprend le coût de la protection de crédit et les provisions spécifiques pour pertes sur créances, déduction faite de tout recouvrement sur les provisions comptabilisées par le passé. Pour le trimestre, la provision pour pertes sur créances s'est établie à 6 millions de dollars et s'est limitée aux coûts de la protection de crédit. Au troisième trimestre de l'exercice précédent, la provision pour pertes sur créances avait été substituée par un recouvrement net de 16 millions de dollars, les recouvrements ayant plus que compensé les coûts de la protection de crédit. Les prêts douteux nets ont atteint 32 millions de dollars, en baisse de 31 millions de dollars, ou 49 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont été de 333 millions de dollars, en hausse de 10 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse reflète principalement les frais relatifs à l'infrastructure de gestion des risques et de contrôle, contrebalancés par une baisse de la rémunération variable.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Le bénéfice net des Services bancaires de gros pour le trimestre a baissé de 72 millions de dollars, ou 40 %, par rapport au trimestre précédent. La baisse du bénéfice net est principalement attribuable au repli des revenus tirés des transactions d'instruments à taux fixe, d'instruments de crédit et de monnaies étrangères, en partie contrebalancé par les gains sur les ventes de placements et la hausse des frais de services de placement. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 12,8 %, contre 22,7 % pour le trimestre précédent.

Les revenus ont reculé de 127 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la baisse des transactions d'instruments à taux fixe. Le revenu d'intérêts net a augmenté par rapport au trimestre précédent et les revenus autres que de transaction se sont accrus grâce aux gains sur valeurs mobilières et à la hausse des frais de services de placement provenant des activités de fusions et acquisitions et de montage de titres de créance. Les transactions d'instruments à taux fixe à l'international et aux États-Unis ont pâti des préoccupations continues créées par la situation de la dette souveraine en Europe et de l'incertitude suscitée par le débat sur le relèvement du plafond de la dette aux États-Unis. Ces facteurs ont entraîné une baisse de l'activité de la clientèle et un élargissement des écarts de crédit, entraînant ainsi une baisse des valeurs d'actifs. Les revenus tirés des transactions de monnaies étrangères ont chuté par rapport aux solides niveaux du trimestre précédent en raison des possibilités plus rares de transactions. Ont également contribué à la baisse des activités de transaction d'instruments à taux fixe et de monnaies étrangères les pertes découlant des ajustements de valeur du crédit, comparativement à des gains au trimestre précédent.

La provision pour pertes sur créances correspond à celle du trimestre précédent. Les prêts douteux nets ont reculé très légèrement par rapport au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont diminué de 24 millions de dollars, ou 7 %, comparativement au trimestre précédent, conséquence surtout de la baisse de la rémunération variable proportionnelle à la baisse des revenus.

Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le bénéfice net des Services bancaires de gros pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 s'est élevé à 525 millions de dollars, soit un recul de 246 millions de dollars, ou 32 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé du capital investi a atteint 21,5 %, soit un taux plus représentatif d'un taux de rendement normalisé que le taux de 32,5 % de la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul est essentiellement lié aux conditions de marché difficiles de l'exercice en cours, ce qui a entraîné une baisse des transactions d'instruments à taux fixe, de monnaies étrangères et d'actions, en regard de la conjoncture qui avait été très favorable à la période précédente. Ces baisses ont été neutralisées en partie par les gains réalisés dans le portefeuille de placements.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 1 770 millions de dollars, en baisse de 427 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à la période de l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence du changement marqué des conditions de marché sur les revenus de transaction. Depuis le début de l'exercice, les revenus autres que de transaction ont augmenté sous l'effet des gains accrus sur valeurs mobilières et de la hausse des honoraires tirés de opérations de fusions et acquisitions et de prise ferme. Dans nos activités de transaction, les conditions de l'exercice en cours ont subi l'incidence des incertitudes macroéconomiques touchant les États-Unis et l'Europe, et celle des pressions concurrentielles accrues sur nos principaux secteurs, ce qui a fait baisser les activités de transaction et resserré les marges. Les conditions de marché à l'exercice précédent étaient caractérisées par un resserrement des écarts de



crédit, un élargissement des écarts acheteur-vendeur et une forte activité de la clientèle, qui avaient donné lieu à des conditions de négociation très favorables et à un solide rendement général. Ce changement défavorable dans les conditions de marché a touché surtout les activités de transaction d'instruments à taux fixe, de monnaies étrangères et d'instruments de crédit. Les revenus liés aux activités de transaction ont également subi l'incidence des baisses attribuables aux transferts entre les secteurs, et du nombre moins élevé de transactions clients dans le secteur des dérivés d'actions.

Pour la période depuis le début de l'exercice, la provision pour pertes sur créances a été de 19 millions de dollars, en hausse de 17 millions de dollars en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances du trimestre considéré se limite essentiellement au coût de la protection à l'égard des swaps sur défaillance de crédit. Pour la période de neuf mois de l'exercice précédent, les provisions spécifiques de moindre importance et les coûts engagés ont été compensés en majeure partie par des recouvrements.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 081 millions de dollars, somme légèrement plus élevée qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des coûts d'exploitation liés à l'investissement dans l'infrastructure de gestion des risques et de contrôle, compensée par une baisse de la rémunération variable.

Perspectives

Les bénéfices pour la période depuis le début de l'exercice 2011 sont moins élevés que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, et nous continuons de prévoir que les résultats pour l'exercice complet seront aussi moins élevés. Les conditions de marché, du moins à court terme, demeureront sans doute un obstacle, puisque les plus grandes économies du monde restent aux prises avec de lourdes dettes et une croissance lente. Aucun regain de confiance chez les investisseurs n'est probable tant que l'incertitude entourant ces questions ne sera pas dissipée. La direction que prendront les marchés est incertaine, tout comme l'éventuel retour d'un environnement plus positif d'ici quelques trimestres. Les revenus de transaction sont particulièrement difficiles à prévoir dans le contexte actuel. Ainsi, il pourrait être difficile d'atteindre la fourchette estimée que nous avons établie antérieurement pour le secteur Services bancaires de gros. Toutefois, nous prévoyons que quand les économies mondiales se redresseront, nos solides revenus tirés des services conseils et des montages seront renforcés par les résultats des activités de transaction, ce qui aura pour effet d'améliorer la performance générale du secteur Services bancaires de gros.

**TABLEAU 17 : SIÈGE SOCIAL**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	30 avril 2011	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Perte nette – comme présentée</b>	<b>(124) \$</b>	<b>(205) \$</b>	<b>(304) \$</b>	<b>(431) \$</b>	<b>(641) \$</b>
<b>Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices<sup>1</sup></b>					
Amortissement des actifs incorporels <sup>2</sup>	102	108	117	322	352
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières disponibles à la vente	(3)	(6)	14	(90)	(13)
Diminution (augmentation) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(5)	(2)	(9)	(4)	–
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices liée à une modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	–	–	–	–	(11)
Augmentation (reprise) de la provision générale dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros	–	–	–	–	(44)
Reprise de provision pour réclamations d'assurance	–	–	–	–	(17)
Frais d'intégration liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler	6	3	–	9	–
<b>Total des rajustements pour les éléments à noter</b>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>122</b>	<b>237</b>	<b>267</b>
<b>Perte nette – rajustée</b>	<b>(24) \$</b>	<b>(102) \$</b>	<b>(182) \$</b>	<b>(194) \$</b>	<b>(374) \$</b>
<b>Ventilation des éléments inclus dans la perte nette – rajustée</b>					
Titrisation nette	(14) \$	(23) \$	(17) \$	(58) \$	(20) \$
Frais nets du Siège social	(86)	(119)	(80)	(318)	(240)
Divers	76	40	(85)	182	(114)
<b>Perte nette – rajustée</b>	<b>(24) \$</b>	<b>(102) \$</b>	<b>(182) \$</b>	<b>(194) \$</b>	<b>(374) \$</b>

<sup>1</sup> Pour une explication sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» à la rubrique «Notre rendement» du présent document.

<sup>2</sup> À compter du premier trimestre de 2011, l'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des actifs incorporels. Aux fins des éléments à noter seulement, l'amortissement des logiciels est exclu de l'amortissement des actifs incorporels.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Le secteur Siège social a comptabilisé une perte nette comme présentée de 124 millions de dollars pour le trimestre, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 304 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre a été de 24 millions de dollars, par rapport à 182 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la baisse de la perte nette rajustée découle surtout de la modification de la méthode de répartition appliquée pendant l'exercice en cours, des résultats plus favorables tirés des activités de couverture et d'autres activités touchant la trésorerie, d'un élément fiscal défavorable présenté à l'exercice précédent, et de l'augmentation des bénéfices réalisés sur le capital non réparti.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre a été de 124 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 205 millions de dollars au trimestre précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre a été de 24 millions de dollars, par rapport à 102 millions de dollars pour le trimestre précédent. La baisse de la perte nette rajustée provient essentiellement d'une baisse des frais nets du Siège social et du calendrier de génération des revenus touchant la trésorerie.

Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T3 2010

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, la perte nette comme présentée du Siège social a été de 431 millions de dollars, par rapport à 641 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 a été de 194 millions de dollars, par rapport à 374 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010. La baisse de la perte nette rajustée s'explique essentiellement par la modification de la méthode de répartition appliquée pendant l'exercice en cours, l'augmentation des bénéfices réalisés sur le capital non réparti et le calendrier de génération des revenus touchant la trésorerie, contrebalancés en partie par la hausse des frais nets du Siège social.

Perspectives

Les résultats du secteur Siège social sont intrinsèquement difficiles à prévoir de par leur nature et peuvent être volatils. La perte nette pour le trimestre considéré a été plus basse que prévu, en raison surtout des frais nets moins élevés du Siège social, des résultats plus favorables tirés des activités de couverture et d'autres activités touchant la trésorerie, et de certains éléments fiscaux. Les modifications apportées aux méthodes d'attribution des coûts et d'établissement des prix de transfert intersectoriels plus tôt pendant l'exercice en cours devraient continuer à limiter les pertes, et nous nous attendons à présenter, pour le reste de l'exercice 2011, une perte nette allant de 80 millions de dollars à 120 millions de dollars, sur une base rajustée. La perte nette rajustée annuelle devrait être inférieure à celle de l'exercice 2010, du fait surtout des transferts intersectoriels, des résultats favorables des activités de couverture et autres activités touchant la trésorerie, et de certains éléments fiscaux.

**Transferts entre les secteurs**

Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2011, les résultats d'exploitation et les prêts connexes pour les activités américaines de cartes de crédit ont été transférés des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada aux Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis aux fins de la présentation sectorielle. En outre, la Banque a apporté une modification à ses méthodes de répartition qui fait en sorte que certains éléments auparavant présentés dans le secteur Siège social sont maintenant attribués à d'autres secteurs. Ces changements n'ont aucune incidence nette sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Le tableau suivant présente les transferts entre les secteurs pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2011.

**TABLEAU 18 : INCIDENCES DES TRANSFERTS ENTRE LES SECTEURS**

(en millions de dollars canadiens)

*Trois mois terminés le*

31 juillet 2011

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Gestion de patrimoine	Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	Services bancaires de gros	Siège social	Total
Augmentation/(diminution) des revenus	(55) \$	– \$	38 \$	(18) \$	35 \$	– \$
Augmentation/(diminution) des frais	(8)	2	16	3	(13)	–
Augmentation/(diminution) de la provision pour pertes sur créances	(16)	–	16	–	–	–
<b>Augmentation/(diminution) du bénéfice net</b>	<b>(22)</b>	<b>(1)</b>	<b>3</b>	<b>(15)</b>	<b>35</b>	<b>–</b>

*Neuf mois terminés le*

31 juillet 2011

Augmentation/(diminution) des revenus	(168) \$	– \$	108 \$	(54) \$	114 \$	– \$
Augmentation/(diminution) des frais	(26)	6	50	8	(38)	–
Augmentation/(diminution) de la provision pour pertes sur créances	(45)	–	45	–	–	–
<b>Augmentation/(diminution) du bénéfice net</b>	<b>(68)</b>	<b>(4)</b>	<b>7</b>	<b>(44)</b>	<b>109</b>	<b>–</b>

## REVUE DU BILAN

### Depuis le début de l'exercice – T3 2011 par rapport au T4 2010

Le **total des actifs** s'établissait à 665 milliards de dollars au 31 juillet 2011, soit 45 milliards de dollars, ou 7 %, de plus qu'au 31 octobre 2010.

L'augmentation nette reflète une hausse de 23 milliards de dollars des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts), une augmentation de 17 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension et une hausse de 7 milliards de dollars des valeurs mobilières. La valeur du total des actifs dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a diminué de 12 milliards de dollars, en raison de l'effet de change d'un dollar canadien plus fort.

Les **valeurs mobilières prises en pension** se sont accrues de 17 milliards de dollars, du fait d'une hausse dans le secteur Services bancaires de gros.

Les **valeurs mobilières** ont augmenté de 7 milliards de dollars en raison surtout de la croissance des valeurs mobilières principalement dans le secteur Services bancaires de gros. La valeur des valeurs mobilières dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a diminué de 5 milliards de dollars, en raison de l'effet de change d'un dollar canadien plus fort.

Les **prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)** ont monté de 23 milliards de dollars, surtout grâce à la croissance générale des volumes dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, ainsi qu'à la croissance des volumes et à l'acquisition de Services financiers Chrysler (7 milliards de dollars) dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. La valeur des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a diminué de 5 milliards de dollars, en raison de l'effet de change d'un dollar canadien plus fort.

Le **total des passifs** s'établissait à 622 milliards de dollars au 31 juillet 2011, soit 44 milliards de dollars, ou 8 %, de plus qu'au 31 octobre 2010, ce qui comprend l'acquisition de Services financiers Chrysler. L'augmentation nette s'explique par une croissance des dépôts de 29 milliards de dollars et par la montée de 16 milliards de dollars des autres passifs. La valeur du total des passifs dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a diminué de 12 milliards de dollars, en raison de l'effet de change d'un dollar canadien plus fort.

Les **dépôts** ont augmenté de 29 milliards de dollars en raison surtout de la croissance des dépôts d'entreprises et de gouvernements dans le secteur Services bancaires de gros. La valeur des dépôts dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a diminué de 10 milliards de dollars, en raison de l'effet de change d'un dollar canadien plus fort.

Les **autres passifs** se sont accrues de 16 milliards de dollars sous l'effet surtout d'une augmentation des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et mises en pension et des autres passifs. La valeur des autres passifs dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a diminué de 2 milliards de dollars, en raison de l'effet de change d'un dollar canadien plus fort.

L'**avoir des actionnaires** s'établissait à 43 milliards de dollars au 31 juillet 2011, soit 1 milliard de dollars, ou 2 %, de plus qu'au 31 octobre 2010.

L'augmentation nette comprend essentiellement une augmentation de 2 milliards de dollars des bénéfices non répartis et une hausse de 1 milliard de dollars du capital social ordinaire attribuable principalement à une émission d'actions ordinaires additionnelle dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et de l'exercice d'options sur actions, contrebalancées en partie par une baisse de 2 milliards de dollars du cumul des autres éléments du résultat étendu liée en grande partie aux écarts de conversion.

## QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

### Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2011 par rapport au T3 2010

Au 31 juillet 2011, les prêts douteux bruts s'élevaient à 4 002 millions de dollars, soit une augmentation de 665 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au 31 juillet 2010. L'augmentation reflète surtout une hausse de 478 millions de dollars liée aux titres de créance classés comme prêts, une montée de 95 millions de dollars des prêts assurés par la FDIC et une hausse de 129 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis relative surtout aux prêts acquis. Au 31 juillet 2011, les prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique, totalisaient 3 326 millions de dollars, contre 2 713 millions de dollars au 31 juillet 2010.

La provision pour pertes sur créances au bilan, qui était de 2 577 millions de dollars au 31 juillet 2011, se composait de provisions spécifiques de 678 millions de dollars et d'une provision générale de 1 899 millions de dollars. Les provisions spécifiques ont monté de 54 millions de dollars, ou 9 %, depuis le 31 juillet 2010. La provision générale a diminué de 56 millions de dollars, ou 3 %, en regard du 31 juillet 2010. La Banque constitue une provision générale pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts ou des crédits qui n'étaient pas encore désignés comme douteux.

### Par rapport au trimestre précédent – T3 2011 par rapport au T2 2011

Les prêts douteux bruts ont marqué une hausse de 82 millions de dollars, ou 2 %, depuis le 30 avril 2011, en raison surtout d'une augmentation de la perte de valeur sur les prêts assurés par la FDIC. Les prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique, ont augmenté de 114 millions de dollars depuis le 30 avril 2011.

Au 31 juillet 2011, les provisions spécifiques avaient diminué de 32 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au 30 avril 2011. La provision générale avait augmenté de 12 millions de dollars par rapport au 30 avril 2011.

**TABLEAU 19 : VARIATIONS DES PRÊTS DOUTEUX BRUTS ET DES ACCEPTATIONS**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements</b>					
Solde au début de la période	2 238 \$	2 258 \$	2 218 \$	2 253 \$	2 070 \$
Ajouts	868	803	835	2 447	2 749
Prêts redevenus productifs, remboursés ou vendus	(416)	(359)	(460)	(1 125)	(1 245)
Radiations	(438)	(386)	(429)	(1 219)	(1 328)
Écart de conversion et autres rajustements	17	(78)	13	(87)	(69)
Solde à la fin de la période	2 269	2 238	2 177	2 269	2 177
<b>Autres prêts</b>					
Solde au début de la période	1 682	1 831	814	1 203	241
Variation nette au cours du trimestre					
Titres de créance classés comme prêts <sup>1</sup>	(54)	(147)	305	427	878
Prêts assurés par la FDIC <sup>2</sup>	105	(2)	41	103	41
Solde à la fin de la période	1 733	1 682	1 160	1 733	1 160
<b>Total des prêts douteux bruts</b>	<b>4 002 \$</b>	<b>3 920 \$</b>	<b>3 337 \$</b>	<b>4 002 \$</b>	<b>3 337 \$</b>

<sup>1</sup> Pour de plus amples renseignements sur les titres de créance classés comme prêts, se reporter à «Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis» sous la rubrique «Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD» du présent document.

<sup>2</sup> Les prêts qui sont assujettis aux accords de partage des pertes conclus avec la FDIC sont considérés comme des prêts assurés par la FDIC. Les pertes sur créances liées aux prêts couverts par la FDIC sont déterminées déduction faite du montant qui devrait être remboursé par la FDIC, le cas échéant.

**TABLEAU 20 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (au bilan)**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet		Aux
	2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Provision spécifique – prêts inscrits au bilan	676 \$	708 \$	624 \$
Provision générale – prêts inscrits au bilan	1 612	1 604	1 674
Provision pour pertes sur créances liée aux instruments hors bilan	289	285	281
<b>Total</b>	<b>2 577 \$</b>	<b>2 597 \$</b>	<b>2 579 \$</b>
Prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique	3 326 \$	3 212 \$	2 713 \$
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts nets	1,10 %	1,11 %	1,02 %
Provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts (ratio trimestriel)	0,51 %	0,50 %	0,51 %

### Prêts à risque

Au 31 juillet 2011, la Banque avait une exposition brute à des prêts à risque d'environ 2,1 milliards de dollars (1,8 milliard de dollars au 31 octobre 2010) principalement composés de prêts automobile canadiens. Indicateur de la qualité de crédit, le taux de pertes sur créances, établi comme la provision moyenne pour pertes sur créances divisée par le solde moyen des prêts à la fin du mois, s'approchait de 3,3 % sur une année (environ 5,0 % au 31 octobre 2010). Le portefeuille continue de dégager le rendement prévu. Ces prêts sont comptabilisés au coût après amortissement.

**Expositions sur les emprunteurs souverains**

Le tableau ci-dessous comprend un sommaire du risque de crédit que court la Banque à l'égard de certains pays européens, y compris l'Espagne, l'Italie, l'Irlande, le Portugal et la Grèce. L'exposition à l'Espagne et à l'Italie est liée à la dette souveraine même et aux plus grandes institutions financières de ces pays. Toutes ces expositions sont jugées raisonnables.

**TABLEAU 21 : EXPOSITION AU CRÉDIT DE CERTAINS PAYS EUROPÉENS**

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2011	Créances et acceptations en cours				Autres expositions <sup>1</sup>				Aux
	Entreprises	Dette souveraine	Institutions financières	Total	Entreprises	Dette souveraine	Institutions financières	Total	Exposition totale
<b>Portugal</b>	- \$	- \$	- \$	- \$	4 \$	- \$	3 \$	7 \$	7 \$
<b>Espagne</b>	-	-	5	5	19	197	31	247	252
<b>Espagne</b>	-	-	-	-	13	16	72	101	101
<b>Grèce</b>	-	-	-	-	-	-	4	4	4
<b>Espagne</b>	22	-	83	105	40	196	433	669	774
<b>Total</b>	22 \$	- \$	88 \$	110 \$	76 \$	409 \$	543 \$	1 028 \$	1 138 \$
31 octobre 2010									
Portugal	- \$	- \$	8 \$	8 \$	- \$	- \$	9 \$	9 \$	17 \$
Italie	-	-	1	1	6	283	85	374	375
Irlande	-	-	-	-	14	40	283	337	337
Grèce	-	-	-	-	-	-	12	12	12
Espagne	-	-	85	85	13	484	468	965	1050
<b>Total</b>	- \$	- \$	94 \$	94 \$	33 \$	807 \$	857 \$	1 697 \$	1 791 \$

<sup>1</sup> Les autres expositions sont surtout composées de valeurs mobilières et de dérivés.

**EXPOSITION À DES OBLIGATIONS GARANTIES PAR UNE HYPOTHÈQUE NON LIÉES À DES ORGANISMES**

En raison de l'acquisition de Commerce, la Banque est exposée à des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes, essentiellement garanties par des obligations Alt-A et à prime jumbo dont la plupart sont des hypothèques à taux fixe remboursables par anticipation sans possibilité de rajustement du taux. Au moment de l'acquisition, ce portefeuille a été comptabilisé à la juste valeur, qui est devenue la nouvelle valeur comptable de ce portefeuille.

Ces valeurs mobilières sont classées comme prêts et sont comptabilisées au coût après amortissement d'après la méthode du taux d'intérêt effectif et sont évaluées chaque trimestre selon le modèle de la perte sur prêt subie. Le test pour dépréciation suit le modèle de comptabilisation des prêts douteux, selon lequel la Banque établit deux types de provisions : des provisions spécifiques et une provision générale. Une provision spécifique est constituée à l'égard des pertes qui sont identifiables au niveau des titres de créance pris individuellement lorsqu'il y a une indication objective de détérioration de la qualité du crédit, auquel moment la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative. Une provision générale est constituée pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts qui n'étaient pas encore désignés comme douteux. La provision générale était de 147 millions de dollars US au 31 juillet 2011. La provision pour pertes sur prêts inscrite au troisième trimestre de 2011 s'est élevée à 3 millions de dollars US, contre (1) million de dollars au troisième trimestre de 2010 et 2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2010.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Banque a retiré une partie du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes. Dans le cadre de la retirisation reflétée au bilan, de nouvelles notes de crédit ont été obtenues pour les valeurs mobilières retirées qui reflètent mieux l'escompte à l'acquisition et les risques inhérents à la totalité du portefeuille de la Banque. Par conséquent, 54 % du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes est maintenant noté AAA aux fins de présentation des fonds propres réglementaires. L'avantage net sur le capital de l'opération de retirisation est reflété dans les variations des actifs pondérés en fonction des risques et dans les déductions des titrisations sur les fonds propres de première et deuxième catégories. Aux fins comptables, la Banque a conservé une majorité des droits bénéficiaires dans ces valeurs mobilières retirées, ce qui n'a eu aucune incidence sur les états financiers. Une modification des notes de crédit n'a pas d'incidence sur l'évaluation par la Banque de la baisse de valeur de ces valeurs mobilières reclassées.

Le marché pour ces valeurs mobilières a été plus actif qu'au cours des exercices précédents, ce qui a donné lieu à un gain latent de 218 millions de dollars US pour la période terminée le 31 juillet 2011.

Le tableau ci-dessous donne la juste valeur des titres par année de génération.

**TABLEAU 22 : OBLIGATIONS ALT-A ET À PRIME JUMBO GARANTIES PAR UNE HYPOTHÈQUE NON LIÉES À DES ORGANISMES PAR ANNÉE DE GÉNÉRATION**

(en millions de dollars américains)

	Alt-A		Prime jumbo			Aux
	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Total Juste valeur
<b>31 juillet 2011</b>						
2003	219 \$	234 \$	249 \$	254 \$	468 \$	488 \$
2004	392	413	216	223	608	636
2005	637	682	339	344	976	1 026
2006	368	351	297	292	665	643
2007	562	541	309	325	871	866
<b>Total des valeurs mobilières, déduction faite des provisions spécifiques</b>	<b>2 178 \$</b>	<b>2 221 \$</b>	<b>1 410 \$</b>	<b>1 438 \$</b>	<b>3 588 \$</b>	<b>3 659 \$</b>
Moins : provision générale					147	
<b>Total</b>					<b>3 441 \$</b>	
<b>31 octobre 2010</b>						
2003	275 \$	309 \$	393 \$	424 \$	668 \$	733 \$
2004	454	502	383	415	837	917
2005	697	769	484	509	1 181	1 278
2006	406	394	380	391	786	785
2007	616	635	375	398	991	1 033
<b>Total des valeurs mobilières, déduction faite des provisions spécifiques</b>	<b>2 448 \$</b>	<b>2 609 \$</b>	<b>2 015 \$</b>	<b>2 137 \$</b>	<b>4 463 \$</b>	<b>4 746 \$</b>
Moins : provision générale					160	
<b>Total</b>					<b>4 303 \$</b>	

## SITUATION DU CAPITAL

La Banque se conforme à la ligne directrice du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques et les fonds propres réglementaires. Cette ligne directrice repose sur le «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio des fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont respectivement de 7 % et 10 %. Aux fins des fonds propres réglementaires, la participation de la Banque dans TD Ameritrade est convertie à l'aide du taux de change de fin de période de la Banque.

**TABLEAU 23 : SITUATION DES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2011	31 octobre 2010	Aux 31 juillet 2010
<b>Actifs pondérés en fonction des risques pour les composantes suivantes :</b>			
Risque de crédit	174 204 \$	167 297 \$	157 764 \$
Risque de marché	4 402	4 474	3 966
Risque d'exploitation	29 199	28 139	27 460
<b>Total</b>	<b>207 805 \$</b>	<b>199 910 \$</b>	<b>189 190 \$</b>
Fonds propres de première catégorie	26 764 \$	24 386 \$	23 727 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie <sup>1</sup>	12,9 %	12,2 %	12,5 %
Total des fonds propres <sup>2</sup>	33 935 \$	31 070 \$	30 351 \$
Ratio du total des fonds propres <sup>3</sup>	16,3 %	15,5 %	16,0 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres <sup>4</sup>	17,4	17,5	17,4

<sup>1</sup> Le ratio des fonds propres de première catégorie correspond au total des fonds propres de première catégorie divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

<sup>2</sup> Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

<sup>3</sup> Le ratio du total des fonds propres correspond au total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

<sup>4</sup> Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres correspond au total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres rajusté.

Au 31 juillet 2011, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque était de 12,9 % par rapport à 12,2 % au 31 octobre 2010. L'augmentation résulte principalement des solides bénéfiques et de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes de la Banque et de l'exercice d'options sur actions. Nous avons achevé l'acquisition de Services financiers Chrysler au cours du deuxième trimestre, ce qui a eu pour effet de réduire le ratio des fonds propres de première catégorie d'environ 50 pnb. Au cours du trimestre, la Banque a racheté 118 millions de dollars US de titres de fiducie privilégiés américains. Le ratio du total des fonds propres s'établissait à 16,3 % au 31 juillet 2011, par rapport à 15,5 % au 31 octobre 2010. La hausse s'explique en bonne partie par les mêmes éléments que ceux indiqués ci-dessus.

Le 15 août 2011, la Banque a annoncé la conclusion d'une entente définitive selon laquelle la Banque fera l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de la Banque MBNA Canada, filiale en propriété exclusive de Bank of America Corporation, ainsi que de certains autres actifs et passifs. Avant la conclusion, la Banque prévoit émettre jusqu'à 8 millions d'actions ordinaires aux fins de la gestion prudente des fonds propres, sous réserve des options de surallocation usuelles et des conditions de marché. Pour de plus amples renseignements à propos de l'acquisition proposée, se reporter à la rubrique «Événements importants en 2011».

La Banque continue à détenir des capitaux suffisants, qui lui procurent la souplesse nécessaire pour prendre de l'expansion, tant par la croissance interne que par des acquisitions stratégiques. Les ratios des fonds propres élevés de la Banque sont attribuables à la génération interne de capitaux, à la gestion du bilan ainsi qu'à l'émission périodique de valeurs mobilières.

Pour en savoir plus sur les fonds propres, se reporter à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Pour en savoir plus sur les fonds propres réglementaires, se reporter à la note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

### Modifications futures de l'accord de Bâle

En décembre 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié le libellé définitif des nouvelles règles internationales sur l'adéquation des fonds propres et les liquidités visant les banques. Couramment appelées «Bâle III», ces propositions en matière de fonds propres visent à relever la qualité, la quantité, la transparence et l'uniformité des fonds propres bancaires, de même qu'à décourager l'endettement et la prise de risques excessifs et à réduire la procyclicalité. Conjointement avec les nouvelles normes mondiales en matière de liquidités harmonisées à l'échelle internationale, Bâle III a pour but de fournir un cadre réglementaire afin d'affermir la résilience du secteur bancaire et du système financier.

En janvier 2011, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a complété le libellé définitif des règles par des lignes directrices additionnelles portant sur les fonds propres d'urgence pour non-viabilité. Selon ces lignes directrices, tous les instruments de fonds propres doivent comporter des caractéristiques liées à l'absorption des pertes. En fonction de l'évaluation de la viabilité réalisée par l'organisme de réglementation, ces caractéristiques peuvent exiger que le capital soit déprécié ou que des instruments soient convertis en capitaux propres. Les règles en cause prévoient une période de transition et de retrait progressif pour les instruments de fonds propres qui ne satisfont pas aux exigences de Bâle III, y compris les caractéristiques des fonds propres d'urgence pour non-viabilité. Par la suite, le BSIF a publié un préavis en août 2011 sur la mise en œuvre des lignes directrices au Canada.

En février 2011, le BSIF a publié son plan d'action pour la mise en œuvre de Bâle III. Toutes les banques devront mettre en œuvre les règles en matière de fonds propres de Bâle III à compter du premier trimestre de l'exercice 2013. Les exigences minimales du BSIF devraient être conformes au plan de transition relatif à Bâle III présenté par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Aux termes du plan de transition, les modifications apportées au traitement à titre de fonds propres de certains éléments de même que les exigences minimales relatives au ratio de fonds propres seront intégrées progressivement au cours de la période allant de 2013 à 2019. Selon Bâle III, les normes minimales en matière de fonds propres exigent, entre autres, un ratio d'actions ordinaires de 4,5 %, un ratio des fonds propres de première catégorie de 6,0 % et un ratio du total des fonds propres de 8,0 %. À cela s'ajoute un coussin de conservation de fonds propres de 2,5 %. Si une banque utilise toute partie de son coussin de conservation de 2,5 % pour absorber des pertes pendant des périodes de stress financier ou économique, les distributions de bénéfices qu'elle effectuera (p. ex., dividendes, rachats d'actions, paiements discrétionnaires sur d'autres instruments de fonds propres de première catégorie et primes discrétionnaires) feront l'objet de limites. Le montant de ces limites est lié au niveau d'utilisation du coussin de conservation.

En juillet 2011, le Comité de Bâle a publié un document de consultation dans lequel il présente les mesures pour les banques mondiales d'importance systémique. Les banques désignées comme des banques mondiales d'importance systémique devront détenir 1 % à 2,5 % de fonds propres additionnels, exigence appliquée progressivement sur une période de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, de plus que l'exigence de Bâle III de 7 % à l'égard des instruments de fonds propres ordinaires de première catégorie. La méthode de désignation d'une banque comme banque mondiale d'importance systémique s'appuie sur une approche fondée sur des critères comportant cinq grandes catégories : la taille, l'interdépendance, l'absence de substituabilité, les activités mondiales (transfrontalières) et la complexité. Un document définitif devrait être publié en novembre 2011. Selon notre compréhension actuelle des critères, la TD ne devrait pas être désignée comme une banque mondiale d'importance systémique.

L'incidence qu'auront les nouvelles règles en matière de fonds propres de Bâle III sur la TD se traduira par l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et par de nouveaux éléments qui devront être déduits de l'avoir réglementaire des actionnaires ordinaires. Nous sommes toujours d'avis que notre solide situation de capital actuelle et la capacité de nos secteurs d'activité de générer du capital au cours des prochains trimestres nous permettront de respecter amplement les normes d'adéquation des fonds propres de Bâle III. D'après notre compréhension actuelle et nos hypothèses, nous nous attendons à ce que le ratio pro forma des instruments de fonds propres ordinaires de première catégorie de la Banque pour le trimestre considéré soit d'environ 6,5 % si les règles de Bâle III qui seront applicables en 2019 (c.-à-d., sans mesures transitoires) sont appliquées. D'après les hypothèses actuelles, nous aurons atteint amplement la limite de 7 % quant au ratio des instruments de fonds propres ordinaires de première catégorie d'ici le deuxième trimestre de l'exercice 2012 et prévoyons nous situer à la limite supérieure de l'échelle de 7 % à 8 % d'ici le premier trimestre de l'exercice 2013. Si nous appliquons notre compréhension du libellé de Bâle III déduction faite entièrement de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, nous prévoyons que notre ratio des instruments de fonds propres ordinaires de première catégorie se situera à la limite supérieure de l'échelle de 9 % à 10 % d'ici le premier trimestre de l'exercice 2013. Par conséquent, nous ne prévoyons pas devoir apporter des changements importants aux activités ni mobiliser de nouveaux capitaux propres ordinaires pour arriver à respecter les exigences de Bâle III.

À notre avis, aux termes de Bâle III, l'ensemble des instruments de fonds propres de nature autre qu'ordinaire de première et de deuxième catégories de la TD qui sont en circulation, à l'exception de certains instruments émis par des filiales américaines de la TD, ne seront plus admissibles à titre de fonds propres réglementaires et seront assujettis à une période de transition progressive de 10 ans débutant en janvier 2013. Le 7 février 2011, par suite du préavis publié le 4 février 2011 par le BSIF dans lequel le BSIF énonce ses attentes en ce qui concerne l'utilisation des droits de rachat d'instruments de fonds propres non admissibles prévue dans les clauses d'événements réglementaires, la TD a annoncé ne prévoir exercer un droit de rachat déclenché par un événement réglementaire qu'en 2022 à l'égard des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 qui seront alors en circulation. Au 31 juillet 2011, le montant en capital des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 émis et en circulation totalisait 450 millions de dollars. La prévision de la TD est fondée sur un nombre de facteurs de risque et d'hypothèses figurant dans le communiqué de presse de la Banque du 7 février, lequel se trouve sur le site de la Banque à l'adresse [www.td.com/francais](http://www.td.com/francais).

## GESTION DES RISQUES

### SOMMAIRE

La prestation de services financiers comporte des risques qu'il faut prendre de façon prudente en vue d'assurer une croissance rentable. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque que nous prenons, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans nos entreprises afin de nous assurer d'atteindre nos objectifs de croissance future.

Nos entreprises et nos activités sont exposées à un grand nombre de risques, recensés et définis dans notre cadre de capacité de risque à l'échelle de l'entreprise. Ce cadre comporte une définition de l'appétit de la Banque à supporter ces risques, élaborée selon une démarche exhaustive qui prend en considération à la fois le contexte en matière de risques et le contexte d'exploitation de la Banque. Notre appétit envers le risque établit que nous prenons les risques requis pour bâtir notre entreprise, mais seulement si ces risques : 1) s'inscrivent dans la stratégie d'affaires de la TD et peuvent être compris et gérés; 2) n'exposent la TD à aucune perte importante individuelle; nous ne mettons pas la Banque en péril pour une acquisition, une entreprise ou un produit; et 3) ne risquent pas de porter atteinte à la marque TD. Il incombe à chaque entreprise d'établir sa propre capacité de risque et de l'aligner sur celle de la Banque, selon un examen approfondi des risques spécifiques auxquels elle est exposée. Nous surveillons les risques propres à chacune des entreprises ou à l'échelle de l'organisation et en rendons compte lorsque ces risques peuvent nuire de façon importante à la Banque.

Notre structure de gouvernance et notre approche pour la gestion des risques sont demeurées en grande partie identiques à celles décrites dans notre rapport annuel 2010. Certains risques sont présentés ci-après. Pour des renseignements complets sur notre structure de gouvernance et sur notre approche pour la gestion des risques, se reporter à la section «Gestion des risques» du rapport de gestion 2010.

Les sections ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse portant sur le risque de marché et le risque d'illiquidité et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires pour la période terminée le 31 juillet 2011.



**Risque de crédit**

Le tableau suivant présente les expositions brutes au risque de crédit, compte non tenu des éléments atténuant le risque de crédit.

**TABLEAU 24 : EXPOSITION BRUTE AUX RISQUES DE CRÉDIT : APPROCHES STANDARD ET NI AVANCÉE<sup>1</sup>**

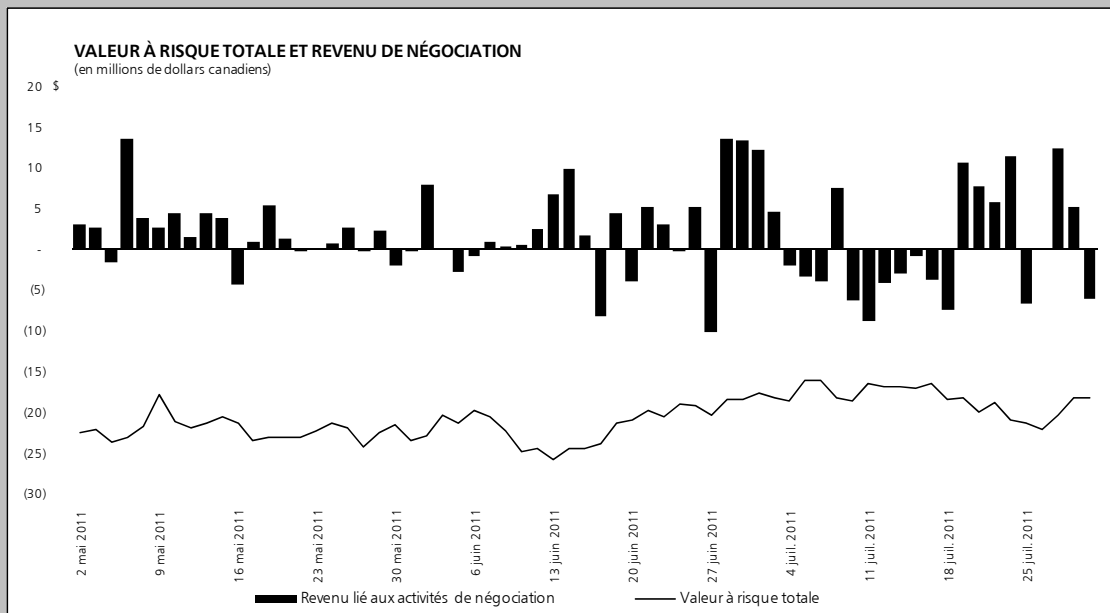
(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011			Aux 31 octobre 2010		
	Standard	NI avancée	Total	Standard	NI avancée	Total
<b>Risque de crédit de détail</b>						
Expositions garanties par l'immobilier résidentiel	15 365 \$	157 202 \$	172 567 \$	13 486 \$	146 777 \$	160 263 \$
Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles	–	42 534	42 534	–	40 940	40 940
Autres expositions aux produits de détail	24 141	30 288	54 429	17 943	28 205	46 148
	<b>39 506</b>	<b>230 024</b>	<b>269 530</b>	<b>31 429</b>	<b>215 922</b>	<b>247 351</b>
<b>Risque de crédit autre que de détail</b>						
Entreprises	50 324	121 288	171 612	50 436	114 603	165 039
Emprunteurs souverains	20 104	64 535	84 639	8 872	63 633	72 505
Banques	20 221	119 426	139 647	20 916	112 003	132 919
	<b>90 649</b>	<b>305 249</b>	<b>395 898</b>	<b>80 224</b>	<b>290 239</b>	<b>370 463</b>
<b>Total</b>	<b>130 155 \$</b>	<b>535 273 \$</b>	<b>665 428 \$</b>	<b>111 653 \$</b>	<b>506 161 \$</b>	<b>617 814 \$</b>

<sup>1</sup> Les expositions brutes au risque de crédit représentent les expositions en cas de défaut (ECD) et ne tiennent pas compte des incidences des mesures d'atténuation du risque de crédit. Ce tableau exclut les expositions à la titrisation et les expositions sur actions.

**Risque de marché**

Le graphique ci-dessous présente l'utilisation quotidienne de la valeur à risque et le revenu lié aux activités de négociation<sup>1</sup> dans le secteur Services bancaires de gros. Le 22 juillet 2011, le calcul de la valeur à risque a été mis à jour pour inclure des facteurs de risque additionnels. Au moment de cette mise à jour, l'inclusion de ces facteurs a augmenté la valeur à risque d'environ 2 millions de dollars. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011, le revenu lié aux activités de négociation a été positif pendant 58 % des jours de négociation. Les pertes au cours du trimestre n'ont, à aucun jour de négociation, dépassé la valeur à risque.



<sup>1</sup> Le revenu lié aux activités de négociation est le total du revenu de négociation présenté dans les autres revenus et le revenu d'intérêts net sur les positions de négociation présenté dans le revenu d'intérêts net. Le revenu lié aux activités de négociation figurant dans le graphique ci-dessus exclut le revenu lié aux variations de la juste valeur des engagements de prêts. Les engagements ne sont pas inclus dans la mesure de la valeur à risque, car ils ne sont pas gérés comme des positions de négociation. Au troisième trimestre de 2011, nous avons enregistré 27 jours de perte de négociation sans jamais dépasser la valeur à risque.

Le tableau qui suit présente l'utilisation de la valeur à risque totale à la date de clôture du trimestre, la moyenne de la période et les extrêmes (haut et bas).

<b>TABLEAU 25 : UTILISATION DE LA VALEUR À RISQUE</b>									
(en millions de dollars canadiens)									
					<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>		
					<b>31 juillet</b>	30 avril	31 juillet	<b>31 juillet</b>	31 juillet
					<b>2011</b>	2011	2010	<b>2011</b>	2010
	<b>Clôture</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Haut</b>	<b>Bas</b>	Moyenne	Moyenne	<b>Moyenne</b>	Moyenne	
Risque de taux d'intérêt <sup>1</sup>	<b>9,1 \$</b>	<b>13,2 \$</b>	<b>20,0 \$</b>	<b>7,7 \$</b>	14,0 \$	12,7 \$	<b>13,2 \$</b>	12,4 \$	
Risque d'écart de taux de crédit <sup>1</sup>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>	<b>4,4</b>			<b>4,8</b>		
Risque sur titres de participation	<b>5,2</b>	<b>4,4</b>	<b>5,4</b>	<b>3,3</b>	4,9	8,6	<b>5,0</b>	8,1	
Risque de change	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>6,5</b>	<b>1,2</b>	2,1	2,5	<b>2,5</b>	2,5	
Risque de marchandises	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,4</b>	1,3	0,8	<b>1,0</b>	1,2	
Risque propre aux titres de créance	<b>14,3</b>	<b>16,2</b>	<b>20,6</b>	<b>10,5</b>	13,6	15,7	<b>14,5</b>	16,2	
Effet de diversification <sup>2</sup>	<b>(17,2)</b>	<b>(21,1)</b>	<b>négl.<sup>3</sup></b>	<b>négl.<sup>3</sup></b>	(17,1)	(18,7)	<b>(21,4)</b>	(19,1)	
<b>Total de la valeur à risque</b>	<b>18,2 \$</b>	<b>20,8 \$</b>	<b>25,9 \$</b>	<b>16,1 \$</b>	<b>18,8 \$</b>	<b>21,6 \$</b>	<b>19,6 \$</b>	<b>21,3 \$</b>	

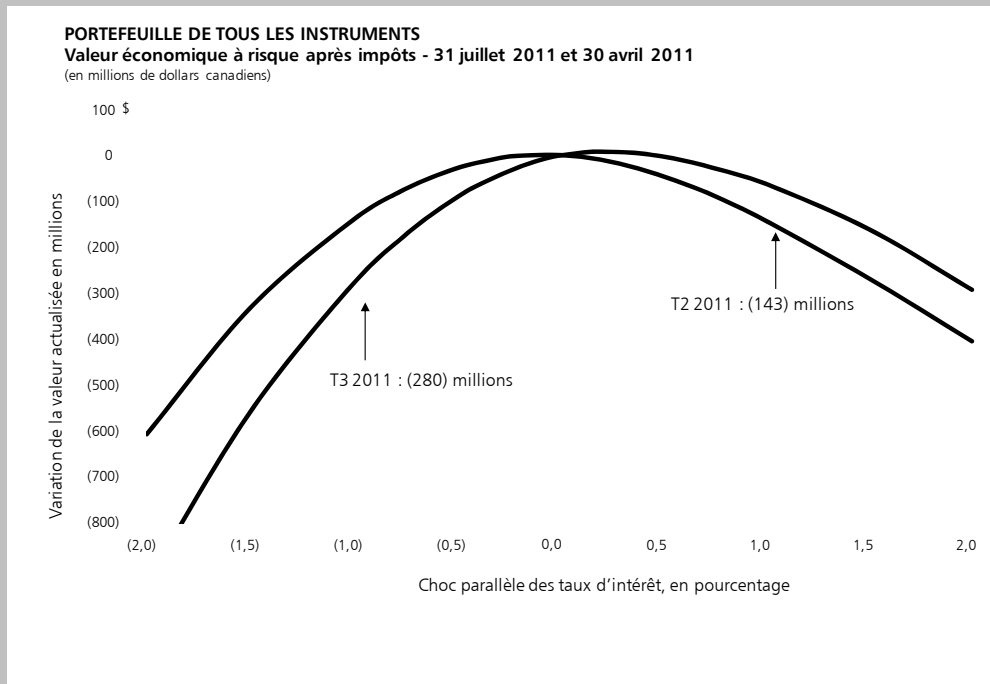
<sup>1</sup> Le risque de taux d'intérêt inclut les résultats du risque de crédit jusqu'au 22 juillet 2011. Depuis le 22 juillet 2011, le risque d'écart de taux de crédit est évalué séparément du risque de taux d'intérêt. Les périodes comparatives précédentes n'ont pas été reclassées pour tenir compte de ce changement.

<sup>2</sup> La valeur à risque globale est moins élevée que la somme de la valeur à risque des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.

<sup>3</sup> Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

**Risque de taux d'intérêt**

Le graphique qui suit présente notre exposition au risque de taux d'intérêt (mesuré par la valeur économique à risque) à l'égard de tous les actifs, passifs et instruments dérivés autres que détenus à des fins de transaction, utilisés dans le but de gérer le risque de taux d'intérêt.



Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier et, dans une moindre mesure, des stratégies de fixation de prix. Au 31 juillet 2011, une hausse immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait fait baisser de 61,7 millions de dollars après impôts la valeur économique de l'avoir des actionnaires. Une diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait fait baisser de 280,1 millions de dollars après impôts la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

Le tableau qui suit présente la sensibilité de la valeur économique de l'avoir des actionnaires (après impôts) par monnaie pour les monnaies étrangères qui exposent la Banque à un risque important.

<b>TABLEAU 26 : SENSIBILITÉ DE LA VALEUR ÉCONOMIQUE À RISQUE APRÈS IMPÔTS PAR MONNAIE</b>						
(en millions de dollars canadiens)						Aux
	31 juillet 2011		31 octobre 2010		31 juillet 2010	
	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
Dollar canadien	4,0 \$	(75,0) \$	(12,4) \$	(68,1) \$	(15,6) \$	(54,4) \$
Dollar américain	(65,7)	(205,1)	(153,0)	(48,4)	(143,5)	(69,8)
	<b>(61,7) \$</b>	<b>(280,1) \$</b>	<b>(165,4) \$</b>	<b>(116,5) \$</b>	<b>(159,1) \$</b>	<b>(124,2) \$</b>

**RISQUE D'ILLIQUIDITÉ**

En tant qu'organisation financière, nous devons nous assurer d'avoir un accès à des fonds suffisants et appropriés pour faire face à nos obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance et soutenir et faire croître nos actifs et nos activités, tant dans des conditions normales qu'en situation de crise. Dans le cas de pertes de sources de financement, nous devons pouvoir poursuivre nos activités sans être forcés de liquider des actifs non négociables et/ou de modifier considérablement notre stratégie d'affaires. La gestion du risque d'illiquidité est le processus qui nous assure un accès adéquat à des fonds et à une réserve de liquidités.

Nos exigences globales en matière de liquidité sont définies comme la somme dont nous avons besoin pour financer les sorties de fonds prévues, plus une réserve de liquidités prudente visant à financer d'éventuelles sorties de fonds en cas de dérèglement des marchés financiers ou d'un autre événement qui pourrait influencer sur notre accès au financement. Nous ne recourons à des liquidités de gros à court terme que pour le financement de titres négociables ou d'actifs à court terme.

Pour définir la somme de liquidités que nous devons détenir en tout temps pendant une période minimale de 90 jours, nous nous servons d'un scénario de «stress combiné critique», qui modélise les besoins de liquidités potentiels et la négociabilité des actifs durant une crise de confiance directement liée à notre capacité de nous acquitter de nos obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance. Outre cet événement propre à la Banque, le scénario de «stress combiné critique» intègre également l'incidence d'un événement d'illiquidité à l'échelle du marché comportant des contraintes donnant lieu à une importante réduction de l'accès à du financement à court terme et à long terme pour toutes les institutions, à une augmentation importante de notre coût de financement et à une baisse considérable de la négociabilité des actifs. Ce scénario nous assure de disposer de suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins globaux équivalant à la totalité de nos titres de créance de gros non garantis venant à échéance, les retraits possibles de dépôts de détail et commerciaux, les prélèvements éventuels de montants sur des lignes de crédit consenties inutilisées, et combler les besoins opérationnels prévus à court terme. De plus, il assure la couverture de programmes de financement soutenus par la Banque, tels que les acceptations bancaires que nous émettons pour le compte de clients et le papier commercial adossé à des actifs (PCAA).

Pour combler les besoins globaux de liquidités qui en résultent, nous détenons des actifs facilement convertibles en espèces. Les actifs doivent être négociables à court terme, être assortis d'une notation de crédit suffisante et être disponibles à la vente pour être considérés comme facilement convertibles en espèces. Les actifs liquides sont représentés selon l'écart cumulatif des liquidités d'après le moment du règlement et la capacité d'absorption du marché. Les actifs qui ne sont pas disponibles sans délai parce qu'ils servent de sûretés ou à d'autres fins semblables ne sont pas considérés comme étant facilement convertibles en espèces.

Notre situation d'actifs liquides excédentaires correspond à notre total d'actifs liquides, moins nos besoins de financement de gros non garanti, les retraits possibles de dépôts autres que de gros et l'utilisation des lignes de crédit, ainsi que les passifs éventuels venant à échéance dans une tranche de temps donnée. Le 31 juillet 2011, notre situation globale d'actifs liquides excédentaires jusqu'à 90 jours, mesurée selon le scénario de «stress combiné critique» applicable aux secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (y compris les activités canadiennes de Gestion de patrimoine) et Services bancaires de gros, s'établissait à 2,7 milliards de dollars (10,7 milliards de dollars au 31 octobre 2010). Au 31 juillet 2011, la situation d'actifs liquides excédentaires cumulatifs pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'établissait à 6,9 milliards de dollars (7 milliards de dollars au 31 octobre 2010).

Nous procédons également à un test de couverture supplémentaire des liquidités afin de mesurer notre capacité à financer nos activités de façon entièrement garantie pendant une période maximale de un an. À des fins de calcul des résultats de ce test, nous estimons la qualité marchande et le potentiel de nantissement des actifs disponibles non considérés comme liquides dans les 90 jours selon le scénario de «stress combiné critique», puis nous déduisons une estimation pour les passifs de gros et les retraits possibles de dépôts, et pour l'utilisation additionnelle de lignes de crédit avec engagement sur une période de 91 à 365 jours. Le 31 juillet 2011, notre estimation des actifs liquides, déduction faite de nos besoins, mesurée par le test de couverture supplémentaire des liquidités pour les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros, s'établissait à 15,6 milliards de dollars (15,4 milliards de dollars au 31 octobre 2010), tandis que pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, elle s'établissait à 14,7 milliards de dollars (13,4 milliards de dollars au 31 octobre 2010).

Bien que chacun de nos secteurs d'exploitation ait la responsabilité d'évaluer et de gérer ses propres risques d'illiquidité, nous gérons aussi la liquidité à l'échelle de l'entreprise afin de maintenir une gestion uniforme et efficace du risque d'illiquidité dans toutes nos activités.

Nous avons mis en place des plans de financement d'urgence afin de donner des directives en cas de crise de liquidités sur un marché local précis.

Les notations de crédit sont importantes pour nos coûts d'emprunt et notre capacité à mobiliser des capitaux. Un abaissement des notations de crédit pourrait entraîner une hausse des coûts de financement et réduire l'accès aux marchés financiers. Il pourrait aussi nuire à notre capacité de conclure, dans le cours normal des affaires, des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture et influencer sur les coûts liés à ces opérations. Nous examinons régulièrement le niveau de sûretés accru dont nos contreparties auraient besoin dans le cas d'un abaissement de la notation de crédit de la Banque. Nous sommes d'avis que l'incidence d'un abaissement d'un cran serait minime et pourrait être facilement géré dans le cours normal des affaires; toutefois, un abaissement plus important pourrait avoir une incidence davantage marquée qui se traduirait par l'augmentation de nos coûts d'emprunt ou par l'obligation de présenter des sûretés additionnelles dans l'intérêt de nos contreparties. Les notations de crédit et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent les perceptions que celles-ci ont de la Banque et peuvent changer de temps à autre en fonction de nombreux facteurs, notamment notre capacité financière, notre situation concurrentielle et notre situation de trésorerie, de même que des facteurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque, comme les méthodes utilisées par les agences de notation et les conditions touchant l'ensemble du secteur des services financiers.

**TABLEAU 27 : NOTATIONS DE CRÉDIT**

**Au 31 juillet 2011<sup>1</sup>**

Agence de notation	Notation de la dette à court terme	Notation de la dette à long terme		Perspective
		de premier rang		
Moody's	P-1		Aaa	négative
S&P	A-1+		AA-	positive
Fitch	F1+		AA-	stable
DBRS	R-1 (haut)		AA	stable

<sup>1</sup> Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Une liste plus exhaustive, incluant les notations des filiales, est disponible sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com/francais/rapports/debt/credit.jsp>. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Banque mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des structures d'accueil (SA). Nous utilisons des SA pour obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, afin d'aider nos clients à titriser leurs actifs financiers et de créer pour eux des produits de placement. Les SA peuvent être structurées en fiducies, en sociétés de personnes ou en sociétés commerciales, et elles peuvent être établies comme des structures d'accueil admissibles (SAA) ou comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité est considérée comme une EDDV, elle doit être consolidée par le principal bénéficiaire. Les SA consolidées sont présentées dans le bilan consolidé intermédiaire de la Banque.

### Titrisation d'actifs de la Banque

La Banque titre des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts automobile et des prêts hypothécaires commerciaux pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation financière. Certains prêts automobile hors bilan acquis par la Banque dans le cadre de l'acquisition de Services financiers Chrysler (pour plus de renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires) provenaient des États-Unis et ont été vendus à des structures de titrisation américaines. Au cours du trimestre, les billets émis par les structures de titrisation américaines ont été remboursés en totalité et la garantie excédentaire a été rendue à la Banque. Tous les autres produits titrisés par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures de titrisation canadiennes ou à des tiers canadiens autres que des SA. Les expositions issues de titrisations par l'intermédiaire d'importantes SA non consolidées, d'importantes SAA non consolidées et de tiers canadiens autres que des SA sont décrites ci-après :

**TABLEAU 28 : CRÉANCES TITRISÉES PAR LA BANQUE EN TANT QU'INITIATRICE<sup>1</sup>**

	(en millions de dollars canadiens)												<i>Aux</i>	
													31 octobre	
													2010	
	31 juillet 2011				SAA importantes non consolidées				SA importantes non consolidées				Tiers canadiens autres que des SA	
	Valeur comptable des droits titrisés		Valeur comptable des droits conservés		Tiers canadiens autres que des SA		SAA importantes non consolidées		SA importantes non consolidées		Tiers canadiens autres que des SA			
	Actifs	conservés	Actifs	conservés	Actifs	conservés	Actifs	conservés	Actifs	conservés	Actifs	conservés	Actifs	conservés
Prêts hypothécaires résidentiels	– \$	– \$	22 133 \$	714 \$	22 530 \$	471 \$	– \$	– \$	21 721 \$	602 \$	21 722 \$	711 \$		
Prêts aux particuliers	5 423	120	–	–	–	–	6 555	121	–	–	–	–		
Prêts hypothécaires commerciaux	–	–	98	1	704	7	–	–	49	–	564	3		
<b>Total</b>	<b>5 423 \$</b>	<b>120 \$</b>	<b>22 231 \$</b>	<b>715 \$</b>	<b>23 234 \$</b>	<b>478 \$</b>	<b>6 555 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>21 770 \$</b>	<b>602 \$</b>	<b>22 286 \$</b>	<b>714 \$</b>		

<sup>1</sup> La Banque, dans toutes les opérations de titrisation qu'elle a entreprises relativement à ses propres actifs, a agi en tant que banque initiatrice et a conservé un risque de titrisation.

### Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque peut être exposée aux risques liés aux prêts transférés dans les structures de titrisation par l'intermédiaire des droits conservés. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels titrisés, ces prêts étant tous garantis par un gouvernement.

### Prêts aux particuliers

La Banque titre des prêts aux particuliers au moyen de SAA, ainsi qu'au moyen de conduits monocédants par l'entremise de SAA. Au 31 juillet 2011, l'encours du papier commercial émis par les conduits monocédants s'établissait à 5,1 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars au 31 octobre 2010), alors que l'encours des billets à terme émis par une autre SAA soutenue par la Banque s'élevait à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2010). Bien que la probabilité de perte ait été négligeable au 31 juillet 2011, le risque éventuel maximal de perte auquel la Banque est exposée pour ces conduits, du seul fait des facilités de liquidité fournies, était de 5,1 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars au 31 octobre 2010), dont une tranche de 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard de dollars au 31 octobre 2010) se rapportaient à des prêts aux particuliers qui étaient assurés par un gouvernement. En outre, la Banque disposait de droits conservés de 120 millions de dollars (121 millions de dollars au 31 octobre 2010) liés à la marge excédentaire. Dans le cadre de l'acquisition de Services financiers Chrysler, la Banque a acquis des prêts automobile titrisés au moyen de conduits multicédants. Au cours du trimestre, les billets dans ces structures ont été remboursés en totalité et la garantie excédentaire a été rendue à la Banque.

### Prêts hypothécaires commerciaux

La Banque peut être exposée aux risques liés aux prêts transférés dans les structures de titrisation par l'intermédiaire des droits conservés. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires commerciaux titrisés, ces prêts étant tous garantis par un gouvernement.

### Titrisation d'actifs initiés par des tiers

La Banque gère des conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir un rehaussement de crédit. Les actifs initiés par des tiers sont titrisés par l'entremise de SA soutenues par la Banque, mais qui ne sont pas consolidées par la Banque. Au 31 juillet 2011, le risque éventuel maximal de perte que courait la Banque étant donné les droits qu'elle détient dans le papier commercial et les facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 4,3 milliards de dollars (5,3 milliards

de dollars au 31 octobre 2010). De plus, au 31 juillet 2011, la Banque s'était engagée à fournir des facilités de liquidité additionnelles de 1,9 milliard de dollars (1,8 milliard de dollars au 31 octobre 2010) à l'égard de PCAA qui pourrait être émis plus tard dans le cadre de l'acquisition d'actifs spécifiques. Au 31 juillet 2011, la Banque fournissait également un rehaussement de crédit spécifique de 69 millions de dollars (73 millions de dollars au 31 octobre 2010) pour des transactions.

L'ensemble des actifs titrisés par des tiers soutenus par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures d'accueil canadiennes. Le tableau suivant présente des informations sur les conduits de PCAA multicédants qui sont gérés par la Banque.

**TABLEAU 29 : EXPOSITION AUX ACTIFS DE TIERS TITRISÉS PAR DES CONDUITS SOUTENUS PAR LA BANQUE**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2011		Aux 31 octobre 2010	
	Exposition et notations des SA non consolidées AAA <sup>1</sup>	Durée moyenne pondérée prévue (en années) <sup>2</sup>	Exposition et notations des SA non consolidées AAA <sup>1</sup>	Durée moyenne pondérée prévue (en années) <sup>2</sup>
Prêts hypothécaires résidentiels	1 445 \$	2,7	1 637 \$	3,0
Prêts sur cartes de crédit	244	1,5	500	1,7
Prêts et crédit-bail – automobile	1 201	1,9	1 561	1,7
Prêts et crédit-bail – matériel	166	0,8	306	1,1
Comptes clients	1 228	2,9	1 287	2,2
<b>Total</b>	<b>4 284 \$</b>	<b>2,4</b>	<b>5 291 \$</b>	<b>2,2</b>

<sup>1</sup> L'exposition totale de la Banque découlant des facilités de liquidité n'est liée qu'aux actifs notés AAA.

<sup>2</sup> La durée moyenne pondérée prévue pour chaque type d'actifs est fonction de chacun des engagements d'acquisition restants du conduit pour les ensembles renouvelables et de la durée moyenne pondérée prévue pour les actifs des ensembles décroissants.

Au 31 juillet 2011, la Banque détenait 193 millions de dollars (354 millions de dollars au 31 octobre 2010) de PCAA émis par des conduits multicédants et des conduits monocédants soutenus par la Banque, dans la catégorie des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction dans son bilan consolidé intermédiaire.

**Exposition à des conduits soutenus par des tiers**

La Banque est exposée à des conduits soutenus par des tiers aux États-Unis en raison de facilités de liquidité consenties de 334 millions de dollars au 31 juillet 2011 (néant au 31 octobre 2010) dont aucune (aucune au 31 octobre 2010) n'a été utilisée. Les actifs compris dans ces conduits consistent en des billets de particuliers adossés par des prêts automobile. Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2011 et par la suite, ces actifs ont maintenu des notations attribuées par diverses agences de notation, variant de AAA à AA.

L'exposition de la Banque à des conduits de tiers canadiens sous forme de facilités de financement de marge au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010 était négligeable.

**Exposition aux titres adossés à des créances**

Depuis la décision prise en 2005 de mettre fin à ses activités de produits structurés, la Banque ne crée plus de structures de titres adossés à des créances. La juste valeur nette de la protection non financée des titres adossés à des créances était de (5) millions de dollars au 31 juillet 2011 ((3) millions de dollars au 31 octobre 2010), et représente les expositions résiduelles compte non tenu des couvertures. Ces titres adossés à des créances sont composés de titres de créance de sociétés et ne sont pas exposés aux prêts hypothécaires à risque américains. Toutes les expositions sont gérées selon des limites de risque approuvées par le groupe Gestion des risques de la Banque et sont couvertes au moyen de divers instruments financiers, y compris des dérivés de crédit et des obligations au sein du portefeuille de négociation. Les positions de la Banque dans des titres adossés à des créances sont évaluées à la juste valeur selon des techniques d'évaluation intégrant des données importantes inobservables sur les marchés et sont incluses dans le niveau 3 de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur comme elle est présentée à la note 29 afférente aux états financiers consolidés 2010.

**Ententes de crédit de financement adossé**

Les «engagements de crédit» qui sont présentés à la note 31 afférente aux états financiers consolidés de 2010 sont aussi des ententes de financement adossé. Les ententes de financement adossé sont des engagements à fournir un financement à un emprunteur de gros dont le degré d'endettement est plus élevé, selon son ratio d'endettement, par rapport à son secteur d'activité. L'exposition de la Banque à des engagements de financement adossé n'était pas importante au 31 juillet 2011 (ni au 31 octobre 2010).

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Banque.

<b>TABLEAU 30 : RÉSULTATS TRIMESTRIELS</b>								
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
	<i>Trois mois terminés les</i>							
	<b>2011</b>				2010			
	<b>31 juillet</b>	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril	31 janv.	31 oct.
Revenu d'intérêts net	<b>3 303</b> \$	3 079 \$	3 165 \$	2 983 \$	2 921 \$	2 790 \$	2 849 \$	2 825 \$
Revenus autres que d'intérêts	<b>2 044</b>	2 043	2 295	2 034	1 823	1 977	2 188	1 893
<b>Total des revenus</b>	<b>5 347</b>	5 122	5 460	5 017	4 744	4 767	5 037	4 718
Provision pour pertes sur créances	<b>374</b>	343	414	404	339	365	517	521
Frais autres que d'intérêts	<b>3 207</b>	3 201	3 193	3 263	2 966	2 953	2 981	3 095
Charge d'impôts sur les bénéfices	<b>348</b>	287	343	374	310	308	270	132
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>27</b>	25	26	27	26	26	27	27
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>59</b>	66	57	45	74	61	55	67
<b>Bénéfice net – comme présenté</b>	<b>1 450</b>	1 332	1 541	994	1 177	1 176	1 297	1 010
<b>Rajustements pour les éléments à noter<sup>1</sup> :</b>								
Amortissement des actifs incorporels <sup>2</sup>	<b>102</b>	108	112	115	117	123	112	116
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	<b>(3)</b>	(6)	(81)	8	14	(23)	(4)	73
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	<b>28</b>	16	13	18	5	–	46	89
Diminution (augmentation) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	<b>(5)</b>	(2)	3	4	(9)	2	7	19
Économie d'impôts sur les bénéfices liée à une modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	–	–	–	–	–	–	(11)	–
Reprise de provision pour réclamations d'assurance	–	–	–	–	–	–	(17)	–
Augmentation (reprise) de la provision générale dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros <sup>3</sup>	–	–	–	–	–	(44)	–	–
Entente avec l'Agence du revenu du Canada	–	–	–	121	–	–	–	–
Frais d'intégration liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler	<b>6</b>	3	–	–	–	–	–	–
<b>Total des rajustements pour les éléments à noter</b>	<b>128</b>	119	47	266	127	58	133	297
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>1 578</b>	1 451	1 588	1 260	1 304	1 234	1 430	1 307
Dividendes sur actions privilégiées	<b>43</b>	40	49	48	49	48	49	48
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>1 535</b> \$	1 411 \$	1 539 \$	1 212 \$	1 255 \$	1 186 \$	1 381 \$	1 259 \$
<b>(en dollars canadiens, sauf indication contraire)</b>								
<b>Bénéfice de base par action</b>								
Comme présenté	<b>1,59</b> \$	1,46 \$	1,70 \$	1,08 \$	1,30 \$	1,31 \$	1,45 \$	1,12 \$
Rajusté	<b>1,73</b>	1,60	1,75	1,39	1,44	1,37	1,61	1,47
<b>Bénéfice dilué par action</b>								
Comme présenté	<b>1,58</b>	1,46	1,69	1,07	1,29	1,30	1,44	1,12
Rajusté	<b>1,72</b>	1,59	1,74	1,38	1,43	1,36	1,60	1,46
<b>Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires</b>	<b>14,4</b> %	14,0 %	15,5 %	9,7 %	12,2 %	13,0 %	14,0 %	11,0 %

<sup>1</sup> Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

<sup>2</sup> À compter du premier trimestre de 2011, l'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des actifs incorporels. Aux fins des éléments à noter seulement, l'amortissement des logiciels est exclu de l'amortissement des actifs incorporels.

<sup>3</sup> À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Provision générale dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros».

## CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque, qui sont présentés aux pages 48 à 69 du présent rapport aux actionnaires, sont dressés selon les PCGR. Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés 2010 de la Banque. Les conventions comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles utilisées dans les états financiers consolidés 2010 de la Banque.

### Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques restent inchangées par rapport à celles présentées dans le rapport annuel 2010 de la Banque.

### Modifications de conventions comptables futures

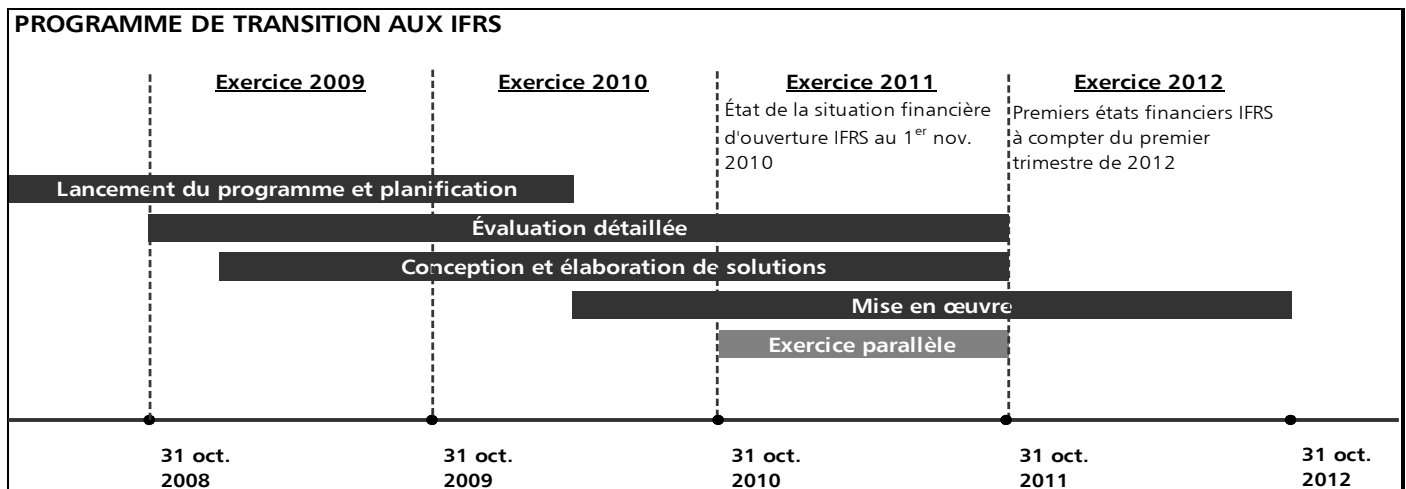
#### Conversion aux Normes internationales d'information financière à l'exercice 2012

La Banque fera la transition des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Les états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice 2012 comprendront un état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS au 1<sup>er</sup> novembre 2010 («état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS»), les résultats financiers comparatifs de l'exercice 2011 selon les IFRS, des rapprochements transitoires connexes et des notes complémentaires.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada; il existe toutefois des différences pour certains éléments, comme la comptabilisation, l'évaluation et les informations à fournir, qui pourraient influencer de manière importante sur les conventions comptables et les processus administratifs connexes de la Banque. La Banque poursuit la finalisation de l'évaluation de l'incidence de sa transition aux IFRS, dont il est question ci-après.

#### a) Sommaire du programme de transition aux IFRS

Afin de gérer la transition aux IFRS, la Banque a mis en œuvre, pour l'ensemble de ses activités, un programme exhaustif qui repose sur un cadre de gouvernance établi. Les principales activités du programme de transition aux IFRS comprennent l'élaboration d'un cadre de gouvernance pour le projet, la mise à jour des méthodes comptables, la préparation des états financiers, l'acquisition d'une expertise dans la présentation de l'information financière, la détermination de l'incidence sur les processus administratifs et les technologies de l'information, la mise en place des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et la mise en place des contrôles et des procédures de communication de l'information, y compris les relations avec les investisseurs et les plans de communication. Le plan de mise en œuvre de la Banque est composé des phases suivantes : i) Lancement du programme et planification; ii) Évaluation détaillée; iii) Conception et élaboration de solutions; et iv) Mise en œuvre.





ACTIVITÉS CLÉS ET JALONS	PHASE CONNEXE	ÉTAT D'AVANCEMENT
<b>1. Cadre de gouvernance du projet</b>		
<p>Établir la structure du programme et la faire connaître, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Former le comité directeur et les équipes de projet, soit les groupes Finances, Technologie, Vérification interne et Programme.</li> <li>• Établir des protocoles pour la présentation des progrès accomplis et des pratiques de gestion de projet.</li> <li>• Déterminer des processus pour obtenir un consensus à l'égard des décisions clés et de la supervision du projet.</li> <li>• Tenir des séances d'information donnant un aperçu des IFRS à différents niveaux au sein de la Banque.</li> </ul>	<p>Lancement du programme et planification; Évaluation détaillée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les jalons ont été réalisés.</li> <li>• Le comité directeur est tenu au courant de l'état du projet et des décisions clés qui sont prises en matière de politique. Le comité de vérification reçoit des rapports d'étape périodiques. Les services de conseillers externes ont été retenus pour certains éléments de l'analyse IFRS. Les parties intéressées externes de la Banque, dont le BSIF et les vérificateurs externes, sont informées des progrès accomplis.</li> </ul>
<b>2. Méthodes comptables</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effectuer une comparaison détaillée entre les IFRS et les PCGR du Canada pour déterminer les effets sur les méthodes comptables de la Banque.</li> </ul>	<p>Évaluation détaillée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada ont été relevées et analysées (voir <i>Sommaire des principales différences</i>, ci-après).</li> <li>• Les autres différences entre les IFRS et les PCGR du Canada dont l'incidence devrait être moindre et qui n'exigent que peu de changements aux processus administratifs ont également été relevées et analysées (voir le sommaire des autres différences plus loin).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyser et déterminer les méthodes pour lesquelles d'autres choix sont permis.</li> </ul>	<p>Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque a analysé les autres options disponibles pour ses principales méthodes comptables et a achevé une évaluation préliminaire des options qu'elle choisira.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyser les exemptions prévues par l'IFRS 1, <i>Première application des Normes internationales d'information financière</i>, et établir celles dont la Banque se prévaut à la transition.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque a analysé les exemptions disponibles en vertu de l'IFRS 1 et a terminé une évaluation de certaines des exemptions qu'elle prévoit appliquer à la transition (voir <i>Première application des IFRS</i>, ci-après).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relever les incidences fiscales résultant des décisions liées à la première application et des différences entre les méthodes comptables.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque termine son évaluation des incidences fiscales des décisions liées à la première application des IFRS et des ajustements transitoires et les incidences fiscales continues découlant des différences entre les méthodes comptables.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre les changements des principales méthodes comptables.</li> </ul>	<p>Mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les analyses techniques comptables pour l'ensemble des normes IFRS qui devraient avoir une incidence sur la Banque sont achevées.</li> <li>• Les principales méthodes comptables à revoir ont été relevées et la Banque poursuit la mise à jour de celles-ci.</li> </ul>
<b>3. Préparation et publication des états financiers</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relever les changements importants à refléter dans les notes complémentaires et la présentation des états financiers.</li> </ul>	<p>Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les changements importants aux notes complémentaires et à la présentation des états financiers ont été relevés, des ébauches ont été préparées et les données requises sont en train d'être recueillies.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer l'incidence de la transition sur l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS.</li> </ul>	<p>Conception et élaboration de solutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une analyse de l'incidence sur l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS de la Banque a été préparée aux fins d'examen interne. L'incidence définitive de la transition de la Banque aux IFRS peut changer jusqu'à ce que les décisions à l'égard des exemptions aux termes de l'IFRS 1 et des méthodes comptables soient arrêtées.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recueillir les données et préparer l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS et l'information financière comparative, y compris les rapprochements transitoires connexes et les notes complémentaires.</li> </ul>	<p>Mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une ébauche de l'état de la situation financière consolidé d'ouverture a été préparée à des fins d'examen interne, et elle pourrait évoluer à mesure que la Banque finalisera ses choix d'exemptions selon l'IFRS 1 et ses décisions liées aux méthodes comptables au cours de l'exercice 2011.</li> <li>• Les ébauches des rapprochements transitoires des PCGR du Canada et des IFRS et des notes complémentaires connexes, comme il est exigé par l'IFRS 1, ont été préparées aux fins d'examen interne.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Publication des états financiers consolidés selon les IFRS, y compris l'état de la situation</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• En vigueur pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012.</li> </ul>

ACTIVITÉS CLÉS ET JALONS	PHASE CONNEXE	ÉTAT D'AVANCEMENT
<p>financière consolidé d'ouverture selon les IFRS, les rapprochements transitoires et les notes complémentaires.</p>		
<b>4. Information financière et connaissance des IFRS</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trouver du personnel qualifié et d'expérience en information financière selon les IFRS et en gestion de projets.</li> <li>• Donner de la formation sur les IFRS au personnel clé des finances et de l'exploitation, y compris aux responsables des procédés administratifs.</li> <li>• Instruire la direction, le comité directeur et le comité de vérification sur les incidences des IFRS.</li> </ul>	<p>Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les jalons ont été réalisés.</li> <li>• Des spécialistes en IFRS, du personnel des finances et de l'exploitation et des gestionnaires de projets ont été réunis pour former une équipe de projet.</li> <li>• De la formation sur les IFRS a été donnée aux principales parties intéressées internes, et continue d'être donnée au besoin.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer un programme de formation sur les IFRS pour l'ensemble des finances.</li> </ul>	<p>Conception et élaboration de solutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des séances de formation et de perfectionnement professionnel sur des sujets techniques des IFRS sont offertes de façon continue à tout le personnel des finances. La Banque tient également des séances d'information régulières sur les IFRS à l'intention des membres du comité directeur, du comité de vérification, de la haute direction et de certaines parties intéressées.</li> <li>• Des directives sur des points particuliers continueront d'être fournies au personnel touché des finances et de l'exploitation.</li> </ul>
<b>5. Incidences sur les activités</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminer les incidences importantes de la transition aux IFRS sur les activités, notamment les processus prévisionnels, les modes de rémunération, les fonds propres réglementaires, les activités de couverture et d'autres contrats importants.</li> </ul>	<p>Évaluation détaillée; Mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les effets des IFRS commencent à être répercutés progressivement par la Banque dans les processus sur les prévisions et les fonds propres.</li> <li>• Les modes de rémunération de la Banque ne devraient pas être touchés de façon importante.</li> <li>• Des modifications ont été apportées aux processus et aux systèmes afin de répondre aux changements ayant une incidence sur les activités de couverture de la Banque, principalement le fait que certains actifs titrisés ne seront plus admissibles à la décomptabilisation selon les IFRS.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminer l'incidence des IFRS sur les clients externes de la Banque qui adoptent les IFRS et l'incidence sur les états financiers et les clauses restrictives des contrats de prêt de ces clients.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque examine les informations fournies par les clients externes qui ont adopté les IFRS et d'autres informations disponibles faisant état des changements dans les états financiers de ces clients afin d'évaluer l'incidence possible sur les pratiques de prêt de la Banque. Cet examen se poursuivra en 2011.</li> </ul>
<b>6. Technologies de l'information</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminer les changements à apporter aux systèmes de technologie de l'information et aux processus de conception afin de préparer un état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS.</li> <li>• Élaborer une solution pour la saisie de l'information financière selon les PCGR du Canada et de l'information selon les IFRS au cours de l'exercice 2011.</li> <li>• Concevoir, développer et tester les changements liés aux processus et à la technologie.</li> </ul>	<p>Évaluation détaillée; Conception et élaboration de solutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une solution a été mise en œuvre pour la saisie de l'information financière selon les PCGR du Canada et les IFRS au cours de l'exercice 2011.</li> <li>• Un environnement de présentation de l'information financière a été mis en œuvre afin d'assurer le suivi de tous les ajustements requis pour effectuer la transition des PCGR du Canada aux IFRS et pour produire l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS, les états financiers comparatifs de l'exercice 2011, les rapprochements transitoires connexes et les notes complémentaires.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tester les autres nouveaux processus et nouvelles technologies de l'information.</li> </ul>	<p>Mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les tests sur certains nouveaux processus et changements de technologies sont en cours.</li> </ul>
<b>7. Activités liées aux contrôles : CIIF et CPCI; y compris les relations avec les investisseurs et les plans de communication</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dresser une liste des changements à apporter aux contrôles internes d'après les changements devant être apportés aux processus et aux technologies, et la mettre à jour.</li> <li>• Pour tous les changements importants qui ont été relevés comme devant être apportés aux conventions et aux procédures, évaluer l'efficacité des CIIF et des CPCI et mettre en œuvre tous les changements nécessaires.</li> </ul>	<p>Conception et élaboration de solutions; Mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des parties intéressées ont commencé à participer à la conception et à la mise en œuvre de contrôles et procédures quant au processus de transition aux IFRS et autres changements qui auront une incidence continue après la transition.</li> <li>• La contribution de la Vérification interne et du Bureau des contrôles financiers a été sollicitée pour examiner le processus de transition aux IFRS de la Banque pendant l'exercice 2011 et leur examen est actuellement en cours.</li> </ul>

ACTIVITÉS CLÉS ET JALONS	PHASE CONNEXE	ÉTAT D'AVANCEMENT
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir et mettre en œuvre des contrôles internes sur le processus de transition aux IFRS.</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir un plan de communication pour faire connaître aux parties intéressées externes les incidences de la transition aux IFRS.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque continue de travailler sur son plan de communication, à certaines parties intéressées externes, des incidences prévues de la transition aux IFRS.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communiquer aux parties intéressées externes l'incidence de la transition aux IFRS.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• La communication se poursuivra, et des renseignements supplémentaires seront fournis lorsque des décisions seront prises de façon définitive à l'égard des principales méthodes comptables et de leur mise en œuvre.</li> </ul>

**b) Première application des IFRS**

En général, les changements comptables découlant de la transition aux IFRS seront reflétés de manière rétrospective dans l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS de la Banque. Dans les cas où la transition aura été comptabilisée de manière rétrospective, l'état de la situation financière consolidé selon les IFRS sera présenté comme si les IFRS avaient toujours été appliquées, et les rajustements pour tenir compte de toute différence entre les PCGR du Canada et les IFRS seront répercutés dans les résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS. Les choix initiaux qui seront faits au moment de l'adoption des IFRS (IFRS 1) prescrivent certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective de certaines normes et permettent des exemptions facultatives à l'égard d'autres normes. Pour la Banque, des exemptions facultatives importantes touchent la comptabilisation de ce qui suit : i) les avantages sociaux futurs, ii) les regroupements d'entreprises, iii) la désignation des instruments financiers, et iv) la conversion des monnaies étrangères. L'application de certaines de ces exemptions influera sur les résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS et pourrait aussi toucher leur comptabilisation au cours des périodes suivant la transition aux IFRS. Ces exemptions, jumelées à certains autres choix, auront aussi une incidence sur les fonds propres réglementaires de la Banque. Toutefois, le BSIF a publié une directive qui permet à la Banque d'échelonner l'incidence des IFRS sur les fonds propres réglementaires de première catégorie sur une période de cinq trimestres débutant au premier trimestre de l'exercice 2012. La Banque a préparé des estimations de l'incidence des principales exemptions facultatives dont elle devrait se prévaloir à partir de l'information la plus récente mise à sa disposition. Ces estimations pourraient toutefois changer considérablement à mesure que la Banque arrêtera ses choix en vertu de l'IFRS 1 et que de plus amples renseignements seront mis à sa disposition.

Un sommaire des principales exemptions facultatives est présenté ci-dessous.

CHAMP DES IFRS	PRINCIPALES EXEMPTIONS FACULTATIVES ET DÉCISIONS
<b>Avantages sociaux futurs</b>	La Banque peut choisir de comptabiliser tout gain actuariel ou toute perte actuarielle non amorti(e) dans ses résultats non distribués d'ouverture selon l'IFRS 1. La Banque choisira de se prévaloir de cette exemption facultative. Au 31 octobre 2010, les pertes actuarielles non amorties (lesquelles ont été évaluées en date du 31 juillet 2010) selon les PCGR du Canada étaient d'environ 1,2 milliard de dollars avant impôts (880 millions de dollars après impôts). Cet élément diminuera les fonds propres réglementaires de première catégorie. La perte actuarielle non amortie que la Banque comptabilisera dans ses résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS pourrait différer de ce montant puisqu'elle a été évaluée en date du 1 <sup>er</sup> novembre 2010.
<b>Regroupements d'entreprises</b>	La Banque peut choisir de ne pas appliquer l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> (IFRS 3), à tous les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS, ou encore elle peut choisir une date avant la date de transition et appliquer l'IFRS 3 à tous les regroupements d'entreprises réalisés après cette date. La Banque pourrait se prévaloir de cette exemption facultative et choisir une date antérieure à la date de la transition et appliquer l'IFRS 3 à tous les regroupements d'entreprises réalisés après cette date. Si la Banque se prévalait de cette exemption facultative, il pourrait y avoir une différence entre le prix d'acquisition selon les IFRS et celui auparavant calculé selon les PCGR du Canada en raison de certaines différences, comme l'évaluation d'une contrepartie en actions, ainsi que dans la comptabilisation des actifs incorporels, des coûts de transaction et des frais de restructuration, comme il est expliqué plus en détail ci-dessous. Ces différences pourraient entraîner une diminution de l'écart d'acquisition et de l'avoir des actionnaires. Cette diminution n'est le fait que des différences comptables entre les IFRS et les PCGR du Canada et son incidence sur les fonds propres réglementaires de première catégorie devrait être négligeable.
<b>Désignation des instruments financiers</b>	Selon l'IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i> , les entités ne sont autorisées à effectuer des désignations qu'au moment de la comptabilisation initiale. L'IFRS 1 offre aux entités la possibilité d'effectuer des désignations à la date de transition aux IFRS. Plus particulièrement, au moment de la transition, l'IFRS 1 autorise la Banque a) à désigner des actifs financiers comme disponibles à la vente et b) à désigner tout actif financier ou passif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, à condition que l'actif ou le passif remplisse les critères IFRS à cette date. La Banque a redésigné certains de ses actifs financiers au moment de la transition aux IFRS.
<b>Conversion des monnaies étrangères</b>	La Banque peut choisir de reclasser dans les résultats non distribués l'ensemble des écarts de conversion inscrits dans les autres éléments du résultat étendu au moment de la transition. La Banque choisira de se prévaloir de cette exemption facultative; cependant, le montant à reclasser ne sera pas connu avec certitude avant que l'ensemble des ajustements au titre des choix initiaux au moment de l'adoption des IFRS ne soient finalisés et avant que les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS n'aient été comptabilisés dans les résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS. L'écart de conversion cumulé que la Banque a comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu selon les

CHAMP DES IFRS	PRINCIPALES EXEMPTIONS FACULTATIVES ET DÉCISIONS
	PCGR du Canada au 31 octobre 2010 s'établissait à environ 2,9 milliards de dollars. Cet élément représente un reclassement dans l'avoir des actionnaires n'ayant aucune incidence sur les fonds propres de première catégorie de la Banque.

**c) Sommaire des principales différences**

Les principales différences relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada comprennent i) la décomptabilisation des instruments financiers (titrisations), ii) les consolidations, iii) les regroupements d'entreprises, et iv) les avantages sociaux futurs. La Banque a préparé des estimations préliminaires de l'incidence de certaines des principales différences relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada. Ces estimations pourraient changer considérablement à mesure que de plus amples renseignements seront mis à la disposition de la Banque. Un sommaire des principales différences est présenté ci-dessous.

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	PRINCIPALES DIFFÉRENCES RELATIVES AU TRAITEMENT COMPTABLE	PRINCIPALES INCIDENCES POSSIBLES
<b>Désignation des instruments financiers (titrisations)</b>	<p><b>PCGR du Canada</b> Selon les PCGR du Canada, la décomptabilisation repose sur l'abandon par la Banque du contrôle sur les actifs cédés.</p> <p><b>IFRS</b> Selon les IFRS, la décomptabilisation repose surtout sur le transfert par la Banque de pratiquement tous les risques et avantages attachés à la propriété.</p> <p><b>Analyse</b> Le modèle retenu pour la décomptabilisation des actifs financiers selon les IFRS diffère sensiblement de celui suivi selon les PCGR du Canada. Ainsi, la Banque prévoit que la plupart des cessions d'actifs financiers qui étaient auparavant admissibles à la décomptabilisation selon les PCGR du Canada ne le seront plus selon les IFRS. Ces actifs seront présentés à l'état de la situation financière consolidé au moment de la transition de la Banque aux IFRS, ce qui fera augmenter le total des actifs et le total des passifs. Par exemple, selon les IFRS, la Banque ne prévoit pas que ses transferts de prêts hypothécaires par l'entremise du Programme d'obligations hypothécaires du Canada seront admissibles à la décomptabilisation. Comme ces transferts représentent des opérations de financement, la Banque ne réalisera dorénavant plus de gains ou de pertes sur titrisation à la cession des prêts hypothécaires. Au moment de la transition, les résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS refléteront l'incidence de la comptabilisation des cessions des exercices précédents à titre d'opérations de financement plutôt qu'à titre d'opérations de vente. Si des actifs financiers cédés devaient rester dans l'état de la situation financière consolidé selon les IFRS, les stratégies de gestion des risques et de gestion des actifs et des passifs de la Banque pourraient être touchées. La Banque continue d'évaluer l'incidence de cette différence inhérente aux IFRS de même que tout effet que cette différence pourrait avoir sur ses fonds propres réglementaires.</p> <p>En décembre 2010, l'IASB a publié certaines modifications à l'IFRS 1. En raison de ces modifications, la Banque devra appliquer de manière prospective les exigences relatives à la décomptabilisation selon l'IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>, au moment de la transition aux IFRS. Toutefois, l'IFRS 1 l'autorise à choisir une date à partir de laquelle elle appliquera rétrospectivement ces exigences. En février 2011, le BSIF a publié un avis imposant l'application prospective des exigences relatives à la décomptabilisation selon l'IAS 39 pour les opérations survenues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. La Banque a analysé les incidences des modifications apportées par l'IASB et de l'avis du BSFI, et elle a appliqué les exigences relatives à la décomptabilisation de l'IAS 39 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004.</p>	<p><b>Incidence prévue sur l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS</b> La Banque estime que le total de l'actif et le total du passif inscrits à l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS augmenteront d'environ 50 milliards de dollars. Elle s'attend aussi à un ajustement des résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS, car des gains ou des pertes déjà comptabilisés à l'égard de certaines opérations de titrisation qui ne sont pas admissibles à la décomptabilisation selon les IFRS seront contrepassés. Cette contrepassation de gains ou de pertes devrait avoir une incidence sur les fonds propres de première catégorie.</p> <p><b>Modifications de normes futures</b> L'IASB étudie la possibilité d'apporter aux IFRS des changements à ce champ d'application; toutefois, il est peu probable que ces changements soient obligatoires avant que la Banque fasse la transition aux IFRS.</p>
<b>Consolidation</b>	<p><b>PCGR du Canada</b> Selon les PCGR du Canada, la Banque ne consolide une SA que si elle est exposée à la majorité des pertes prévues de la SA ou si elle a droit à la majorité du rendement résiduel prévu de la SA, ou les deux. En outre, les PCGR du Canada prévoient une exemption pour la consolidation des SA structurées comme des SAA, lorsque certaines conditions sont remplies.</p>	<p><b>Incidence prévue sur l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS</b> Des augmentations des participations ne donnant pas le contrôle et des variations des résultats non distribués pourraient être comptabilisées en raison de cette différence.</p>

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	PRINCIPALES DIFFÉRENCES RELATIVES AU TRAITEMENT COMPTABLE	PRINCIPALES INCIDENCES POSSIBLES
	<p><b>IFRS</b> Selon les IFRS, la consolidation des SA repose sur le fait que la Banque a le contrôle sur une SA. En outre, le concept des SAA est inexistant selon les IFRS.</p> <p><b>Analyse</b> La Banque prévoit donc que, au moment de la transition aux IFRS, elle consolidera certaines entités ad hoc qui, actuellement, ne sont pas consolidées comme SA selon les PCGR du Canada. La consolidation d'entités auparavant non consolidées pourrait entraîner une hausse des actifs, des passifs et des participations ne donnant pas le contrôle. De plus, il pourrait en découler la contrepassation de gains ou de pertes auparavant comptabilisés dans les résultats non distribués d'ouverture selon les IFRS lors d'opérations menées avec ces entités. La Banque est en train d'évaluer l'incidence qu'aura sur ses fonds propres réglementaires la consolidation selon les IFRS d'entités ad hoc qui n'étaient pas déjà consolidées. Par ailleurs, la consolidation d'entités auparavant non consolidées pourrait entraîner une variation des positions d'actifs et de passifs, ce qui pourrait aussi influencer sur les stratégies de couverture de la Banque.</p>	<p><b>Modifications de normes futures</b> L'IASB a récemment publié une norme révisée sur la consolidation; toutefois, cette norme ne sera pas obligatoire avant que la Banque fasse la transition aux IFRS.</p>
<p><b>Avantages sociaux futurs</b></p>	<p><b>PCGR du Canada</b> Selon les PCGR du Canada, il n'y a pas de différence entre la comptabilisation des tranches des avantages acquis et non acquis du coût des modifications de régime, l'amortissement se faisant dans les deux cas sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des membres du régime. En outre, les PCGR du Canada permettent un choix entre deux méthodes comptables à l'égard des gains et des pertes actuariels. La méthode comptable de la Banque consiste à amortir l'excédent, le cas échéant, du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % des obligations au titre des prestations projetées ou 10 % de la juste valeur des actifs des régimes, selon le montant le plus élevé, sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des membres actifs.</p> <p><b>IFRS</b> Selon les IFRS, le coût des modifications de régime est comptabilisé immédiatement lorsqu'il se rapporte aux avantages acquis; sinon, il est comptabilisé sur le reste de la période d'acquisition des droits. La méthode de la Banque à l'égard de la comptabilisation des gains et des pertes actuariels selon les PCGR du Canada fait partie du choix de méthodes comptables permis aux termes des IFRS.</p> <p><b>Analyse</b> Compte tenu de cette différence relative aux coûts des modifications de régime, au moment de la transition aux IFRS, la Banque devra comptabiliser la tranche acquise du coût des modifications de régime au moment où les avantages sont accordés et comptabiliser la charge relative aux avantages non acquis plus rapidement qu'aux termes des PCGR du Canada. La Banque prévoit que la méthode de comptabilisation des gains et des pertes actuariels ne changera pas à la transition aux IFRS.</p>	<p><b>Incidence prévue sur l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS</b> Outre l'incidence de l'exemption facultative en vertu de l'IFRS 1 discutée précédemment, la Banque s'attend à ce que son coût des services passés non amorti en date du 1<sup>er</sup> novembre 2010 ait des répercussions. Cette différence entre les PCGR du Canada et les IFRS devrait donner lieu à une réduction des résultats non distribués, avec un ajustement correspondant au titre de l'actif et du passif.</p> <p><b>Modifications de normes futures</b> L'IASB a récemment publié une norme révisée sur la comptabilisation des avantages sociaux futurs; toutefois, cette norme ne sera pas obligatoire avant que la Banque fasse la transition aux IFRS.</p>
<p><b>Regroupements d'entreprises</b></p>	<p><b>PCGR du Canada</b> <u>Évaluation d'une contrepartie en actions</u> Les actions émises à titre de contrepartie sont évaluées à leur cours sur une durée raisonnable avant et après la date à laquelle sont convenues et annoncées les conditions du regroupement d'entreprises. <u>Frais de restructuration</u> Les coûts relatifs au plan d'un acquéreur visant à sortir d'une activité, ou encore à mettre fin à l'emploi ou à relocaliser des employés d'une entreprise sont comptabilisés à titre de passif dans la répartition du prix d'acquisition. <u>Frais connexes à l'acquisition</u> Les frais connexes à l'acquisition (c.-à-d. les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseillers, de juristes, etc.) sont inclus dans la répartition du prix d'acquisition.</p>	<p><b>Incidence prévue sur l'état de la situation financière consolidé d'ouverture selon les IFRS</b> (y compris l'incidence de certaines exemptions facultatives aux termes de l'IFRS 1; se reporter à l'incidence estimative indiquée à la rubrique «Première application des IFRS», plus haut).</p>

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	PRINCIPALES DIFFÉRENCES RELATIVES AU TRAITEMENT COMPTABLE	PRINCIPALES INCIDENCES POSSIBLES
	<p><b>IFRS</b></p> <p><u>Évaluation du prix d'acquisition</u> Les actions émises à titre de contrepartie sont évaluées à leur cours à la date de conclusion de l'acquisition.</p> <p><u>Frais de restructuration</u> Les coûts sont généralement passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et sont exclus de la répartition du prix d'acquisition.</p> <p><u>Frais connexes à l'acquisition</u> Les frais sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et sont exclus de la répartition du prix d'acquisition.</p> <p><b>Analyse</b> L'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i>, fournit des indications sur la comptabilisation et l'évaluation des regroupements d'entreprises qui diffèrent des recommandations données dans les actuels PCGR du Canada. L'IFRS 3 met davantage l'accent sur l'évaluation à la juste valeur d'éléments comme les participations ne donnant pas le contrôle et les contreparties éventuelles. Ces différences auront une incidence sur la répartition du prix d'acquisition, y compris le montant de l'écart d'acquisition comptabilisé par la Banque.</p>	

#### d) Sommaire des autres différences

Le tableau suivant présente d'autres modifications de méthodes comptables qui auront, selon la Banque, une incidence moindre sur les états financiers consolidés de la Banque et qui exigeront peu de modifications sur le plan des processus.

CHAMP DE MÉTHODE COMPTABLE	AUTRES DIFFÉRENCES RELATIVES À LA COMPTABILISATION
<b>Provisions et passifs éventuels</b>	Selon les IFRS, une provision est comptabilisée lorsqu'une sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation est plus probable qu'improbable, tandis que, selon les PCGR du Canada, une provision est comptabilisée lorsqu'une sortie de ressources est probable. Les IFRS exigent également qu'une provision soit comptabilisée lorsqu'un contrat devient déficitaire, tandis que les PCGR du Canada n'exigent la comptabilisation d'un tel passif que dans certaines situations. La Banque continue d'examiner l'ensemble des obligations éventuelles afin de déterminer si des provisions additionnelles doivent être constituées.
<b>Paiements fondés sur des actions</b>	Selon les IFRS, le coût des paiements fondés sur des actions est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle un employé rend un service en vue de gagner l'attribution. Cette période correspond généralement à la période d'acquisition des droits et peut commencer avant la date d'attribution. Selon les PCGR du Canada, la Banque ne comptabilise pas de charge avant la date d'attribution.
<b>Dépréciation d'actifs à long terme</b>	Selon les IFRS, un test de dépréciation en une seule étape est effectué pour détecter et évaluer les dépréciations, pour comparer la valeur comptable d'un actif à sa valeur d'utilité ou à sa juste valeur diminuée des frais de vente, selon la plus élevée des deux valeurs. Selon les PCGR du Canada, une analyse de la dépréciation selon les flux de trésorerie actualisés est réalisée seulement si les flux de trésorerie non actualisés de l'actif sont inférieurs à la valeur comptable de l'actif.  Les pertes de valeur déjà comptabilisées doivent être reprises lorsqu'un changement de circonstance indique que la dépréciation s'est résorbée, à l'exception de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée. Les reprises de pertes de valeur sont interdites selon les PCGR du Canada.

Par rapport aux PCGR du Canada, les IFRS exigent généralement la présentation d'informations additionnelles. Par conséquent, la Banque s'attend à présenter des informations additionnelles, particulièrement en ce qui a trait aux opérations entre apparentés, aux assurances, aux provisions et aux passifs éventuels, aux instruments financiers et aux impôts sur les bénéfices, en plus de l'information transitoire selon les IFRS. En outre, le classement et la présentation de certains postes de l'état de la situation financière et du compte de résultats pourraient différer. La Banque analyse à l'heure actuelle l'incidence globale des modifications apportées au classement et à la présentation sur ses états financiers consolidés.

#### e) Autres faits nouveaux sur les IFRS

En plus des normes révisées sur la consolidation et les avantages sociaux futurs, dont il est question plus haut, l'IASB a récemment publié de nouvelles lignes directrices sur la présentation des autres éléments du résultat global, l'évaluation de la juste valeur, les partenariats et les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. La Banque analyse l'incidence de ces modifications en ce moment puisque leur adoption n'est pas obligatoire avant la fin de la transition de la Banque aux IFRS.

L'IASB est également en train d'étudier la possibilité d'apporter des changements importants aux champs d'application des normes comptables, notamment les instruments financiers, la comptabilité de couverture et d'autres sujets touchant les instruments financiers comme la dépréciation d'actifs financiers et la compensation. Il est probable que ces changements ne seront obligatoires pour la Banque qu'après la transition. Une nouvelle norme portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers a déjà été publiée par l'IASB. Cependant, cette nouvelle norme ne sera pas adoptée par la Banque avant la date d'adoption obligatoire.

Enfin, l'IASB continue d'apporter des changements aux IFRS afin d'améliorer la qualité d'ensemble de l'information financière, entre autres en poursuivant de nombreux grands projets de normes. Ces normes porteront, entre autres, sur diverses questions, notamment la comptabilisation des impôts sur le résultat, les contrats de location, les provisions et les passifs éventuels, ainsi que sur les informations à fournir relativement à divers sujets

La Banque suit activement tous les projets de l'IASB qui sont pertinents pour l'information financière et les méthodes comptables de la Banque, et adapte son plan d'application des IFRS en conséquence.

L'exposé des différences présenté dans l'information transitoire ne doit pas être perçu comme étant exhaustif, et d'autres changements peuvent résulter de la transition aux IFRS. En outre, les incidences présentées quant à la transition aux IFRS tiennent compte des hypothèses, estimations et attentes les plus récentes, dont l'évaluation des IFRS qui devraient être applicables au moment de la transition. Il est possible que, par suite de changements de situation comme l'état de l'économie ou des activités, et du fait de l'incertitude inhérente à l'utilisation d'hypothèses, les incidences réelles de la transition aux IFRS diffèrent de celles présentées plus haut.

## **MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Au cours de la plus récente période intermédiaire, il n'y a eu aucune modification des conventions, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## **LIMITATION DE L'ÉTENDUE DE LA CONCEPTION**

La direction a limité l'étendue de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) de la Banque pour exclure les contrôles, politiques et procédures de Services financiers Chrysler, dont les résultats sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période terminée le 31 juillet 2011.

Au 1<sup>er</sup> avril 2011, date de l'acquisition de Services financiers Chrysler, 7,3 milliards de dollars de prêts et 6,6 milliards de dollars de passifs ont été ajoutés au bilan consolidé de la Banque. Au 31 juillet 2011, Services financiers Chrysler représentait environ 1 % du total des actifs consolidés, et respectivement moins de 2 % et 1 % du bénéfice net consolidé pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2011. Les résultats de Services financiers Chrysler aux États-Unis sont présentés dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les résultats de Services financiers Chrysler au Canada sont présentés dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

La limitation de l'étendue est conforme aux lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières, qui permettent à un émetteur de limiter la conception des CPCI (dans le cadre des lois canadiennes sur les valeurs mobilières) et des CIIF pour exclure les contrôles, politiques et procédures d'une entreprise acquise moins de 365 jours avant la date de clôture de la période de présentation de l'information financière intermédiaire visée par l'attestation.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES** (non vérifié)**BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2011	31 octobre 2010
		<i>Aux</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>Encaisse et montants à recevoir des banques</b>	2 899 \$	2 574 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	16 409	19 136
	<b>19 308</b>	21 710
<b>Valeurs mobilières (Note 3)</b>		
Détenues à des fins de transaction (Note 2)	64 840	59 542
Disponibles à la vente	106 154	102 355
Détenues jusqu'à leur échéance	7 183	9 715
	<b>178 177</b>	171 612
<b>Valeurs mobilières prises en pension</b>	<b>68 155</b>	50 658
<b>Prêts</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels	83 257	71 507
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	109 030	100 880
Cartes de crédit	9 208	8 870
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (Note 2)	87 227	83 481
Titres de créance classés comme prêts	6 189	7 591
	<b>294 911</b>	272 329
Provision pour pertes sur prêts (Note 4)	(2 288)	(2 309)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	<b>292 623</b>	270 020
<b>Divers</b>		
Engagements de clients au titre d'acceptations	9 293	7 757
Participation dans TD Ameritrade	4 942	5 485
Dérivés (Note 6)	51 741	51 675
Écart d'acquisition	13 814	14 460
Autres actifs incorporels	2 041	2 093
Terrains, constructions, matériel et autres actifs amortissables	4 061	4 247
Autres actifs	20 657	19 828
	<b>106 549</b>	105 545
<b>Total de l'actif</b>	<b>664 812 \$</b>	619 545 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>Dépôts</b>		
Particuliers	255 426 \$	249 251 \$
Banques	12 073	12 508
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	161 088	145 221
Détenus à des fins de transaction	29 894	22 991
	<b>458 481</b>	429 971
<b>Divers</b>		
Acceptations	9 293	7 757
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	24 132	23 695
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	32 064	25 426
Dérivés (Note 6)	55 733	53 685
Impôts sur les bénéfices exigibles	36	352
Passifs d'impôts futurs	144	460
Autres passifs	27 422	21 316
	<b>148 824</b>	132 691
<b>Billets et débiteures subordonnés (Note 8)</b>	<b>12 200</b>	12 506
<b>Passif au titre des actions privilégiées</b>	<b>580</b>	582
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>	<b>1 452</b>	1 493
<b>AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
Actions ordinaires (en millions d'actions émises et en circulation : 31 juillet 2011 – 890,1 et 31 oct. 2010 – 879,7) (Note 9)	17 498	16 730
Actions privilégiées (en millions d'actions émises et en circulation : 31 juillet 2011 – 135,8 et 31 oct. 2010 – 135,8) (Note 9)	3 395	3 395
Actions autodétenues – ordinaires (en millions d'actions autodétenues : 31 juillet 2011 – (1,3) et 31 oct. 2010 – (1,2)) (Note 9)	(104)	(91)
Actions autodétenues – privilégiées (en millions d'actions autodétenues : 31 juillet 2011 – néant et 31 oct. 2010 – néant) (Note 9)	–	(1)
Surplus d'apport	282	305
Bénéfices non répartis	23 445	20 959
Cumul des autres éléments du résultat étendu (Note 10)	(1 241)	1 005
	<b>43 275</b>	42 302
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>664 812 \$</b>	619 545 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.  
Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.



**ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet</b>	31 juillet	<b>31 juillet</b>	31 juillet
	<b>2011</b>	2010	<b>2011</b>	2010
<b>Revenu d'intérêts</b>				
Prêts	<b>3 560 \$</b>	3 240 \$	<b>10 394 \$</b>	9 646 \$
Valeurs mobilières				
Dividendes	<b>213</b>	187	<b>612</b>	562
Intérêts	<b>843</b>	783	<b>2 486</b>	2 189
Dépôts auprès de banques	<b>85</b>	166	<b>277</b>	497
	<b>4 701</b>	4 376	<b>13 769</b>	12 894
<b>Frais d'intérêts</b>				
Dépôts	<b>1 053</b>	1 113	<b>3 207</b>	3 375
Billets et débiteures subordonnés	<b>162</b>	167	<b>499</b>	501
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	<b>6</b>	7	<b>19</b>	30
Divers	<b>177</b>	168	<b>497</b>	428
	<b>1 398</b>	1 455	<b>4 222</b>	4 334
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>3 303</b>	2 921	<b>9 547</b>	8 560
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>				
Services de placement et de valeurs mobilières	<b>652</b>	581	<b>1 989</b>	1 808
Commissions sur crédit	<b>173</b>	154	<b>508</b>	479
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières	<b>107</b>	10	<b>192</b>	74
Revenu (perte) de négociation	<b>(154)</b>	(8)	<b>50</b>	365
Frais de service	<b>398</b>	428	<b>1 165</b>	1 259
Titrisations de prêts (Note 5)	<b>115</b>	110	<b>311</b>	365
Services de cartes	<b>259</b>	216	<b>704</b>	610
Assurances, déduction faite des règlements	<b>295</b>	239	<b>860</b>	790
Honoraires de fiducie	<b>39</b>	34	<b>118</b>	113
Autres revenus (pertes)	<b>160</b>	59	<b>485</b>	125
	<b>2 044</b>	1 823	<b>6 382</b>	5 988
<b>Total des revenus</b>	<b>5 347</b>	4 744	<b>15 929</b>	14 548
<b>Provision pour pertes sur créances (Note 4)</b>	<b>374</b>	339	<b>1 131</b>	1 221
<b>Frais autres que d'intérêts</b>				
Salaires et avantages sociaux	<b>1 661</b>	1 454	<b>4 988</b>	4 475
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	<b>312</b>	304	<b>944</b>	897
Frais de matériel et de mobilier, amortissement compris	<b>188</b>	214	<b>588</b>	612
Amortissement des autres actifs incorporels	<b>178</b>	147	<b>524</b>	445
Frais de restructuration (Note 13)	<b>–</b>	–	<b>–</b>	17
Marketing et développement des affaires	<b>137</b>	140	<b>390</b>	411
Frais liés aux activités de courtage	<b>78</b>	76	<b>243</b>	224
Services professionnels et de conseil	<b>229</b>	204	<b>666</b>	523
Communications	<b>69</b>	66	<b>198</b>	187
Divers	<b>355</b>	361	<b>1 060</b>	1 109
	<b>3 207</b>	2 966	<b>9 601</b>	8 900
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée</b>	<b>1 766</b>	1 439	<b>5 197</b>	4 427
<b>Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>348</b>	310	<b>978</b>	888
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>	<b>27</b>	26	<b>78</b>	79
<b>Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>	<b>59</b>	74	<b>182</b>	190
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 450</b>	1 177	<b>4 323</b>	3 650
<b>Dividendes sur actions privilégiées</b>	<b>43</b>	49	<b>132</b>	146
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>1 407 \$</b>	1 128 \$	<b>4 191 \$</b>	3 504 \$
<b>Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) (Note 14)</b>				
De base	<b>886,6</b>	870,2	<b>883,0</b>	864,4
Dilué	<b>891,2</b>	875,1	<b>887,7</b>	869,6
<b>Bénéfice par action (en dollars) (Note 14)</b>				
De base	<b>1,59 \$</b>	1,30 \$	<b>4,75 \$</b>	4,05 \$
Dilué	<b>1,58</b>	1,29	<b>4,72</b>	4,03
<b>Dividendes par action (en dollars)</b>	<b>0,66</b>	0,61	<b>1,93</b>	1,83

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.  
Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

**ÉTAT DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Actions ordinaires (Note 9)</b>				
Solde au début de la période	17 293 \$	16 012 \$	16 730 \$	15 357 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	33	35	281	432
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	172	144	487	402
Produit tiré de l'émission de nouvelles actions	–	252	–	252
Solde à la fin de la période	17 498	16 443	17 498	16 443
<b>Actions privilégiées (Note 9)</b>				
Solde au début de la période	3 395	3 395	3 395	3 395
Actions émises	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	3 395	3 395	3 395	3 395
<b>Actions autodétenues – ordinaires (Note 9)</b>				
Solde au début de la période	(104)	(59)	(91)	(15)
Achat d'actions	(348)	(530)	(1 404)	(1 646)
Vente d'actions	348	501	1 391	1 573
Solde à la fin de la période	(104)	(88)	(104)	(88)
<b>Actions autodétenues – privilégiées (Note 9)</b>				
Solde au début de la période	–	(1)	(1)	–
Achat d'actions	(24)	(14)	(51)	(35)
Vente d'actions	24	15	52	35
Solde à la fin de la période	–	–	–	–
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde au début de la période	276	302	305	336
Prime nette (escompte net) sur la vente d'actions autodétenues	6	13	10	48
Options sur actions (Note 11)	–	(2)	(33)	(71)
Solde à la fin de la période	282	313	282	313
<b>Bénéfices non répartis</b>				
Solde au début de la période	22 623	19 956	20 959	18 632
Bénéfice net	1 450	1 177	4 323	3 650
Dividendes sur actions ordinaires	(585)	(532)	(1 705)	(1 584)
Dividendes sur actions privilégiées	(43)	(49)	(132)	(146)
Frais liés à l'émission d'actions	–	(4)	–	(4)
Solde à la fin de la période	23 445	20 548	23 445	20 548
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu (Note 10)</b>				
Solde au début de la période	(2 153)	(1 181)	1 005	1 015
Autres éléments du résultat étendu pour la période	912	1 906	(2 246)	(290)
Solde à la fin de la période	(1 241)	725	(1 241)	725
<b>Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>22 204</b>	<b>21 273</b>	<b>22 204</b>	<b>21 273</b>
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>43 275 \$</b>	<b>41 336 \$</b>	<b>43 275 \$</b>	<b>41 336 \$</b>

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

**ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010	<b>31 juillet 2011</b>	31 juillet 2010
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 450 \$</b>	1 177 \$	<b>4 323 \$</b>	3 650 \$
<b>Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>				
Variation des gains latents (pertes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture <sup>1</sup>	<b>194</b>	234	<b>(91)</b>	231
Reclassement en résultat de pertes nettes (gains nets) lié(e)s aux valeurs mobilières disponibles à la vente <sup>2</sup>	<b>(75)</b>	17	<b>(72)</b>	14
Variation nette des gains (pertes) de change latent(e)s découlant de placements dans des filiales, déduction faite des activités de couverture <sup>3,4</sup>	<b>146</b>	497	<b>(1 600)</b>	(1 028)
Variation des gains nets (pertes nettes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie <sup>5</sup>	<b>834</b>	1 426	<b>34</b>	1 342
Reclassement en résultat de pertes nettes (gains nets) sur les couvertures de flux de trésorerie <sup>6</sup>	<b>(187)</b>	(268)	<b>(517)</b>	(849)
	<b>912</b>	1 906	<b>(2 246)</b>	(290)
<b>Résultat étendu pour la période</b>	<b>2 362 \$</b>	3 083 \$	<b>2 077 \$</b>	3 360 \$

<sup>1</sup> Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 116 millions de dollars et d'une économie d'impôts de 6 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (charge d'impôts sur les bénéfices de 126 millions de dollars et de 118 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

<sup>2</sup> Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 12 millions de dollars et de 9 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (économie d'impôts sur les bénéfices de 5 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

<sup>3</sup> Déduction faite d'une économie d'impôts sur les bénéfices de 47 millions de dollars et d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 349 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (économie d'impôts sur les bénéfices de 86 millions de dollars et charge d'impôts sur les bénéfices de 281 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

<sup>4</sup> Comprend des pertes après impôts de 133 millions de dollars et des gains après impôts de 963 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (pertes après impôts de 191 millions de dollars et gains après impôts de 781 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010), découlant des couvertures des investissements de la Banque dans des établissements étrangers.

<sup>5</sup> Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 376 millions de dollars et de 22 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (charge d'impôts sur les bénéfices de 605 millions de dollars et de 619 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

<sup>6</sup> Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 64 millions de dollars et de 212 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (charge d'impôts sur les bénéfices de 99 millions de dollars et de 368 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>				
Bénéfice net	1 450 \$	1 177 \$	4 323 \$	3 650 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets d'exploitation				
Provision pour pertes sur créances (Note 4)	374	339	1 131	1 221
Frais de restructuration (Note 13)	–	–	–	17
Amortissement	106	141	341	416
Amortissement des autres actifs incorporels	178	147	524	445
Pertes nettes (gains nets) sur valeurs mobilières	(107)	(10)	(192)	(74)
Gain net sur titrisations (Note 5)	(73)	(68)	(189)	(238)
Quote-part du bénéfice net d'une société liée	(59)	(74)	(182)	(190)
Participations ne donnant pas le contrôle	27	26	78	79
Impôts sur les bénéfices futurs	(147)	(224)	(129)	(222)
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Impôts sur les bénéfices à recevoir et exigibles	347	801	(316)	685
Intérêts à recevoir et à payer	(232)	(218)	(425)	(266)
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	1 797	(599)	(5 298)	(4 078)
Actifs dérivés	(1 533)	(6 713)	(66)	968
Passifs dérivés	700	5 870	2 048	2 239
Divers	1 596	1 801	(3)	(276)
Flux de trésorerie nets d'exploitation	4 424	2 396	1 645	4 376
<b>Flux de trésorerie de financement</b>				
Variation des dépôts	20 545	16 705	28 510	26 863
Variation des valeurs mobilières vendues à découvert	2 254	2 131	437	5 418
Variation des valeurs mobilières mises en pension	7 918	1 757	6 638	8 767
Émission de billets et de débentures subordonnés (Note 8)	–	–	1 000	–
Remboursement de billets et de débentures subordonnés (Note 8)	(308)	–	(1 312)	–
Remboursement ou rachat de passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital	–	–	(2)	(895)
Écart de conversion sur les billets et les débentures subordonnés émis en monnaie étrangère et autres	4	56	6	1
Actions ordinaires émises	28	276	225	585
Vente d'actions autodétenues	378	529	1 453	1 656
Achat d'actions autodétenues	(372)	(544)	(1 455)	(1 681)
Dividendes versés	(456)	(437)	(1 350)	(1 328)
Flux de trésorerie nets de financement	29 991	20 473	34 150	39 386
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>				
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(2 737)	1 566	2 727	(1 374)
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et détenues jusqu'à leur échéance				
Achats	(17 808)	(23 534)	(47 564)	(64 118)
Produit tiré des échéances	7 198	11 673	24 369	29 840
Produit tiré des ventes	8 296	3 456	22 169	16 604
Variation nette des prêts, déduction faite des titrisations	(15 428)	(9 282)	(26 251)	(16 072)
Produit tiré des titrisations de prêts (Note 5)	3 489	4 501	10 047	11 420
Achats nets de locaux, de matériel et d'autres actifs amortissables	187	(213)	(155)	(272)
Valeurs mobilières prises en pension	(17 814)	(10 716)	(17 497)	(20 060)
Trésorerie nette acquise (payée) dans le cadre d'acquisitions (Note 7)	–	–	(3 212)	899
Flux de trésorerie nets d'investissement	(34 617)	(22 549)	(35 367)	(43 133)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	15	20	(103)	(74)
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(187)</b>	<b>340</b>	<b>325</b>	<b>555</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 086	2 629	2 574	2 414
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période, représentés par l'encaisse et les montants à recevoir de banques</b>	<b>2 899 \$</b>	<b>2 969 \$</b>	<b>2 899 \$</b>	<b>2 969 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>				
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 633 \$	1 646 \$	4 685 \$	4 737 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés (remboursés) au cours de la période	196	(185)	1 602	583

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

### Note 1 : SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (les états financiers consolidés de 2010) de la Banque Toronto-Dominion et de ses filiales (la TD ou la Banque).

Certaines informations sont présentées dans le rapport de gestion selon les PCGR tel qu'il est mentionné à la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le présent rapport. Ces informations sont ombragées dans le rapport de gestion et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Selon les PCGR, des informations additionnelles sont requises pour les états financiers annuels et, par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de 2010 et les notes y afférentes figurant aux pages 86 à 141 du rapport annuel 2010 de la Banque et les passages ombragés du rapport de gestion annuel de 2010 inclus aux pages 61 à 69 du rapport annuel 2010 de la Banque. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent tous les rajustements qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une présentation fidèle des résultats pour les périodes présentées. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

#### MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

##### *Transition aux Normes internationales d'information financière*

La Banque fera la transition des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Les états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice 2012 comprendront un état consolidé de la situation financière d'ouverture selon les IFRS au 1<sup>er</sup> novembre 2010, les résultats financiers comparatifs de l'exercice 2011, des rapprochements transitoires connexes et des notes complémentaires.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada; il existe toutefois des différences pour certains éléments, comme la comptabilisation, l'évaluation et les informations à fournir, qui pourraient influencer de manière importante sur les conventions comptables et les processus administratifs connexes de la Banque. La Banque poursuit l'évaluation de l'incidence de sa transition aux IFRS.

### Note 2 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Certains instruments financiers sont portés au bilan consolidé intermédiaire à la juste valeur. Ces instruments financiers comprennent les valeurs mobilières et les prêts détenus dans le portefeuille de négociation, les valeurs mobilières et prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, les valeurs mobilières classées comme disponibles à la vente, les instruments financiers dérivés, certains dépôts classés comme détenus à des fins de transaction et les obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert.

#### CALCUL DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier au moment de la constatation initiale est généralement le prix de la transaction, c.-à-d. la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Les prix cotés sur des marchés actifs, fondés sur les cours acheteurs, pour les actifs financiers détenus, et sur les cours vendeurs, pour les passifs financiers, représentent le meilleur indice de la juste valeur. Lorsque les actifs et les passifs financiers présentent des risques de marché qui se compensent, la Banque utilise la moyenne des cours acheteur et vendeur comme base d'établissement de la juste valeur des positions dont les risques se compensent et applique, selon le cas, le cours acheteur ou le cours vendeur à la position ouverte nette. S'il n'existe pas de marché actif pour l'instrument, la juste valeur peut être fondée sur d'autres transactions effectuées sur des marchés courants observables pour le même instrument, sans modification ni reconditionnement, ou sur une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation de données de marché observables. Ces techniques comprennent des comparaisons avec des instruments similaires lorsqu'il existe des prix observables sur des marchés, des analyses fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, des modèles d'évaluation des options et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les participants au marché. En ce qui concerne certains instruments financiers, les justes valeurs peuvent être déterminées en totalité ou en partie au moyen de techniques d'évaluation, comme des modèles d'évaluation internes, pouvant incorporer des données de marché non observables.

S'il existe une différence entre la valeur fondée sur une autre technique d'évaluation qui comprend des données de marché observables, et le prix de la transaction initial, cette différence correspond alors à un gain ou une perte de comptabilisation initiale, qui sera comptabilisé dans les résultats au moment de la comptabilisation initiale de l'instrument. Lorsqu'une technique d'évaluation fait largement appel à des données de marché non observables pour évaluer un instrument, ce dernier est d'abord évalué au prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, toute différence entre le prix de transaction et la valeur établie par la technique d'évaluation au moment de la comptabilisation initiale est passée en résultat à mesure que les données non observables deviennent observables.

Si la juste valeur d'un actif financier évalué à la juste valeur devient négative, l'actif est constaté comme un passif financier jusqu'à ce que sa juste valeur redevienne positive, auquel moment il est constaté à titre d'actif financier, ou jusqu'à ce qu'il soit éteint.

### ***Hierarchie des justes valeurs***

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* précise les informations à fournir selon une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation. Les trois niveaux se définissent comme suit :

**Niveau 1** : La juste valeur est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de créance, les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif, de même que certains bons du Trésor canadiens et américains et d'autres titres adossés à des actifs hypothécaires émis par des gouvernements et des organismes canadiens ou américains très liquides et activement négociés sur des marchés hors cote.

**Niveau 2** : La juste valeur repose sur des données observables autres que les prix du niveau 1, tels que les prix cotés d'actifs ou de passifs semblables (non identiques) sur des marchés actifs, les prix cotés d'actifs ou de passifs identiques sur des marchés inactifs, et d'autres données observables ou pouvant être corroborées par des données de marché observables pour pratiquement toute la durée des actifs ou des passifs. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent les titres de créance ayant un prix coté qui sont négociés moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent généralement les titres émis par des gouvernements canadiens et américains, les titres de créance adossés à des actifs hypothécaires émis par des organismes canadiens ou américains, les titres de créance de sociétés, certains contrats de dérivés et certains dépôts détenus à des fins de transaction.

**Niveau 3** : La juste valeur est fondée sur des données non observables soutenues par peu ou pas d'activité sur le marché et qui influent largement sur la juste valeur des actifs ou des passifs. Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur sont initialement évalués à leur prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur. Après l'évaluation initiale, la juste valeur des actifs et des passifs du niveau 3 est établie à l'aide de modèles d'évaluation, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires. Les actifs et les passifs du niveau 3 comprennent généralement les droits conservés dans la titrisation de prêts et certains contrats de dérivés.

Le tableau ci-après présente, au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010, le classement dans les niveaux de la hiérarchie pour l'évaluation à la juste valeur de chaque actif et passif financier évalué à la juste valeur.

### Hiérarchie pour l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011				31 octobre 2010			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>								
<b>Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction<sup>1</sup></b>								
<b>Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement</b>								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	1 827	\$ 8 804	\$ 15	\$ 10 646	2 625	\$ 5 543	\$ -	\$ 8 168
Provinces	-	3 581	42	3 623	-	3 213	14	3 227
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	1 229	2 436	-	3 665	765	6 546	37	7 348
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	-	5 559	-	5 559	-	4 102	-	4 102
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	-	1 393	-	1 393	-	1 076	-	1 076
<b>Autres titres de créance</b>								
Émetteurs canadiens	22	3 464	59	3 545	16	3 134	51	3 201
Autres émetteurs	-	5 052	228	5 280	-	5 923	82	6 005
<b>Titres de participation</b>								
Actions privilégiées	23	31	-	54	27	-	-	27
Actions ordinaires	28 123	1 639	-	29 762	23 907	1 044	-	24 951
<b>Droits conservés</b>								
	-	-	1 313	1 313	-	-	1 437	1 437
	<b>31 224</b>	<b>\$ 31 959</b>	<b>\$ 1 657</b>	<b>\$ 64 840</b>	<b>27 340</b>	<b>\$ 30 581</b>	<b>\$ 1 621</b>	<b>\$ 59 542</b>
<b>Valeurs mobilières disponibles à la vente</b>								
<b>Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement</b>								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	8 915	\$ 615	\$ -	\$ 9 530	10 850	\$ 398	\$ -	\$ 11 248
Provinces	-	385	-	385	-	388	-	388
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	-	13 750	-	13 750	-	10 792	-	10 792
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	-	12 894	-	12 894	-	11 140	-	11 140
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	-	26 522	-	26 522	-	25 862	-	25 862
<b>Autres titres de créance</b>								
Titres adossés à des créances mobilières	-	21 030	-	21 030	-	20 161	-	20 161
Obligations de sociétés et autres	-	17 376	24	17 400	39	16 137	24	16 200
<b>Titres de participation</b>								
Actions privilégiées	109	-	-	109	105	-	-	105
Actions ordinaires	93	170	-	263	104	123	-	227
<b>Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction<sup>2</sup></b>								
	-	2 462	137	2 599	-	4 164	64	4 228
	<b>9 117</b>	<b>\$ 95 204</b>	<b>\$ 161</b>	<b>\$ 104 482</b>	<b>11 098</b>	<b>\$ 89 165</b>	<b>\$ 88</b>	<b>\$ 100 351</b>
<b>Prêts<sup>1</sup></b>	-	\$ 297	\$ 15	\$ 312	-	\$ 245	\$ 28	\$ 273
<b>Dérivés</b>								
Contrats sur taux d'intérêt	42	\$ 26 468	\$ 9	\$ 26 519	4	\$ 27 469	\$ 46	\$ 27 519
Contrats de change	475	18 783	22	19 280	385	19 328	170	19 883
Contrats de crédit	-	106	14	120	-	167	21	188
Contrats sur actions	2	4 469	599	5 070	11	2 742	557	3 310
Contrats sur marchandises	125	608	19	752	150	620	5	775
	<b>644</b>	<b>\$ 50 434</b>	<b>\$ 663</b>	<b>\$ 51 741</b>	<b>550</b>	<b>\$ 50 326</b>	<b>\$ 799</b>	<b>\$ 51 675</b>
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>								
<b>Dépôts détenus à des fins de transaction</b>								
	-	\$ 28 636	\$ 1 258	\$ 29 894	-	\$ 21 881	\$ 1 110	\$ 22 991
<b>Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert</b>								
	11 470	12 641	21	24 132	10 846	12 819	30	23 695
<b>Dérivés</b>								
Contrats sur taux d'intérêt	43	\$ 24 909	\$ 101	\$ 25 053	3	\$ 25 632	\$ 122	\$ 25 757
Contrats de change	361	25 005	25	25 391	452	22 814	85	23 351
Contrats de crédit	-	175	28	203	-	180	43	223
Contrats sur actions	-	3 569	952	4 521	-	2 721	922	3 643
Contrats sur marchandises	115	433	17	565	71	630	10	711
	<b>519</b>	<b>\$ 54 091</b>	<b>\$ 1 123</b>	<b>\$ 55 733</b>	<b>526</b>	<b>\$ 51 977</b>	<b>\$ 1 182</b>	<b>\$ 53 685</b>

<sup>1</sup> Les valeurs mobilières et les prêts détenus à des fins de transaction comprennent également respectivement des valeurs mobilières et des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

<sup>2</sup> Incluent la juste valeur de valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement au 31 juillet 2011 de néant (18 millions de dollars au 31 octobre 2010) et d'autres titres de créance au 31 juillet 2011 de 2 599 millions de dollars (4 210 millions de dollars au 31 octobre 2010).

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2011.

Le tableau ci-dessous fait le rapprochement des variations de la juste valeur de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes de niveau 3 pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 :

**Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3**

(en millions de dollars canadiens)

	Total des gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s			Activités			Transferts		Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les instruments encore détenus <sup>3</sup>	
	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> nov. 2010	Inclus dans le résultat <sup>1</sup>	Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Émissions	Divers <sup>2</sup>	Au niveau 3	Hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2011	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>										
<b>Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction</b>										
<b>Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement</b>										
Obligations des gouvernements canadiens										
Fédéral	– \$	– \$	– \$	15 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	15 \$	– \$
Provinces	14	–	–	44	–	(16)	–	–	42	–
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis des gouvernements d'États des municipalités et d'autres organismes américains	37	–	–	–	–	(37)	–	–	–	–
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE										
<b>Autres titres de créance</b>										
Émetteurs canadiens	51	4	–	81	–	(73)	10	(14)	59	1
Autres émetteurs	82	12	–	510	–	(310)	79	(145)	228	(12)
<b>Titres de participation</b>										
Actions ordinaires	–	–	–	10	–	(10)	–	–	–	–
Actions privilégiées	–	–	–	33	–	(33)	–	–	–	–
<b>Droits conservés</b>	<b>1 437</b>	<b>114</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>403</b>	<b>(641)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 313</b>	<b>77</b>
	<b>1 621 \$</b>	<b>130 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>693 \$</b>	<b>403 \$</b>	<b>(1120) \$</b>	<b>89 \$</b>	<b>(159) \$</b>	<b>1 657 \$</b>	<b>66 \$</b>
<b>Valeurs mobilières disponibles à la vente</b>										
<b>Autres titres de créance</b>										
Titres adossés à des créances mobilières	– \$	– \$	– \$	66 \$	– \$	(66) \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Obligations de sociétés et autres	24	–	1	–	–	(3)	2	–	24	1
<b>Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction</b>										
	64	4	(6)	–	–	(7)	82	–	137	8
	<b>88 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>(5) \$</b>	<b>66 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(76) \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>161 \$</b>	<b>9 \$</b>
<b>Prêts<sup>4</sup></b>	<b>28 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(32) \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>(14) \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>3 \$</b>
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>										
<b>Dépôts détenus à des fins de transaction</b>	<b>1 110 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>361 \$</b>	<b>(225) \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 258 \$</b>	<b>6 \$</b>
<b>Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert</b>	<b>30</b>	<b>(1)</b>	<b>–</b>	<b>(21)</b>	<b>–</b>	<b>35</b>	<b>5</b>	<b>(27)</b>	<b>21</b>	<b>(20)</b>
<b>Dérivés<sup>5</sup></b>	<b>383 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(220) \$</b>	<b>268 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>(2) \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>(53) \$</b>

<sup>1</sup> Les gains (pertes) sur actifs et passifs financiers inclus dans le résultat sont comptabilisés dans les gains nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières, le revenu (la perte) de négociation, et les autres revenus, dans l'état des résultats consolidé intermédiaire.

<sup>2</sup> Consistent en des ventes et règlements.

<sup>3</sup> Les variations des gains (pertes) latent(e)s sur les valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

<sup>4</sup> Comprennent les prêts détenus à des fins de transaction.

<sup>5</sup> Composés d'actifs dérivés de 663 millions de dollars (799 millions de dollars au 31 octobre 2010) et de passifs dérivés de 1 123 millions de dollars (1 182 millions de dollars au 31 octobre 2010), tous évalués d'après des données du niveau 3, au 31 juillet 2011, qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Les transferts importants au niveau 3 ou hors de ce niveau présentés dans le tableau ci-dessus sont surtout effectués dans les circonstances suivantes :

- Il y a transfert du niveau 3 au niveau 2 lorsque les techniques utilisées pour établir la valeur de l'instrument intègrent des données de marché observables importantes ou des cours de courtiers qui n'étaient pas observables auparavant.
- Il y a transfert du niveau 2 au niveau 3 d'un instrument lorsque la juste valeur de l'instrument, qui était auparavant établie selon des techniques d'évaluation faisant appel à des données de marché observables importantes, est maintenant établie selon des techniques d'évaluation intégrant des données de marché non observables importantes.



### **INSTRUMENTS FINANCIERS DÉSIGNÉS COMME DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION SELON L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR**

Les actifs financiers et les passifs financiers, autres que ceux classés comme détenus à des fins de transaction, peuvent être désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur si leur juste valeur peut être établie de façon fiable, si les actifs ou les passifs répondent au moins à un des critères énoncés à la note 4 afférente aux états financiers consolidés de 2010 ou si les actifs ou les passifs sont désignés comme tels par la Banque à leur comptabilisation initiale.

La juste valeur totale des valeurs mobilières désignées comme détenues à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur était de 3 250 millions de dollars au 31 juillet 2011 (2 983 millions de dollars au 31 octobre 2010). Ces valeurs mobilières sont comptabilisées dans les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction au bilan consolidé intermédiaire.

La juste valeur totale des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur était de 28 millions de dollars au 31 juillet 2011 (85 millions de dollars au 31 octobre 2010), ce qui représente le risque de crédit maximum rattaché à ces prêts. Ces prêts sont comptabilisés dans les prêts aux entreprises et aux gouvernements au bilan consolidé intermédiaire.

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, le revenu (la perte) représentant la variation nette de la juste valeur des actifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur s'est élevé à respectivement 22 millions de dollars et (5) millions de dollars (38 millions de dollars et 25 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010). Le revenu (la perte) provenant des instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur est inclus dans les autres revenus dans l'état des résultats consolidé intermédiaire. Ce revenu (cette perte) est principalement compensé par la variation de la juste valeur des dérivés utilisés comme couverture économique de ces actifs et est comptabilisé dans les autres revenus (pertes).

### **Note 3 : VALEURS MOBILIÈRES**

#### ***Baisse de valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente***

La valeur comptable des valeurs mobilières disponibles à la vente est ramenée à leur juste valeur au besoin pour refléter une baisse de valeur durable et tout gain ou toute perte est constaté(e) dans les gains nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières dans les revenus autres que d'intérêts. Dans le cas des titres de créance classés comme disponibles à la vente, une augmentation ultérieure de la juste valeur qui peut être objectivement rattachée à un événement survenu après la comptabilisation de la baisse de valeur entraînera une reprise de valeur.

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, la Banque a constaté des pertes de valeur considérées comme durables de 2 millions de dollars et de 21 millions de dollars respectivement (25 millions de dollars et 28 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010) sur des valeurs mobilières disponibles à la vente. Il n'y a eu aucune perte de valeur liée aux titres de créance du portefeuille reclassé décrit ci-après pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (pertes de valeur de 10 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, principalement compensées par des gains sur la protection de crédit détenue, lesquels ont été comptabilisés dans les autres revenus).

#### ***Reclassement de certains titres de créance détenus à des fins de transaction à la catégorie disponibles à la vente***

En 2008, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction, en raison de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit. Ces titres de créance étaient auparavant comptabilisés à la juste valeur, et les variations de la juste valeur de même que tous les gains ou pertes réalisés à la cession étaient constatés dans le revenu de négociation. Puisque la Banque n'avait plus l'intention de négocier activement cette catégorie de titres de créance, la Banque a reclassé, en date du 1<sup>er</sup> août 2008, ces titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponibles à la vente, conformément aux modifications de 2008 apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*.

La juste valeur des titres de créance reclassés était de 2 599 millions de dollars au 31 juillet 2011 (4 228 millions de dollars au 31 octobre 2010). Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, un revenu d'intérêts net respectif de 43 millions de dollars et de 148 millions de dollars après impôts (67 millions de dollars et 200 millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010) a été comptabilisé à l'égard des titres de créance reclassés. Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, les variations respectives de la juste valeur de ces valeurs mobilières, soit une diminution de 31 millions de dollars et de 77 millions de dollars après impôts (une augmentation de 8 millions de dollars et de 75 millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010), a été constatée dans les autres éléments du résultat étendu. Si la Banque n'avait pas reclassé ces titres de créance, les variations de la juste valeur de ces titres de créance auraient été incluses dans le revenu de négociation, ce qui aurait entraîné une diminution de 31 millions de dollars et une diminution de 77 millions de dollars du bénéfice net après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (augmentation de 8 millions de dollars et 75 millions de dollars après impôts respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010). La variation de la juste valeur est attribuable surtout aux ventes et aux échéances dans le portefeuille. Au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2011, des titres de créance reclassés ayant une juste valeur respective de 740 millions de dollars et de 1 450 millions de dollars ont été vendus ou sont venus à échéance (respectivement 258 millions de dollars et 1 049 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010), et un gain de respectivement 32 millions de dollars et 45 millions de dollars après impôts a été constaté dans les gains (pertes) sur valeurs mobilières au cours des mêmes périodes (respectivement (4) millions de dollars et 22 millions de dollars après impôts pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

**Reclassement de certains titres de créance détenus jusqu'à leur échéance dans la catégorie disponibles à la vente**

Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2011, la Banque a reclassé comme disponibles à la vente certains titres de créance qui étaient auparavant classés comme détenus jusqu'à leur échéance. Ces titres, émis ou garantis par certains gouvernements européens, étaient détenus par la Banque dans le but de recouvrer le plein montant du capital et des intérêts jusqu'à l'échéance de ces titres.

La crise de la dette en Europe avait accentué la perception d'un risque de dette souveraine pour certains États européens, ce qui avait mené à une augmentation substantielle des écarts de crédit correspondants. Par conséquent, la direction a étudié les possibilités de se départir de ces titres et ne pouvait plus manifester son intention de les conserver jusqu'à l'échéance. À la date du reclassement, ces titres avaient un coût après amortissement total de 925 millions de dollars et avaient été réévalués à la juste valeur globale de 926 millions de dollars. Au 31 juillet 2011, le coût après amortissement et la juste valeur des titres reclassés toujours détenus étaient de respectivement 737 millions de dollars et de 739 millions de dollars.

**Gains et pertes latents sur valeurs mobilières**

Le tableau suivant présente les gains et les pertes latents sur valeurs mobilières au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010.

**Gains et pertes latents sur valeurs mobilières**

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011				31 octobre 2010			
	Coût/après amortissement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/après amortissement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Valeurs mobilières disponibles à la vente</b>								
<b>Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement</b>								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	9 507 \$	23 \$	– \$	9 530 \$	11 232 \$	19 \$	3 \$	11 248 \$
Provinces	369	16	–	385	370	18	–	388
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	13 685	211	27	13 869	10 944	200	29	11 115
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	12 713	187	6	12 894	10 986	170	8	11 148
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	25 633	950	61	26 522	25 405	568	111	25 862
	<b>61 907</b>	<b>1 387</b>	<b>94</b>	<b>63 200</b>	<b>58 937</b>	<b>975</b>	<b>151</b>	<b>59 761</b>
<b>Autres titres de créance</b>								
Titres adossés à des créances mobilières	20 437	625	32	21 030	19 623	554	16	20 161
Obligations de sociétés et autres	17 159	268	27	17 400	15 880	344	24	16 200
	<b>37 596</b>	<b>893</b>	<b>59</b>	<b>38 430</b>	<b>35 503</b>	<b>898</b>	<b>40</b>	<b>36 361</b>
<b>Titres de participation</b>								
Actions privilégiées	301	15	6	310	326	33	12	347
Actions ordinaires	1 565	272	12	1 825	1 609	235	18	1 826
	<b>1 866</b>	<b>287</b>	<b>18</b>	<b>2 135</b>	<b>1 935</b>	<b>268</b>	<b>30</b>	<b>2 173</b>
<b>Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction<sup>1</sup></b>	<b>2 434</b>	<b>217</b>	<b>52</b>	<b>2 599</b>	<b>3 928</b>	<b>331</b>	<b>31</b>	<b>4 228</b>
<b>Total des valeurs mobilières disponibles à la vente<sup>2</sup></b>	<b>103 803 \$</b>	<b>2 784 \$</b>	<b>223 \$</b>	<b>106 364 \$</b>	<b>100 303 \$</b>	<b>2 472 \$</b>	<b>252 \$</b>	<b>102 523 \$</b>
<b>Valeurs mobilières détenues jusqu'à leur échéance</b>								
<b>Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement</b>								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	87 \$	– \$	– \$	87 \$	422 \$	– \$	– \$	422 \$
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	–	–	–	–	127	–	–	127
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	6 570	111	8	6 673	8 570	219	8	8 781
	<b>6 657</b>	<b>111</b>	<b>8</b>	<b>6 760</b>	<b>9 119</b>	<b>219</b>	<b>8</b>	<b>9 330</b>
<b>Autres titres de créance</b>								
Autres émetteurs	526	5	–	531	596	11	–	607
	<b>526</b>	<b>5</b>	<b>–</b>	<b>531</b>	<b>596</b>	<b>11</b>	<b>–</b>	<b>607</b>
<b>Total des valeurs mobilières détenues jusqu'à leur échéance</b>	<b>7 183 \$</b>	<b>116 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>7 291 \$</b>	<b>9 715 \$</b>	<b>230 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>9 937 \$</b>
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>110 986 \$</b>	<b>2 900 \$</b>	<b>231 \$</b>	<b>113 655 \$</b>	<b>110 018 \$</b>	<b>2 702 \$</b>	<b>260 \$</b>	<b>112 460 \$</b>

<sup>1</sup> Incluent la juste valeur de valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement au 31 juillet 2011 de néant (18 millions de dollars au 31 octobre 2010) et d'autres titres de créance au 31 juillet 2011 de 2 599 millions de dollars (4 210 millions de dollars au 31 octobre 2010).

<sup>2</sup> Au 31 juillet 2011, certaines valeurs mobilières dans le portefeuille de titres disponibles à la vente d'une valeur comptable de 1 672 millions de dollars (2 004 millions de dollars au 31 octobre 2010) n'avaient pas de prix cotés et étaient comptabilisées au coût. La juste valeur de ces valeurs mobilières s'établissait à 1 882 millions de dollars (2 172 millions de dollars au 31 octobre 2010) et est incluse dans le tableau ci-dessus.

**Note 4 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES ET PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX****Provision pour pertes sur créances (au bilan)**

La Banque maintient une provision qu'elle considère comme suffisante pour absorber toutes les pertes sur créances relatives à un portefeuille constitué d'instruments qui figurent au bilan consolidé intermédiaire ou qui sont hors bilan consolidé intermédiaire. La provision pour pertes sur prêts, qui comprend la provision pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, les cartes de crédit, les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les titres de créance classés comme prêts, est déduite des prêts au bilan consolidé intermédiaire. La provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan, qui est liée à certaines garanties, lettres de crédit et lignes de crédit non utilisées, est comptabilisée dans les autres passifs.

La variation de la provision pour pertes sur créances et de la provision pour pertes sur prêts de la Banque au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010 est présentée dans le tableau ci-après.

**Provision pour pertes sur créances (au bilan)**

(en millions de dollars canadiens)

	Au début de l'exercice	Provision pour pertes sur créances	Radiations	Recouvrements	Écart de conversion et autres rajustements	Solde à la fin de la période
<b>31 juillet 2011</b>						
<b>Provisions spécifiques</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	31 \$	28 \$	(29) \$	4 \$	6 \$	40 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	117	449	(517)	52	31	132
Cartes de crédit	66	281	(321)	32	2	60
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	323	240	(371)	39	24	255
Titres de créance classés comme prêts	140	85	(28)	–	(6)	191
	<b>677</b>	<b>1 083</b>	<b>(1 266)</b>	<b>127</b>	<b>57</b>	<b>678</b>
<b>Provision générale</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	35	(9)	–	–	(2)	24
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	409	12	–	–	(6)	415
Cartes de crédit	292	42	–	–	(2)	332
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 011	16	–	–	(39)	988
Titres de créance classés comme prêts	163	(13)	–	–	(10)	140
	<b>1 910</b>	<b>48</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(59)</b>	<b>1 899</b>
<b>Provision pour pertes sur créances</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	66	19	(29)	4	4	64
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	526	461	(517)	52	25	547
Cartes de crédit	358	323	(321)	32	–	392
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 334	256	(371)	39	(15)	1 243
Titres de créance classés comme prêts	303	72	(28)	–	(16)	331
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 587 \$</b>	<b>1 131 \$</b>	<b>(1 266) \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>(2) \$</b>	<b>2 577 \$</b>
Moins : Provision pour les instruments hors bilan	278	14	–	–	(3)	289
<b>Provision pour pertes sur prêts</b>	<b>2 309 \$</b>	<b>1 117 \$</b>	<b>(1 266) \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>2 288 \$</b>

**Provision pour pertes sur créances (au bilan)**

(en millions de dollars canadiens)

	Au début de l'exercice	Provision pour pertes sur créances	Radiations	Recouvrements	Écart de conversion et autres rajustements	Solde à la fin de la période
<b>31 octobre 2010</b>						
<b>Provisions spécifiques</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	34 \$	25 \$	(35) \$	3 \$	4 \$	31 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	112	669	(762)	74	24	117
Cartes de crédit	71	410	(457)	39	3	66
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	296	494	(512)	24	21	323
Titres de créance classés comme prêts	45	128	(24)	–	(9)	140
	558	1 726	(1 790)	140	43	677
<b>Provision générale</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	18	17	–	–	–	35
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	424	(9)	–	–	(6)	409
Cartes de crédit	302	(2)	–	–	(8)	292
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 060	(10)	–	–	(39)	1 011
Titres de créance classés comme prêts	277	(97)	–	–	(17)	163
	2 081	(101)	–	–	(70)	1 910
<b>Provision pour pertes sur créances</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	52	42	(35)	3	4	66
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	536	660	(762)	74	18	526
Cartes de crédit	373	408	(457)	39	(5)	358
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 356	484	(512)	24	(18)	1 334
Titres de créance classés comme prêts	322	31	(24)	–	(26)	303
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 639 \$</b>	<b>1 625 \$</b>	<b>(1 790) \$</b>	<b>140 \$</b>	<b>(27) \$</b>	<b>2 587 \$</b>
Moins : Provision pour les instruments hors bilan	271	11	–	–	(4)	278
<b>Provision pour pertes sur prêts</b>	<b>2 368 \$</b>	<b>1 614 \$</b>	<b>(1 790) \$</b>	<b>140 \$</b>	<b>(23) \$</b>	<b>2 309 \$</b>

**Prêts assurés**

Les prêts qui sont assujettis aux accords de partage des pertes conclus avec la Federal Deposit Insurance Corporation («FDIC») sont considérés comme étant des prêts assurés par la FDIC. Le montant qui devrait être remboursé par la FDIC est considéré comme un actif compensatoire. La provision pour pertes sur créances au bilan liée aux prêts assurés par la FDIC est déterminée compte tenu de l'actif compensatoire et la provision pour pertes sur créances à l'état des résultats est déterminée déduction faite de l'actif compensatoire s'il en est. Au 31 juillet 2011, l'encours des prêts assurés par la FDIC et l'actif compensatoire s'établissaient à respectivement 1,3 milliard de dollars et 111 millions de dollars (respectivement 1,7 milliard de dollars et 168 millions de dollars au 31 octobre 2010).

**Prêts en souffrance mais non douteux**

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat, y compris le délai de grâce, le cas échéant. Le délai de grâce représente le délai additionnel accordé après l'échéance prévue au contrat au cours duquel un emprunteur peut faire un paiement sans que le prêt soit classé comme en souffrance. Le délai de grâce varie en fonction du type de produit et de l'emprunteur. Les titres de créance classés comme prêts et comme prêts douteux acquis sont considérés comme en souffrance aux termes du contrat lorsque les flux de trésorerie réels sont inférieurs à ceux qui étaient prévus au moment de l'acquisition.

Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts qui étaient en souffrance mais qui n'étaient pas douteux aux 31 juillet 2011 et 31 octobre 2010, et ces montants ne tiennent pas compte en général des prêts visés par le délai de grâce accordé. Même si le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis peut accorder jusqu'à 15 jours de grâce, au 31 juillet 2011, 1,5 milliard de dollars (1,7 milliard de dollars au 31 octobre 2010) de prêts du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis étaient en souffrance depuis 15 jours ou moins, lesquels sont inclus dans la catégorie 1 jour à 30 jours dans le tableau ci-après.

**Prêts en souffrance mais non douteux**

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011				31 octobre 2010			
	1 jour à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 89 jours	Total	1 jour à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 89 jours	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	889 \$	461 \$	108 \$	1 458 \$	849 \$	381 \$	94 \$	1 324 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	6 025	823	172	7 020	4 879	788	175	5 842
Cartes de crédit	465	79	46	590	405	81	46	532
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 647	267	113	2 027	1 850	544	174	2 568
<b>Total</b>	<b>9 026 \$</b>	<b>1 630 \$</b>	<b>439 \$</b>	<b>11 095 \$</b>	<b>7 983 \$</b>	<b>1 794 \$</b>	<b>489 \$</b>	<b>10 266 \$</b>

**Note 5 : TITRISATIONS DE PRÊTS**

Le tableau suivant présente les activités de titrisation de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet. Dans la plupart des cas, la Banque continue d'assurer la gestion des actifs titrisés.

**Activités de titrisation**

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011							Trois mois terminés les	
								31 juillet 2010	
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers <sup>1</sup>	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	
Produit brut	3 859 \$	784 \$	115 \$	4 758 \$	4 463 \$	1 000 \$	38 \$	5 501 \$	
Droits conservés comptabilisés	116	21	3	140	142	25	1	168	
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	227	16	–	243	197	16	–	213	
								Neuf mois terminés les	
Produit brut	10 925 \$	2 343 \$	267 \$	13 535 \$	11 715 \$	3 316 \$	112 \$	15 143 \$	
Droits conservés comptabilisés	337	59	7	403	425	72	2	499	
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	678	50	1	729	590	50	–	640	

<sup>1</sup> Comprennent les titrisations de prêts automobile acquises dans le cadre de l'acquisition de Services financiers Chrysler. Aucun prêt automobile n'a été titrisé au cours du trimestre.

Les tableaux suivants résument l'incidence des titrisations sur l'état des résultats consolidé intermédiaire de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

**Gain (perte) de titrisation et revenu sur les droits conservés**

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011							Trois mois terminés les	
								31 juillet 2010	
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers <sup>1</sup>	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	
Gain (perte) à la vente	52 \$	21 \$	– \$	73 \$	43 \$	25 \$	– \$	68 \$	
Revenu sur les droits conservés <sup>2</sup>	41	–	1	42	40	2	–	42	
<b>Total</b>	<b>93 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>115 \$</b>	<b>83 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>110 \$</b>	
								Neuf mois terminés les	
Gain (perte) à la vente	130 \$	59 \$	– \$	189 \$	167 \$	72 \$	(1) \$	238 \$	
Revenu sur les droits conservés <sup>2</sup>	118	3	1	122	115	12	–	127	
<b>Total</b>	<b>248 \$</b>	<b>62 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>311 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>(1) \$</b>	<b>365 \$</b>	

<sup>1</sup> Comprennent le revenu sur les droits conservés lié aux titrisations de prêts automobile acquises dans le cadre de l'acquisition de Services financiers Chrysler. Les billets émis par les structures de titrisation américaines ont été remboursés en totalité au cours du trimestre et la garantie excédentaire a été retournée à la Banque

<sup>2</sup> Le revenu sur les droits conservés exclut le revenu provenant des variations de juste valeur. Les gains et les pertes latents sur les droits conservés découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans le revenu de négociation (les droits conservés liés aux prêts automobile sont classés comme des titres de créance disponibles à la vente et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits conservés à la date des activités de titrisation sont comme suit :

**Principales hypothèses**

	2011			2010		
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers <sup>1</sup>	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts hypothécaires commerciaux
Taux des remboursements anticipés <sup>1</sup>	19,0 %	5,3 %	0,0 %	19,1 %	5,0 %	0,0 %
Taux d'actualisation	3,6	3,9	4,5	3,6	3,7	4,1
Pertes sur créances prévues <sup>2</sup>	–	0,0	–	–	0,0	–

<sup>1</sup> Représente le taux de remboursement mensuel pour les prêts aux particuliers garantis.

<sup>2</sup> Aucune perte sur créances n'est prévue pour les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, car ils sont garantis par un gouvernement.

Au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2011, il y a eu des échéances de prêts et de créances déjà titrisés de 1 269 millions de dollars (1 000 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2010). Le produit des nouvelles titrisations a été de 3 489 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2011 (4 501 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2010). Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2011, il y a eu des échéances de prêts et de créances déjà titrisés de 3 488 millions de dollars (3 723 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010). Le produit des nouvelles titrisations a été de 10 047 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (11 420 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

#### Note 6 : DÉRIVÉS

Le tableau suivant présente les résultats de l'inefficacité des couvertures pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

##### Résultats de l'inefficacité des couvertures

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Gain net (perte nette) découlant des couvertures de juste valeur	(1,6) \$	1,8 \$	5,1 \$	(4,5) \$
Gain net (perte nette) découlant des couvertures de flux de trésorerie	0,3	0,1	3,5	5,5

Les tranches des gains (pertes) sur dérivés qui ont été exclues de l'évaluation de l'efficacité des couvertures relativement aux activités de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie sont comptabilisées dans les autres revenus à l'état des résultats consolidé intermédiaire. Au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2011, les montants qui ont été exclus de l'évaluation de l'efficacité des couvertures ont représenté des pertes respectivement de 10 millions de dollars et de 14 millions de dollars (respectivement 32 millions de dollars et 85 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010). Au cours des trois mois et des neuf mois terminés les 31 juillet 2011 et 2010, la Banque n'a constaté aucun gain net ni aucune perte nette dans ses résultats par suite des engagements fermes couverts qui ont cessé d'être admissibles à titre de couvertures de juste valeur.

Au 31 juillet 2011, la Banque prévoyait reclasser dans le bénéfice net au cours des douze prochains mois un gain net estimé à 697 millions de dollars (un gain net de 652 millions de dollars au 31 juillet 2010) qui était comptabilisé dans les autres éléments du résultat étendu. La durée maximale sur laquelle la Banque couvre son exposition aux variations des flux de trésorerie futurs pour les opérations prévues est de 28 ans. Au cours des trois mois et des neuf mois terminés les 31 juillet 2011 et 2010, les opérations prévues ont été réalisées dans tous les cas importants.

#### Note 7 : ACQUISITIONS ET AUTRES

##### a) Acquisition de Services financiers Chrysler

Le 1<sup>er</sup> avril 2011, la Banque a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Services financiers Chrysler pour une contrepartie au comptant d'environ 6,3 milliards de dollars. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de Services financiers Chrysler depuis la date de l'acquisition jusqu'au 31 juillet 2011 ont été inclus dans les résultats consolidés de la Banque pour la période terminée le 31 juillet 2011. Au 1<sup>er</sup> avril 2011, l'acquisition a ajouté un montant net de 3,1 milliards de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, 7,3 milliards de dollars de prêts, 2,3 milliards de dollars d'autres actifs et 6,6 milliards de dollars de passifs. Les prêts comprennent 1,0 milliard de dollars de prêts douteux acquis. La juste valeur estimative des prêts reflète les pertes sur créances prévues à la date d'acquisition. L'excédent de la juste valeur des actifs identifiables acquis par rapport à celle des passifs pris en charge d'environ 0,2 milliard de dollars a été attribué à l'écart d'acquisition. Les prêts acquis sont inclus dans les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers. La répartition du prix d'acquisition pourrait être rectifiée une fois que la Banque aura terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

##### b) TD Ameritrade Holding Corporation

Au 31 juillet 2011, le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade Holding Corporation (TD Ameritrade) s'établissait à 43,8 % (45,9 % au 31 octobre 2010) des actions émises et en circulation de TD Ameritrade.

Au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2011, la Banque n'a vendu aucune action de TD Ameritrade. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2011, la Banque a vendu 17,3 millions d'actions de TD Ameritrade et a comptabilisé un gain de 8,1 millions de dollars sur cette vente.

#### Note 8 : BILLETS ET DÉBENTURES SUBORDONNÉS

Le 15 juillet 2011, des billets subordonnés d'un montant de 200 millions de dollars US d'une filiale de la Banque sont venus à échéance.

Au cours du trimestre, des filiales de la Banque ont racheté 122 millions de dollars US de débentures subordonnées de second rang.

Le 22 février 2011, une filiale de la Banque a racheté 4 millions de dollars US de débentures subordonnées de second rang.

Le 18 janvier 2011, la Banque a racheté la totalité des billets à moyen terme à 4,317 % d'un capital de 1 milliard de dollars échéant le 18 janvier 2016 en circulation au prix de rachat du plein montant du capital. Cette émission a été admise à titre de fonds propres de deuxième catégorie.

Le 2 novembre 2010, la Banque a émis 1 milliard de dollars de billets à moyen terme qui constituent une dette subordonnée dans le cadre de son programme de billets à moyen terme. Les billets à moyen terme porteront intérêt à un taux nominal de 3,367 % jusqu'au 2 novembre 2015, et au taux des acceptations bancaires majoré de 1,25 % par la suite jusqu'à l'échéance, le 2 novembre 2020. Les billets sont rachetables au pair au gré de la Banque sous réserve du consentement des organismes de réglementation, le 2 novembre 2015 et à toute date de paiement des intérêts par la suite. La Banque a inclus l'émission à titre de fonds propres de deuxième catégorie.

### Note 9 : CAPITAL SOCIAL

Le tableau suivant présente un sommaire des actions émises, en circulation et détenues au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010.

#### Actions ordinaires et actions privilégiées émises et en circulation et actions autodétenues

(en millions d'actions et en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011		31 octobre 2010	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début de l'exercice	879,7	16 730 \$	859,6	15 357 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	4,2	281	8,1	521
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	6,2	487	7,7	546
Produit tiré de l'émission de nouvelles actions	–	–	3,6	252
Actions émises dans le cadre d'acquisitions	–	–	0,7	54
<b>Solde à la fin de la période – actions ordinaires</b>	<b>890,1</b>	<b>17 498 \$</b>	<b>879,7</b>	<b>16 730 \$</b>
<b>Actions privilégiées – catégorie A</b>				
Série O	17,0	425 \$	17,0	425 \$
Série P	10,0	250	10,0	250
Série Q	8,0	200	8,0	200
Série R	10,0	250	10,0	250
Série S	10,0	250	10,0	250
Série Y	10,0	250	10,0	250
Série AA	10,0	250	10,0	250
Série AC	8,8	220	8,8	220
Série AE	12,0	300	12,0	300
Série AG	15,0	375	15,0	375
Série AI	11,0	275	11,0	275
Série AK	14,0	350	14,0	350
<b>Solde à la fin de la période – actions privilégiées</b>	<b>135,8</b>	<b>3 395 \$</b>	<b>135,8</b>	<b>3 395 \$</b>
<b>Actions autodétenues – ordinaires<sup>1</sup></b>				
Solde au début de l'exercice	(1,2)	(91) \$	(0,8)	(15) \$
Achat d'actions	(18,0)	(1 404)	(30,6)	(2 158)
Vente d'actions	17,9	1 391	30,2	2 082
<b>Solde à la fin de la période – actions autodétenues – ordinaires</b>	<b>(1,3)</b>	<b>(104) \$</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(91) \$</b>
<b>Actions autodétenues – privilégiées<sup>1</sup></b>				
Solde au début de l'exercice	–	(1) \$	–	– \$
Achat d'actions	(1,9)	(51)	(2,3)	(63)
Vente d'actions	1,9	52	2,3	62
<b>Solde à la fin de la période – actions autodétenues – privilégiées</b>	<b>–</b>	<b>– \$</b>	<b>–</b>	<b>(1) \$</b>

<sup>1</sup> Lorsque, dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque acquiert de ses propres actions, celles-ci sont classées comme des actions autodétenues, et leur coût est porté en déduction de l'avoir des actionnaires.

### Note 10 : CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Le tableau suivant présente le cumul des autres éléments du résultat étendu de la Banque, déduction faite des impôts sur les bénéfices, au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010.

#### Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juillet 2011	31 octobre 2010
Gain net latent (perte nette latente) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	1 030 \$	1 193 \$
Gain net latent (perte nette latente) de change sur les placements dans des filiales, déduction faite des activités de couverture	(4 501)	(2 901)
Gain net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2 230	2 713
<b>Total</b>	<b>(1 241) \$</b>	<b>1 005 \$</b>

**Note 11 : RÉMUNÉRATION À BASE D'OPTIONS**

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, la Banque a constaté une charge de rémunération pour l'attribution d'options sur actions de respectivement 6 millions de dollars et 23 millions de dollars (respectivement 5 millions de dollars et 24 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

Au cours des trois mois terminés les 31 juillet 2011 et 31 juillet 2010, aucune option n'a été attribuée par la Banque. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2011, 1,7 million d'options (1,7 million pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010) ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 15,47 \$ l'option (14,09 \$ l'option pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation fondé sur un arbre binomial. Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les neuf mois terminés les 31 juillet.

**Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options**

	Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Taux d'intérêt sans risque	2,7 %	2,7 %
Durée prévue des options	6,2 années	6,2 années
Volatilité prévue	26,6 %	26,6 %
Rendement de l'action prévu	3,34 %	3,24 %

**Note 12 : AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Les tableaux suivants présentent les charges liées aux régimes de retraite principaux de la Banque, au régime d'avantages complémentaires de retraite principal et aux autres régimes de retraite importants pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet.

**Charges liées aux régimes d'avantages sociaux futurs**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les					
	Régimes de retraite principaux		Régime d'avantages complémentaires de retraite principal		Autres régimes de retraite <sup>1</sup>	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>La charge de retraite nette comprend les éléments suivants :</b>						
Prestations acquises par les employés	36 \$	25 \$	2 \$	2 \$	4 \$	3 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	42	39	6	6	28	18
Rendement prévu des actifs des régimes <sup>2</sup>	(45)	(43)	-	-	(25)	(15)
Pertes actuarielles (gains actuariels) comptabilisé(e)s dans la charge	15	7	1	-	4	2
Amortissement des coûts de modification de régime	2	3	(2)	(1)	1	1
<b>Total</b>	<b>50 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>9 \$</b>
	<i>Neuf mois terminés les</i>					
<b>La charge de retraite nette comprend les éléments suivants :</b>						
Prestations acquises par les employés	110 \$	75 \$	8 \$	6 \$	9 \$	7 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	126	117	18	18	59	50
Rendement prévu des actifs des régimes <sup>2</sup>	(137)	(127)	-	-	(48)	(38)
Pertes actuarielles (gains actuariels) comptabilisé(e)s dans la charge	46	21	1	-	12	6
Amortissement des coûts de modification de régime	7	7	(4)	(3)	3	3
<b>Total</b>	<b>152 \$</b>	<b>93 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>28 \$</b>

<sup>1</sup> Comprend le régime de retraite à prestations déterminées de CT, le régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth, certains régimes de retraite de Financement auto TD et les régimes de retraite complémentaires. Les autres régimes offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

<sup>2</sup> Le rendement réel des actifs des régimes de retraite principaux a été respectivement de 75 millions de dollars et 356 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (respectivement 103 millions de dollars et 252 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010).

**FLUX DE TRÉSORERIE**

Le tableau suivant présente les cotisations de la Banque à ses régimes de retraite et à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite au cours des trois mois et des neuf mois terminés les 31 juillet.

**Cotisations aux régimes**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Régimes de retraite principaux	43 \$	39 \$	140 \$	121 \$
Régime d'avantages complémentaires de retraite principal	3	3	8	7
Autres régimes de retraite	4	3	12	8
<b>Total</b>	<b>50 \$</b>	<b>45 \$</b>	<b>160 \$</b>	<b>136 \$</b>



Au 31 juillet 2011, la Banque prévoyait verser des cotisations additionnelles de 50 millions de dollars à ses régimes de retraite principaux, de 3 millions de dollars à son régime d'avantages complémentaires de retraite principal et de 4 millions de dollars à ses autres régimes de retraite d'ici la fin de l'exercice. Cependant, le montant des cotisations futures peut changer si la Banque révisé le niveau actuel de ses cotisations en cours d'exercice.

### Note 13 : FRAIS D'INTÉGRATION ET DE RESTRUCTURATION

Par suite de ses acquisitions et des initiatives d'intégration et de restructuration connexes, la Banque a engagé des frais d'intégration respectivement de 55 millions de dollars et de 106 millions de dollars au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2011 (respectivement 8 millions de dollars et 62 millions de dollars au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2010). Les frais d'intégration se composent des frais relatifs à la technologie de l'information, des coûts de maintien de l'effectif, des honoraires de consultation de professionnels externes, des coûts de marketing (notamment pour les communications avec la clientèle et la nouvelle marque) et des frais de déplacement liés à l'intégration. Dans l'état des résultats consolidé intermédiaire, les frais d'intégration sont inclus dans les frais autres que d'intérêts.

Au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 31 juillet 2011, la Banque n'a pas engagé de frais de restructuration (respectivement néant et 17 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 31 juillet 2010). Les frais de restructuration se composent principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de primes de certains dirigeants, des frais liés à la résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Dans l'état des résultats consolidé intermédiaire, ces frais sont compris dans les frais de restructuration.

### Note 14 : BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action de la Banque pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

#### Bénéfice de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet</b>	31 juillet	<b>31 juillet</b>	31 juillet
	<b>2011</b>	2010	<b>2011</b>	2010
<b>Bénéfice de base par action</b>				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>1 407 \$</b>	1 128 \$	<b>4 191 \$</b>	3 504 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	<b>886,6</b>	870,2	<b>883,0</b>	864,4
<b>Total (en dollars)</b>	<b>1,59 \$</b>	1,30 \$	<b>4,75 \$</b>	4,05 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>1 407 \$</b>	1 128 \$	<b>4 191 \$</b>	3 504 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	<b>886,6</b>	870,2	<b>883,0</b>	864,4
Options sur actions potentiellement exerçables, selon la méthode du rachat d'actions	<b>4,6</b>	4,9	<b>4,7</b>	5,2
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	<b>891,2</b>	875,1	<b>887,7</b>	869,6
<b>Total (en dollars)<sup>1</sup></b>	<b>1,58 \$</b>	1,29 \$	<b>4,72 \$</b>	4,03 \$

<sup>1</sup> Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2011, le calcul du bénéfice dilué par action tient compte des options puisqu'il n'y a pas eu de cas où le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'une moyenne pondérée de 3,6 millions d'options sur actions en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 70,48 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque.

### Note 15 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre principaux secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust, TD Assurance et Financement auto TD au Canada; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et une participation dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, America's Most Convenient Bank, et Financement auto TD aux États-Unis; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. Les frais d'intégration liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler et aux autres activités de la Banque sont regroupés dans le secteur Siège social.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, les résultats d'exploitation et les prêts rattachés aux activités américaines de cartes de crédit ont été transférés des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada aux Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis aux fins de présentation de l'information sur les secteurs. Également à compter du premier trimestre 2011, la Banque a apporté une modification à ses méthodes de répartition qui fait en sorte que certains éléments auparavant présentés dans le secteur Siège social sont maintenant attribués à d'autres secteurs. Ces changements n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

Avec prise d'effet le 4 juillet 2011, la responsabilité des affaires de TD Assurance, qui incombait auparavant au chef de groupe, Services bancaires canadiens et Financement auto TD, a été confiée au chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise, TD. La Banque procède actuellement à la mise au point du futur format de présentation de l'information financière et mettra à jour ces résultats aux fins de la présentation sectorielle à partir du premier trimestre de l'exercice 2012. Ces changements seront appliqués de manière rétroactive aux résultats de 2011.

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats de ces secteurs pour les trois mois et les neuf mois terminés les 31 juillet.

**Résultats par secteur d'activité**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

*Trois mois terminés les*

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada		Gestion de patrimoine		Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		Services bancaires de gros		Siège social		Total	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu (perte) d'intérêts net(te)	1 865 \$	1 819 \$	108 \$	93 \$	1 062 \$	909 \$	419 \$	430 \$	(151) \$	(330) \$	3 303 \$	2 921 \$
Revenus autres que d'intérêts	903	827	581	523	410	314	39	146	111	13	2 044	1 823
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	204	236	–	–	168	131	6	(16)	(4)	(12)	374	339
Frais autres que d'intérêts	1 258	1 222	485	447	887	724	333	323	244	250	3 207	2 966
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	1 306	1 188	204	169	417	368	119	269	(280)	(555)	1 766	1 439
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	352	347	57	52	100	86	11	90	(172)	(265)	348	310
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	–	–	–	–	27	26	27	26
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	48	62	–	–	–	–	11	12	59	74
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>954 \$</b>	<b>841 \$</b>	<b>195 \$</b>	<b>179 \$</b>	<b>317 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>108 \$</b>	<b>179 \$</b>	<b>(124) \$</b>	<b>(304) \$</b>	<b>1 450 \$</b>	<b>1 177 \$</b>

**Total de l'actif (en milliards de dollars canadiens)**

Bilan	214,1 \$	195,6 \$	20,1 \$	20,1 \$	184,5 \$	167,8 \$	218,1 \$	189,5 \$	28,0 \$	30,5 \$	664,8 \$	603,5 \$
Titrisés <sup>1</sup>	67,7	63,3	–	–	–	–	4,0	3,9	(20,8)	(18,0)	50,9	49,2

(en millions de dollars canadiens)

*Neuf mois terminés les*

Revenu (perte) d'intérêts net(te)	5 452 \$	5 280 \$	317 \$	239 \$	3 187 \$	2 617 \$	1 178 \$	1 399 \$	(587) \$	(975) \$	9 547 \$	8 560 \$
Revenus autres que d'intérêts	2 556	2 423	1 765	1 579	1 046	923	592	798	423	265	6 382	5 988
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	608	807	–	–	541	500	19	2	(37)	(88)	1 131	1 221
Frais autres que d'intérêts	3 699	3 603	1 482	1 345	2 516	2 147	1 081	1 071	823	734	9 601	8 900
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	3 701	3 293	600	473	1 176	893	670	1 124	(950)	(1 356)	5 197	4 427
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	995	971	170	144	236	185	145	353	(568)	(765)	978	888
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	–	–	–	–	78	79	78	79
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	153	161	–	–	–	–	29	29	182	190
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>2 706 \$</b>	<b>2 322 \$</b>	<b>583 \$</b>	<b>490 \$</b>	<b>940 \$</b>	<b>708 \$</b>	<b>525 \$</b>	<b>771 \$</b>	<b>(431) \$</b>	<b>(641) \$</b>	<b>4 323 \$</b>	<b>3 650 \$</b>

<sup>1</sup> Les actifs titrisés continuent d'être présentés dans les secteurs desquels proviennent les prêts initiaux.

**Note 16 : ÉVENTUALITÉS**

La Banque a été citée comme défenderesse dans quatre recours collectifs à l'échelle nationale aux États-Unis qui contestent la manière dont elle calcule et perçoit les frais de découverts. Ces recours ont tous été transférés à la United States District Court pour le Southern District of Florida pour que les procédures préliminaires soient jumelées à des recours similaires pendants contre d'autres banques. Les demandeurs contestent en général, mais non exclusivement, la manière dont les opérations de débit sont mises en lot et enregistrées par ordre décroissant des montants plutôt que par ordre chronologique. Ils allèguent que la méthode d'enregistrement et les pratiques liées à celle-ci contreviennent à un engagement implicite de bonne foi dans le contrat avec le client, constituant des pratiques injustes et trompeuses, entraînent un détournement du bien du client, que la Banque doit être condamnée à des dommages-intérêts compensatoires équivalant à la totalité des frais de découvert perçus à la suite des pratiques contestées ainsi que des dommages-intérêts exemplaires, qu'une injonction doit mettre fin aux pratiques contestées et que la Banque doit acquitter les honoraires d'avocats, les frais judiciaires et les intérêts. La demande de rejet des recours déposée par la Banque a été refusée, et l'enquête préalable a commencé. En raison de l'étape à laquelle en sont le litige et l'enquête, la Banque ne peut déterminer le montant ni l'étendue de toute perte éventuelle.

**Note 17 : FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES**

La Banque gère son capital conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu des risques de crédit, risques de marché et risques opérationnels. La Banque applique plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ces objectifs.

Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2011, la Banque s'est conformée à la ligne directrice du BSIF sur les ratios de fonds propres et le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres. Cette ligne directrice repose sur le «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. La situation des fonds propres réglementaires de la Banque au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010 était comme suit :

**Situation des fonds propres réglementaires**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>	
	<b>31 juillet 2011</b>	31 octobre 2010
Fonds propres de première catégorie	<b>26 764 \$</b>	24 386 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie <sup>1</sup>	<b>12,9 %</b>	12,2 %
Total des fonds propres <sup>2</sup>	<b>33 935 \$</b>	31 070 \$
Ratio du total des fonds propres <sup>3</sup>	<b>16,3 %</b>	15,5 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres <sup>4</sup>	<b>17,4</b>	17,5

<sup>1</sup> Le ratio des fonds propres de première catégorie est calculé comme le total des fonds propres de première catégorie divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

<sup>2</sup> Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

<sup>3</sup> Le ratio du total des fonds propres est calculé comme le total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

<sup>4</sup> Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres est calculé comme le total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres rajusté.

Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio des fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont de respectivement 7 % et 10 %.

**Note 18 : GESTION DES RISQUES**

Les politiques et les procédures relatives à la gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le présent rapport aux actionnaires, en ce qui a trait aux risques de marché et d'illiquidité, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les politiques et procédures relatives à la gestion des risques de la Banque, reportez-vous également aux passages ombragés de la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion de 2010.

**Note 19 : ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN**

Le 15 août 2011, la Banque a annoncé avoir conclu une entente définitive selon laquelle la Banque fera l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de la Banque MBNA Canada, une filiale en propriété exclusive de la Bank of America Corporation, ainsi que de certains autres actifs et passifs. La Banque versera une prime d'environ 100 millions de dollars pour un portefeuille de cartes de crédit dont les comptes clients sont estimés à 8,5 milliards de dollars à la conclusion de l'entente.

Cette acquisition devrait se conclure au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, une fois qu'elle aura obtenu les approbations réglementaires et satisfait aux modalités de clôture usuelles. Avant la clôture, la Banque prévoit émettre jusqu'à 8 millions d'actions ordinaires aux fins de la gestion prudente des fonds propres, sous réserve des options de surallocation usuelles et des conditions de marché. L'incidence attendue sur les fonds propres de première catégorie de la Banque à la conclusion de la transaction sera négative de 20 pdb sur une base pro forma, en date du 30 avril 2011 et après l'émission d'actions ordinaires prévue.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

### Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	Votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un <b>actionnaire inscrit</b> (votre nom figure sur votre certificat d'actions)	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le régime de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption et la reprise des envois de rapports annuels et trimestriels	<b>Agent des transferts :</b> Compagnie Trust CIBC Mellon C.P. 7010 Succursale postale de la rue Adelaide Toronto (Ontario) M5C 2W9 416-643-5500 ou sans frais au 1-800-387-0825 <a href="mailto:inquiries@cibcmellon.com">inquiries@cibcmellon.com</a> ou <a href="http://www.cibcmellon.com">www.cibcmellon.com</a>
déterminez vos actions de la TD par l'entremise du <b>système d'inscription direct aux États-Unis</b>	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	<b>Coagent des transferts et agent comptable des registres :</b> BNY Mellon Shareowner Services P.O. Box 358015 Pittsburgh, Pennsylvania 15252-8015 ou 480 Washington Boulevard Jersey City, New Jersey 07310 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610 <a href="http://www.bnymellon.com/shareowner/equityaccess">www.bnymellon.com/shareowner/equityaccess</a>
êtes <b>actionnaire non inscrit</b> d'actions de la TD qui sont détenues au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions de la Banque TD, notamment des questions au sujet du régime de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires	<b>Votre intermédiaire</b>

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de la TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse [tdshinfo@td.com](mailto:tdshinfo@td.com). Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

#### Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au  
416-982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au  
1-866-233-2323

En anglais : 1-866-567-8888

En cantonais/mandarin : 1-800-328-3698

Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : <http://www.td.com/francais>

Adresse courriel : [customer.service@td.com](mailto:customer.service@td.com)

#### Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Banque TD donnera une conférence téléphonique sur les résultats, à Toronto (Ontario), le 1<sup>er</sup> septembre 2011. La conférence sera diffusée en webdiffusion en direct sur le site Web de la TD à 15 h HE. Au cours de la conférence téléphonique et de la webdiffusion, des dirigeants de la TD présenteront les résultats financiers de la Banque pour son troisième trimestre. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence seront offerts sur le site Web de la TD à l'adresse [http://www.td.com/francais/rapports/gr\\_2011.jsp](http://www.td.com/francais/rapports/gr_2011.jsp) le 1<sup>er</sup> septembre 2011 vers 12 h HE. Une ligne téléphonique pour écoute seulement sera accessible au 416-644-3416 ou au 1-877-974-0445 (sans frais).

La version archivée de la webémission et des documents des exposés pourra être consultée à l'adresse [http://www.td.com/francais/rapports/qr\\_2011.jsp](http://www.td.com/francais/rapports/qr_2011.jsp). Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 18 h HE, le 1<sup>er</sup> septembre 2011, jusqu'au 3 octobre 2011, en composant le 416-640-1917 ou le 1-877-289-8525 (sans frais). Le code d'accès est le 4463451, suivi du carré.

**Assemblée annuelle**

Le jeudi 29 mars 2012

Toronto (Ontario) (diffusion simultanée à New York, New York)